



# RECUEIL DES CIRCULAIRES ET INSTRUCTIONS

2010

Imprimé par  
Alger Print les Editions du Sahel  
Zone d'activité lot N°17 Ain Benian - Alger - Algerie  
E-mail : [algerprint@gmail.com](mailto:algerprint@gmail.com)  
Tél. : 021 30 25 54 Fax : 021 30 63 13

# S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
<b>CIRCULAIRES</b>			
1	08/03/2010	Mise en œuvre de la directive présidentielle n°03, relative à la dynamisation de la lutte contre la corruption.	9
2	10/05/2010	Codification des ordonnateurs du budget de l'état.	11
3	30/05/2010	Sécurité des fonds publics.	12
4	14/06/2010	Exécution des dépenses imputables au budget des communes et des établissements publics de santé.	13
5	24/06/2010	Gestion et sécurité des deniers publics.	15
6	01/07/2010	- Pensions des moudjahidine et ayants droit. - Réévaluation du salaire national minimum garanti (SNMG).	17
7	10/08/2010	Codification des ordonnateurs du budget de l'état.	20
8	22/08/2010	Echange de billets de banque.	24
9	11/10/2010	Erratum à la circulaire n° 07 du 10/08/2010.	25
10	02 /11/2010	Erratum à la circulaire n° 07 du 10/08/2010.	26
11	25/11/2010	A/S double émission de carnets de chèques postaux.	27
12	30/12/2010	Erratum à la circulaire n° 07 du 10/08/2010.	28
13	31/12/2010	Suspension de la pension concédée au titre de l'article 129-alinéas 3 et 4 de la loi n°89-26 du 31/12/1989 portant loi de finances pour 1990.	29
<b>INSTRUCTIONS</b>			
1	13/01/2010	Erratum à la nomenclature des comptes du Trésor (version 2009).	33
2	18/01/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-129 intitulé «Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011».	34
3	19/01/2010	Modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire (FRC).	37
4	27/01/2010	- Gestion comptable du musée national de cherchell. - Création du sous-compte n° 107 au sein du compte 402 003 «établissements publics nationaux–service financier ».	39
5	27/01/2010	- Gestion comptable du musée régional d'El Meniâa. - Création du sous-compte n°57 au sein du compte 402 001 « Wilaya et établissements de wilaya– service financier- ».	41
6	28/01/2010	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.023 « Fonds de garantie des wilayas».	43
7	28/01/2010	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.022 « Fonds de garantie des communes».	45
8	01/03/2010	- Gestion comptable des instituts de l'enseignement professionnel. - Création du sous-compte n° 58 au sein du compte 402 001 « Wilaya et établissements de wilaya– service financier- ».	47

## S O M M A I R E (SUITE)

N°	Date	Objet	Page
9	01/03/2010	- Gestion comptable de l'office national du parc culturel de Touat Gourara Tidikelt. - Création du sous-compte n° 108 au sein du compte 402 003 «Établissements publics nationaux–service financier ».	49
10	01/03/2010	- Gestion comptable de l'office national du parc culturel de Tindouf. - Création du sous-compte n° 109 au sein du compte 402 003 «Établissements publics nationaux–service financier ».	51
11	01/03/2010	- Gestion comptable de l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien à Laghouat. - Création du sous-compte n° 110 au sein du compte 402 003 «Établissements publics nationaux–service financier ».	53
12	08/03/2010	- Gestion comptable des Musées Régionaux du Moudjahid. - Création du sous-compte n°59 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya– service financier- ».	55
13	14/03/2010	Modalités de comptabilisation du produit de l'impôt forfaitaire unique.	57
14	09/05/2010	Comptabilisation du produit du droit de timbre.	59
15	13/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 « Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes».	61
16	17/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de Développement de l'Investissement Agricole.»	63
17	17/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe».	65
18	17/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.111 « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession.»	67
19	17/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles».	69
20	17/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 « Fonds national de régulation de la production agricole».	71
21	18/05/2010	Modalités de paiement des indemnités prononcées par la commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour suprême, en raison de la détention provisoire injustifiée de l'erreur judiciaire.	73



## S O M M A I R E (SUITE)

N°	Date	Objet	Page
22	23/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 «Fonds spécial de développement des régions du Sud ».	76
23	23/05/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-132 Intitulé « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat ».	78
24	09/05/2010	Clôture du sous-compte n°52 ouvert au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».	80
25	10/06/2010	Déconcentration des décisions de remboursement des crédits de TVA.	81
26	10/06/2010	Erratum à l'instruction n° 21 du 18/05/2010.	83
27	22/06/2010	- Gestion comptable du Musée Régional de Béchar. - Création du sous-compte n° 60 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya– service financier- ».	84
28	01/07/2010	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-134 intitulé « Fonds de gestion des opérations d'investissements Publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014.	86
29	18/08/2010	Modalités de prise en charge du financement des projets retenus pour la réparation des dégâts causés par les intempéries au niveau des wilayas des hauts plateaux.	91
30	26/08/2010	- Gestion comptable de l'Ecole Nationale Supérieure de Management. - Création du sous-compte n°111 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux–service financier ».	92
31	09/09/2010	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302-104 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs ».	94
32	09/09/2010	- Création d'un sous-compte n°61 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -». - Clôture du sous-compte n°43 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion » ouvert au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».	96

## S O M M A I R E (SUITE)

N°	Date	Objet	Page
33	09/09/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un sous-compte n°62 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».</li> <li>- Clôture du sous-compte n°44 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » ouvert au sein du compte n°402-001 «Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».</li> </ul>	98
34	27/09/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion comptable de l'Ecole Nationale d'Administration.</li> <li>- Création du sous-compte n°112 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux– service financier ».</li> </ul>	100
35	12/10/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositif relatif à la répression de l'infraction à la législation et à la règlementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger.</li> <li>- Organisation et fonctionnement du comité local de transaction.</li> </ul>	102
36	14/10/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion comptable de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.</li> <li>- Création du sous-compte n°113 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux– service financier ».</li> </ul>	104
37	18/10/2010	Erratum de l'instruction n° 33 du 09/09/2010.	106
38	19/10/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture de lignes au sein des comptes n° 335 009 et 432.049.</li> <li>- Réaménagement de la structure des comptes n° 335.009 et 432.049.</li> </ul>	107
39	20/10/2010	Clôture du compte d'affectation spéciale n° 302-104 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs».	108
40	20/10/2010	Clôture du compte d'affectation spéciale n° 302-053 «fonds d'affectation du droit d'exploitation des licences de taxis».	110
41	08/11/2010	Clôture du sous-compte n° 53 intitulé «Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques à Annaba» au sein du compte 402 001 «Wilaya et Etablissements de wilaya– service financier- ».	112
42	27/12/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion comptable de l'Observatoire National de la Ville .</li> <li>- Création du sous-compte n°114 au sein du compte 402 003 «Etablissements publics nationaux– service financier ».</li> </ul>	114
43	27/12/2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion comptable du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP), commune de Filfila wilaya de Skikda.</li> <li>- Création du sous-compte n° 63 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya– service financier- ».</li> </ul>	116

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات



# CIRCULAIRES

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====**CIRCULAIRE N° 01 DU 08/03/2010**=====

**OBJET :** Mise en œuvre de la directive présidentielle n°03, relative à la dynamisation de la lutte contre la corruption.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive présidentielle n°03, relative à la dynamisation de la lutte contre la corruption, la présente circulaire a pour objet de préciser certains éléments de prévention entrant dans le cadre de cette opération.

Les comptables publics exercent leurs attributions conformément aux dispositions de la loi n°90-21 du 15 août 1990 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique et des textes pris pour son application.

A ce titre, ils sont tenus de mettre en œuvre, avant toute exécution d'opérations de recettes ou de dépenses publiques, les dispositions des textes précités, en appliquant rigoureusement les critères de régularité fixés par la législation et réglementation en vigueur.

Ils doivent également au besoin, alerter l'administration centrale sur toute situation présentant des indices suffisants de corruption ou de détournement des deniers et biens publics.

Par ailleurs, les responsables des services déconcentrés du Trésor doivent veiller à l'instauration d'un système de rotation des personnels placés sous leur autorité, à l'effet de permettre une polyvalence des effectifs et d'éviter à ce que des responsables ou agents exercent pendant une longue durée, la même ou plusieurs fonctions au niveau d'un même poste, ce qui pourrait les exposer à d'éventuelles tentatives d'opérations illicites.

En outre, il est strictement interdit aux personnels des services du Trésor d'entretenir tout contact avec des personnes intervenant dans l'exécution des marchés publics (entrepreneurs, créanciers etc...), ces derniers ayant pour seuls interlocuteurs, les ordonnateurs concernés.

A ce titre, il convient de préciser que le fonctionnaire de l'Etat doit en tout moment faire preuve d'intégrité, d'honneur et de rigueur morale, pas seulement dans l'exercice de ses fonctions, mais également en dehors des activités professionnelles.

Ainsi, interdiction est faite aux personnels des services du Trésor d'accepter dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges ou avantages autres que ceux qui leur sont accordés par les lois et règlements et ne doivent entreprendre aucune action susceptible de nuire à leur crédibilité, à leur intégrité et à leur morale.

En matière d'audit interne, les responsables des postes comptables sont tenus d'assurer de façon rigoureuse et permanente un audit interne de l'ensemble des services placés sous leur autorité, notamment ceux ayant à leur charge la gestion de comptes sensibles. Ils doivent en outre veiller à ce que toute opération de rectification d'écriture comptable, soit soumise au visa préalable du chef de poste ou du fondé de pouvoirs dûment habilité.

Enfin, je ne saurais trop insister sur l'attitude vigilante que doivent impérativement adopter les responsables des services comptables, à l'effet d'assurer un contrôle minutieux des moyens de paiement et autres documents qui leur sont présentés, afin de pouvoir détecter toute manœuvre de falsification ou anomalie susceptible d'engager leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

Je vous demande de veiller à la stricte application des dispositions de la présente circulaire et d'en assurer une large diffusion.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor (et notification à l'ensemble des trésoriers des communes et des établissements publics hospitaliers)
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale (et notification à l'ensemble des agents comptables des E.P.A.)
- Trésoreries des Wilayas (et notification à l'ensemble des agents comptables des E.P.A.).

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration des Moyens et des Finances (DGC).

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**CIRCULAIRE N° 02 DU 10/05/2010**

**OBJET :** Codification des ordonnateurs du budget de l'état.

**REFER :** - Décret présidentiel n°03-215 du 09 mai 2003 portant nomination des membres du gouvernement.  
- Circulaire n°83 du 17 septembre 1991.

Les dispositions de la circulaire visée en référence, ont fixé la codification des ordonnateurs du budget de l'état.

Suite à l'intervention des décrets de répartition des crédits du budget de fonctionnement des gestions 2008 et 2009, la codification afférente aux ordonnateurs secondaires du ministère du commerce s'intitulera comme suite :

- **131.1.00** : Direction de wilaya du commerce.
- **131.2.00** : Direction régionale du commerce

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale des Douanes
- Direction de l'Administration des Moyens des Ministères
- Directions Régionales du Trésor.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== **CIRCULAIRE N° 03 DU 30/05/2010**=====

**OBJET :** Sécurité des fonds publics.

Dans le cadre des actions tendant à la sécurisation et à la préservation des deniers publics, il est instamment rappelé aux comptables du Trésor d'avoir à veiller rigoureusement au suivi régulier des opérations financières retracées au niveau de leur compte courant postal.

A ce titre, il leur est fait obligation d'avoir à consulter journallement la situation de leur compte courant postal à travers le site internet.

Les trésoriers qui ne disposent pas encore du code confidentiel d'accès à ce site, doivent se rapprocher pour ce faire, des services du centre national des chèques postaux.

Toute situation anormale constatée dans ce cadre doit être systématiquement signalée à l'administration centrale.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire et me tenir informé de toute difficulté rencontrée éventuellement en la matière.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale d'Algérie Poste
- Direction Régionale du Trésor.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**CIRCULAIRE N° 04 DU 14/06/2010**  
=====

**OBJET :** Exécution des dépenses imputables au budget des communes et des établissements publics de santé.

Il m'a été donné de constater que dans le cadre de l'exécution du budget des communes et des établissements publics de santé, les mandats émis par les ordonnateurs concernés sont pris en charge par les trésoriers assignataires dans des délais excédant parfois deux (02) mois.

Cette situation inacceptable n'a pas manqué de générer d'importants retards dans l'exécution des dépenses budgétaires dont il s'agit.

Aussi, afin de remédier de façon définitive à ces errements préjudiciables à plus d'un titre au fonctionnement normal des services publics et à leur crédibilité il est rappelé ci-dessous, les procédures légales et réglementaires en vigueur en la matière.

**I – PRISE EN CHARGE DES MANDATS DE PAIEMENT.**

Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 93-46 du 06 février 1993 notamment son article 2, pris en application de la loi n° 90.21 du 15 août 1990 modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique, les ordonnances et mandats émis par les ordonnateurs sont admis en dépenses par les comptables publics dans un délai maximum de dix (10) jours, à compter de la date de leur réception.

Il demeure entendu que l'opération d'admission en dépenses intervient après application par les trésoriers assignataires des contrôles prévus par l'article 36 de la loi n° 90.21 du 15 août 1990 précitée.

**II- REJET DE MANDAT**

Les mandats de paiement émis par les ordonnateurs des budgets des communes et des établissements publics de santé font souvent l'objet de la part des trésoriers assignataires de rejets répétitifs et à chaque fois pour des motifs différents et cela, sans notification de note de rejet.

A cet effet, il convient de rappeler qu'en cas de non conformité du mandat de paiement avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les trésoriers assignataires signifient aux ordonnateurs, par écrit dans un délai de vingt jours (20), à compter de la date de réception du mandat, leur refus de paiement dûment motivé.

La note de rejet émise dans ce cadre doit impérativement comporter, en un seul et unique envoi, l'ensemble des anomalies relevées et dûment justifiées, ainsi que la référence des textes sur lesquels se fonde leur rejet.



Cette note doit être rédigée de façon claire et lisible et doit nécessairement indiquer :

- la nature du rejet (provisoire ou définitif)
- le numéro du mandat objet du rejet
- l'imputation budgétaire
- le montant du rejet
- l'ordonnateur
- le cachet et la signature du responsable.

Les contrôles qui seront effectués par les brigades d'inspection et de vérification inclueront désormais les aspects prévus par la présente circulaire.

Je vous demande de veiller rigoureusement à l'application des dispositions de la présente circulaire, pour le respect desquelles aucune défaillance ne sera tolérée.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries des Communes
- Trésoreries des Etablissements Publics de Santé.

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor  
(pour : - notification aux trésoreries des communes et trésoreries des établissements publics de santé ;  
- inscriptions dans leurs programmes de vérification, des aspects, prévus par la présente circulaire)
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== **CIRCULAIRE N° 05 DU 24/06/2010**=====

**OBJET :** Gestion et sécurité des deniers publics.

Dans le cadre des mesures de sécurité visant la préservation et la saine gestion des deniers publics les trésoriers des communes et trésoriers des établissements publics de santé sont instruits à l'effet de veiller personnellement et quotidiennement à la bonne exécution des opérations d'arrêté de caisse de fin de journée.

Par ailleurs, les chèques émis par leurs soins au titre de l'exécution des dépenses budgétaires, doivent être déposés auprès des services d'Algérie Poste par un correspondant dûment habilité.

Ces chèques doivent préalablement être retracés sur un registre spécial reprenant de façon claire toutes les indications obligatoires (numéro du chèque, date, montant, bénéficiaire, etc...).

Le registre doit également comporter une colonne dans laquelle les services d'Algérie Poste apposent la mention d'«accusé de réception».

Enfin les trésoriers des communes et trésoriers des établissements publics de santé, sont tenus d'assurer un suivi régulier des mouvements et de la position financière de leur compte courant postal.

Toute situation anormale constatée en la matière doit être immédiatement signalée à la Direction Régionale du Trésor compétente, à charge pour cette dernière de prendre des mesures conservatoires appropriées et d'en faire aussitôt rapport circonstancié à la Direction Générale de la Comptabilité.

Je vous demande de veiller à l'application rigoureuse des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries des Communes
- Trésoreries des Etablissements Publics de Santé

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor (et notification aux trésoreries des communes et trésoreries des établissements publics de santé)
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoriers de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**CIRCULAIRE N° 06 DU 01/07/2010**

**OBJET :** - Pensions des Moudjahidine et ayants droit.  
- Réévaluation du salaire national minimum garanti (SNMG).

**REFER :** - Loi n°99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au Chahid.  
- Décret présidentiel n°09-416 du 18 décembre 2009 fixant le salaire national minimum garanti (SNMG).

Les dispositions du décret présidentiel visé en référence ont fixé à quinze mille dinars (15.000 DA) le salaire national minimum garanti (SNMG).

En application des dispositions précitées les pensions des moudjahidine et ayants droit indexées par la réglementation en vigueur sur le SNMG sont calculées à compter du 01 janvier 2010, par référence au nouveau SNMG, indiqué ci-dessus.

Ce nouveau montant de quinze mille dinars (15.000 DA) est applicable aux pensions figurant au tableau joint en annexe, élaboré par les services du Ministère des moudjahidine,

La pension principale et la pension complémentaire de la veuve du moudjahid sont, à son décès, reversées aux filles du moudjahid, non mariées, sans revenu ainsi qu'aux mineurs, à parts égales. ( cf. article 24 de la loi n° 99-07 du 05 avril 1999).

La pension principale et la pension complémentaire de la veuve du chahid sont, à son décès, reversées aux fils de chahid sans revenu ni emploi, ainsi qu'aux filles de chahid ( veuve, divorcées ou célibataires), à part égales ( cf. article 25 de la loi n°97-07 du 05 avril 1999).

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES:**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de la Wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Direction des Pensions au Ministère des Moudjahidine
- Trésorerie Centrale.

Nature des pensions	Montant mensuel actuel (DA)	Montant mensuel à partir du 01/01/2010 (DA)
<b>Pension principale :</b> Veuve du chahid Article 25 de la loi 99/07	18.000	22.500
<b>Pension complémentaire :</b> Veuve du chahid Veuve d'invalid L'invalid Article 156 de la loi de finances de l'année 1996	18.000	22.500
<b>Pension de reversion :</b> Fils de chahid sans emploi ni revenu Les filles de chahid célibataires, divorcée ou veuves Article 25 de la loi 99/07	Fils de chahid 18.000 + 18.000 Filles de chahid 36.000 (PR) + 7.000 (PP)	Fils de chahid 22.500 + 22.500 Filles de chahid 45.000 (PR) + 7.000 (PP)
<b>Pension de reversion :</b> Enfants mineurs et filles non mariées sans revenu dont les parents sont décédés. Article 24 de la loi 99/07	17.000 (PR) + 18.000 (PC)	17.000 (PR) + 22.500 (PC)

**PR** = Pension de reversion  
**PC** = Pension complémentaire  
**PP** = Pension principale article 129

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== **CIRCULAIRE N° 07 DU 10/08/2010**=====

**OBJET :** Codification des ordonnateurs du budget de l'état.

**REFER :** - Décret présidentiel n°10-149 du 28 mai 2010 portant nomination des membres du gouvernement.  
- Circulaire n°08 du 21 Juillet 2003.

Les dispositions de la circulaire visée en référence, ont fixé la codification des ordonnateurs du budget de l'état.

Suite à l'intervention du décret présidentiel susvisé portant nomination des membres du gouvernement, cette codification est réaménagée conformément à l'annexe jointe à la présente circulaire.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale des Douanes
- Direction de l'Administration des Moyens des Ministères
- Directions Régionales du Trésor.

**ANNEXE**

<b>Structure</b>	<b>Code</b>
Secrétariat Général de la Présidence	101.0.00
Secrétariat Général du Gouvernement	101.1.00
Haut Commissariat à l'Amazighité	101.2.00
Direction Général da la Fonction publique	101.3.00
Commandement d'El-haras El Djoumhour	101.4.00
Premier Ministre	102.0.00
Ministre délégué auprès du ministère de la défense nationale	103.0.00
Ministre des Affaires Étrangères	104.0.00
Ministre de la Justice, garde des sceaux	105.0.00
Direction de l'administration pénitentiaire et de la Rééducation	105.2.00
Dépenses liées à la réforme de la justice	105.3.00
Ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs	106.0.00
Ministre de l'intérieur et des collectivités locales	107.0.00
Direction Générale de la Sureté Nationale	107.1.00
Direction Générale de la Protection Civile	107.2.00
Unité Nationale d'instruction et d'intervention de protection Civil	107.2.16.1
Transmissions nationales	107.4.00
Garde Communale	107.5.00
Centre opérationnel national d'aide à la décision	107.6.00
Ministre de l'Éducation Nationale	108.0.00
Direction de l'Éducation d'Alger Est	108.0.16.1
Direction de l'Éducation d'Alger Centre	108.0.16.2
Direction de l'Éducation d'Alger Ouest	108.0.16.3
Ministre de la Jeunesse et des Sports	109.0.00
Ministre des Finances	110.0.00
Direction Générale des Douanes	110.2.00
Centre National de Formation Douanière (Alger)	110.2.16.1
Centre National de Formation Douanière (Annaba)	110.2.23.1
Direction Générale de la comptabilité	110.3.00
Direction Générale des Impôts	110.4.00
Direction des Impôts d'Alger-Centre	110.4.16.1
Direction des Impôts deSidi-M'Hamed	110.4.16.2
Direction des Impôts de Bir Mourad Rais	110.4.16.3
Direction des Impôts d'El-Harrach	110.4.16.4
Direction des Impôts de Cherage	110.4.16.5
Direction des Impôts de Rouiba	110.4.16.6
Direction des Grandes Entreprises	110.4.16.7
Direction Générale du Domaine National	110.5.00



Commissariat Général à la Planification et à la Prospective	110.6.00
Direction Générale du Budget	110.8.00
Inspection Générale des Finances	110.9.00
Ministre des Ressources en eau	111.0.00
Ministre de l'agriculture et du développement rural	112.0.00
Direction Générale des Forêts	112.1.00
Ministre de la pêche et des ressources Halieutique	113.0.00
Ministre des Travaux Publique	114.0.00
Ministre des Transports	116.0.00
Ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication	117.0.00
Ministre de la Santé, de la Population et de la réforme Hospitalière	118.0.00
Ministre des Moudjahidine	122.0.00
Ministre de la l'Habitat et de l'Urbanisme	125.0.00
Direction de l'urbanisme et de la construction	125.1.00
Direction du Logement et des Équipements Puplics	125.2.00
Ministre du tourisme et de l'Artisanat	126.0.00
Budget des Charges Communes : DGB	128.0.00
Budget des Charges Communes : DGRFE	128.1.00
Budget des Charges Communes : DGI	128.2.00
Direction des Impôts d'Alger-Centre	128.2.16.1
Direction des Impôts de Sidi-M'Hamed	128.2.16.2
Direction des Impôts de Bir mourad Rais	128.2.16.3
Direction des Impôts d'El-Harrach	128.2.16.4
Direction des Impôts de Cheraga	128.2.16.5
Direction des Impôts de Rouiba	128.2.16.6
Direction des Grandes Entreprises	128.2.16.7
Budget des Charges Communes : DGT	128.3.00
Ministre de la Prospective et des Statistiques	129.0.00
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la prospective et des statistiques, chargé des statistiques	129.1.00
Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	130.0.00
Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique	130.1.00
Ministre du Commerce	131.0.00
Direction de la Wilaya du Commerce	131.1.00
Direction régionale du Commerce	131.2.00
Direction Générale du Commerce Extérieur	131.3.00
Ministre de la Culture	133.0.00
Ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement	134.0.00
Ministre de l'Énergie et des Mines	135.0.00

Ministre du Travail, de l'Emploi et de la sécurité Sociale	136.0.00
Inspection Générale du Travail	136.1.00
Ministre de la Solidarité National et de la Famille	137.0.00
Direction de l'Action Sociale	137.2.00
Direction de l'Emploi	137.3.00
Ministre des Relations Avec le Parlement	138.0.00
Ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnel	139.0.00
Ministre de l'aménagement du Territoire et de l'Environnement	141.0.00
Services Déconcentrés d'Aménagement du Territoire et de l'Environnement	141.1.00
Ministre de la Communication	142.0.00

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== **CIRCULAIRE N° 08 DU 22/08/2010**=====

**OBJET :** Echange de billets de banque.

Il a été constaté que des billets de banque sont échangés au niveau de la caisse de certains postes comptables.

Cette pratique constitue une opération susceptible de favoriser la circulation de faux billets, surtout lorsque les billets à échanger présentent un état d'usure prononcé, rendant ainsi difficile leur contrôle et leur authentification par les appareils détecteurs de faux billets.

Aussi, dans le cadre du renforcement de la protection de la monnaie nationale, il est instamment rappelé que cette pratique est strictement interdite et engage pleinement la responsabilité personnelle et pécuniaire de ses auteurs.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de Wilaya
- Trésoreries des Communes
- Trésoreries des Etablissements Publics de Sûreté.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale des Douanes
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**CIRCULAIRE N° 09 DU 11/10/2010**  
**ERRATUM**  
**A LA CIRCULAIRE N° 07 DU 10/08/2010**  
=====

AU NIVEAU DE L'ANNEXE :

A Supprimer :

- Direction de l'emploi.....137.3.00

Le reste demeure sans changement.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**CIRCULAIRE N° 10 DU 02/11/2010**  
**ERRATUM**  
**A LA CIRCULAIRE N° 07 DU 10/08/2010**  
=====

AU NIVEAU DE L'ANNEXE :

A Supprimer :

- Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la prospective et des statistiques,  
chargé des statistiques.....**129.1.00**

Le reste demeure sans changement.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**CIRCULAIRE N° 11 DU 25/11/2010**

**OBJET :** A/S double émission de carnets de chèques postaux.

Il a été constaté dans certains cas que des carnets de chèques postaux relevant d'une même série font l'objet d'une double impression.

Cette situation risque de générer des opérations frauduleuses, préjudiciables au Trésor Public.

Aussi, l'attention des chefs des postes comptables et des agents comptables des établissements publics à caractère administratif est attirée sur l'impérieuse nécessité d'avoir à vérifier minutieusement les carnets de chèques de l'espèce qui leur sont remis par les services des chèques postaux et de signaler à ces derniers toute anomalie constatée dans ce cadre.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya
- Trésoreries des Communes
- Trésoreries des Etablissements Publics de Santé
- Agences Comptables des Etablissements Publics à Caractère Administratif

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**CIRCULAIRE N° 12 DU 30/12/2010**  
**ERRATUM**  
**A LA CIRCULAIRE N° 07 DU 10/08/2010**  
=====

AU NIVEAU DE L'ANNEXE :

A Supprimer :

- Commissariat Général à la planification et à la prospective.....**110.6.00**

Le reste demeure sans changement.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**CIRCULAIRE N° 13 DU 31/12/2010**  
=====

**OBJET :** Suspension de la pension concédée au titre de l'article 129-alinéas 3 et 4 de la loi n°89-26 du 31/12/1989 portant loi de finances pour 1990.

**REFER :** - Instruction interministérielle n°04/08 du 14 mai 2008.  
- Note n°209 du 14 novembre 2010 de la direction des pensions du Ministère des Moudjahidine.

L'instruction interministérielle citée en référence a prévu l'annulation des pensions liquidées dans le cadre des dispositions de la loi n°89-26 du 31/12/1989 portant loi de finances pour 1990 article 129, alinéas 3 et 4, dès l'entrées en vigueur des dispositions de l'article 25, alinéa 2 de la loi n°99-07 du 05 Avril 1999 relative au moudjahid et au chahid.

A cet effet, le paiement des pensions liquidées dans le cadre des dispositions de l'article 129, alinéas 3 et 4 de la loi n°89-26 du 31/12/1989 portant loi de finances pour 1990 est suspendu à compter du 01 décembre 2010.

Le trop perçu au titre de ces pensions fera l'objet de l'émission d'un titre de perception par les directions de wilaya des moudjahidine.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de la Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction des Pensions au Ministère des Moudjahidine
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات



# INSTRUCTIONS

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 01 DU 13/01/2010 =====  
ERRATUM A LA NOMENCLATURE DES COMPTES DU TRESOR (VERSION 2009)

Au niveau du compte n° 201.001 « produit des contributions directes » (page 15)

Au lieu de :

- ligne 105 : produit de pénalités de contrôle et de vérification
- ligne 106 : produit de 91% de l' IBM

Lire :

- ligne 105 : produit de 91% de l' IBM
- ligne 106 : produit de pénalités de contrôle et de vérification

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 02 DU 18/01/2010

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-129 intitulé «Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011».

**REFER :** - Ordonnance n° 09.01 du 27 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 95.  
- Décret exécutif n°09.355 du 08/11/2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-129 intitulé « Fonds National de Préparation et d'Organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011».

Les dispositions de l'ordonnance visée en référence portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 95 ont créé le compte d'affectation spéciale n°302.129 « Fonds National de Préparation et d'Organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011»

Le décret exécutif susvisé pris en application de la loi précitée a fixé les modalités de fonctionnement du compte n° 302.129 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les conditions pratiques d'application comptables des textes cités ci-dessus.

### I- DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte n° 302-129 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année. Il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et il figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire. il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du trésorier principal et du trésorier de la wilaya de Tlemcen.

Ce compte est mouvementé par le Ministre chargé de la culture, en sa qualité d'ordonnateur principal.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret exécutif n°09.355 du 08/11/2009, le directeur de la culture est ordonnateur secondaire pour les opérations exécutées dans la wilaya de Tlemcen.

Ce compte retrace :

*En recettes :*

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les contributions éventuelles des collectivités locales ;
- les contributions des organismes nationaux ;
- les dons et legs ;

- toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement de la manifestation ;
- le remboursement d'avances ;
- autres.

*En dépenses :*

Les dépenses liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement de la manifestation « Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 » sont :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées;
- les dépenses de travaux, de mise à niveau, de réfection et de réhabilitation d'espaces devant accueillir les manifestations culturelles.

Pour permettre l'exécution des dépenses entrant dans le cadre de la présente instruction, il est ouvert au sein du compte 302.129 les lignes ci-après:

- ligne 001 : gestion trésorerie principale
- ligne 002 : gestion trésorerie de la wilaya de Tlemcen

### **I -1 Mise en place des dotations budgétaires au niveau du trésorier principal**

La dotation budgétaire ordonnancée par l'ordonnateur principal sur la caisse du trésorier central fera l'objet d'un transfert par ce dernier au trésorier principal, qui en imputera le montant au crédit de la ligne 001 du compte n°302.129.

### **I-2 Mise en place de la dotation budgétaire au niveau du trésorier de la wilaya de Tlemcen**

La dotation budgétaire destinée à la couverture des dépenses à réaliser dans ce cadre au niveau de la trésorerie de la wilaya de Tlemcen, fera l'objet d'un transfert à ce dernier par le trésorier principal.

A cet effet, le trésorier principal procèdera à la réalisation de l'écriture comptable suivante :

- Débite compte n° 302.129 ligne 001.
- Crédite compte n° 500.032 ligne 005 « opérations spéciales à transférer par le trésorier principal aux trésoriers de wilayas »

### **I-3 Rôle du trésorier de la wilaya de Tlemcen**

Dès réception de ce transfert, le trésorier de la wilaya de Tlemcen effectuera l'opération comptable ci-après:

- Débite compte n° 500.032 ligne 006
- Crédite compte n° 302.129 ligne 002.

### **I-4 Rôle de l'ordonnateur secondaire**

Les dépenses effectuées au niveau de la wilaya de Tlemcen sont mandatées par le directeur de la culture de la wilaya et admises en dépenses par le trésorier de la wilaya après les contrôles réglementaires d'usage, conformément aux règles de la comptabilité publique.

Ces dépenses sont imputées par le trésorier de la wilaya de Tlemcen au débit de la ligne 002 du compte 302.129.

## II- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi des opérations enregistrées au compte n° 302-129, le trésorier principal et le trésorier de la wilaya de Tlemcen transmettront mensuellement au Ministère des Finances ( DGC-DGB-DGT) et au Ministère de la Culture, une situation détaillée de ce compte, faisant ressortir le montant des recettes, des dépenses et de solde.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

### **DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésorerie de la Wilaya de Tlemcen

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Direction de l'Administration des Moyens (Ministère de la culture)
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 03 DU 19/01/2010

**OBJET :** Modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire (FRC).

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22 juillet 2009, portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment ses articles 22 et 23.  
- Arrêté n° 002 du 07 janvier 2009 fixant les modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux.  
- Instruction n°18 du 18 août 2009.

En vertu des dispositions de l'article 22 de la loi de finances complémentaire pour 2009, le taux annuel du prélèvement destiné à alimenter le fonds de revenu complémentaire en faveur du personnel de l'administration fiscale est porté à 70%.

En application de l'article 23 de la même loi, le taux de prélèvement des indemnités liées à l'assistance pour l'élargissement de l'assiette de l'impôt et la recherche de la matière imposable est fixé à 30%.

Par ailleurs, l'arrêté n° 002 du 07 janvier 2010 susvisé a créé au sein du compte d'affectation spéciale n°302.078 « Fonds de revenu complémentaire en faveur de l'administration fiscale » la ligne 010 intitulée : « la cellule du traitement du renseignement financier ».

Compte tenu des dispositions des textes précités, le montant du fonds de revenu complémentaire à répartir entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux est constitué du montant global affecté au compte n° 302.078, toutes lignes confondues, représentant ainsi un taux de 100% de la masse globale des pénalités et indemnités à recouvrer de l'exercice considéré.

Ainsi, le tableau de répartition fixé par l'arrêté N° 17 du 22 juillet 2009 et repris par l'instruction n° 18 du 18/08/2009 prise pour son application est modifié comme suit :

**Compte n° 302.078**

Lignes	Intitule	Taux de répartition
001	Personnels de l'administration fiscale	69,5%
002	Autre services (Ecole Nationale des Impôts)	0,5%
003	Personnels du Trésor	10,44%
004	Personnels du Domaines	9,88%
005	Personnels du Cadastre	2,64%
006	Personnels du Budget	4,29%
007	Personnels de l'Inspection générale des Finances	0,85%
008	Personnels pris en charge par la D.O.B.I (Secrétariat général ; Cabinet ; DGRFFE ; DGPP ; DMP;DAJT ; DMM ; DRH ; DSI.DC)	0,96%
009	Personnels du CGPP et de L'ONS	0,90%
010	La cellule du traitement du renseignement financier	0,04%
Total		100%

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction qui prennent effet à compter du deuxième semestre 2009.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Direction des Opérations Budgétaires et des Infrastructures
- Cellule du Traitement du Renseignement Financier
- Commissariat Général à la Planification et à la Prospective
- Office National des Statistiques
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor.



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 04 DU 27/01/2010

**OBJET :** - Gestion comptable du Musée National de Cherchell.  
- Création du sous-compte n° 107 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°07-160 du 27 mai 2007 fixant les conditions de création des musées, leurs missions, organisation et fonctionnement ;  
- Décret exécutif n°09-400 du 29 novembre 2009 portant création du Musée National de Cherchell.  
- Arrêté n°01 du 18/01/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Tipaza en qualité d'agent comptable auprès du Musée National de Cherchell.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-400 du 29 novembre 2009 visé en référence, a créé le Musée National de Cherchell. Le Musée est régi par les dispositions du décret exécutif n°07-160 du 27 mai 2007 sus référencé.

Ce Musée est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°01 du 18/01/2010, le Trésorier de la wilaya de Tipaza a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du Musée sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce Musée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier » le sous-compte 107 intitulé « Musée National de Cherchell ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1071 : Exercice courant,
- 1073 : OHB.

Le sous-compte 107 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics;
- les dons et legs ;
- les recettes propres liées à son activité.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes dépenses liées à son objet.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya de Tipaza
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère de la Culture
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Musée National de Cherchell
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 05 DU 27/01/2010

**OBJET :** - Gestion comptable du Musée Régional d'El Meniâa.  
- Création du sous-compte n°57 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya-service financier- ».

**REFER :** - Décret exécutif n°07-160 du 27 mai 2007 fixant les conditions de création des musées, leurs missions, organisation et fonctionnement ;  
- Décret exécutif n°09-401 du 29 novembre 2009 portant création du Musée Régional d'El Meniâa.  
- Arrêté n°02 du 18/01/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Ghardaia en qualité d'agent comptable auprès du Musée Régional d'El Meniâa.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-401 du 29 novembre 2009 visé en référence, a créé le Musée Régional d'El Meniâa. Le Musée est régi par les dispositions du décret exécutif n°07-160 du 27 mai 2007 sus référencé.

Ce Musée est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°02 du 18/01/2010, le Trésorier de la wilaya de Ghardaia a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du Musée sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce Musée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 57 intitulé « Musée Régional d'El Meniâa».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 571 : Exercice courant,
- 573 : OHB.

Le sous-compte 57 enregistre :

*En recettes :*

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics;
- les dons et legs ;
- les recettes propres liées à son activité.

*En dépenses :*

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes dépenses liées à son objet.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie de la Wilaya de Ghardaia
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère de la Culture
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Musée Régional d'El Meniâa
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 06 DU 28/01/2010 =====

**OBJET :** Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.023 « Fonds de garantie des Wilayas».

**REFER :** Loi n° 09-09 du 13 Moharram 1431 correspondant au 30 Décembre 2009, portant loi de finances pour 2010, notamment son article 61.

Les dispositions de l'article 61 de la loi de finances pour 2010 ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n° 302.023 « Fonds de garantie des wilayas» et le versement de son reliquat au compte d'affectation spéciale n° 302.130 « Fonds de garantie des collectivités locales » ouvert dans les écritures du Trésor par l'article 62 de la loi de finances précitée.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2009, le reliquat dégagé à cette date au compte n° 302.023, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte n° 302.130 « Fonds de garantie des collectivités locales».

Au terme de cette opération, le compte n° 302.023 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Inspection des Services Comptables
- Directions de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilayas.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 07 DU 28/01/2010 =====

**OBJET :** Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.022 « Fonds de garantie des communes».

**REFER :** Loi n° 09-09 du 13 Moharram 1431 correspondant au 30 Décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 60.

Les dispositions de l'article 60 de la loi de finances pour 2010 ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n° 302.022 « Fonds de garantie des communes» et le versement de son reliquat au compte d'affectation spéciale n° 302.130 « Fonds de garantie des collectivités locales» ouvert dans les écritures du Trésor par l'article 62 de la loi de finances précitée.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2009, le solde dégagé à cette date au compte n° 302.022, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte n° 302.130 « Fonds de garantie des collectivités locales».

Au terme de cette opération, le compte n° 302.022 sus désigné ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales
- Inspection des Services Comptables
- Directions de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilayas.



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 08 DU 01/03/2010

**OBJET :** - Gestion comptable des instituts de l'enseignement professionnel.

- Création du sous-compte n° 58 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya- service financier- ».

**REFER :** - Décret exécutif n°08-293 du 20 septembre 2008 fixant le statut type des instituts d'enseignement professionnel.

- Décret exécutif n°09-317 du 06 octobre 2009 portant création des instituts de l'enseignement professionnel.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-317 du 06 octobre 2009 visé en référence, a créé des instituts de l'enseignement professionnel.

Les instituts d'enseignement professionnel sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

La gestion comptable et financière de ces établissements est confiée au trésorier de la wilaya territorialement compétent.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières des instituts précités, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 58 intitulé « Instituts d'enseignement professionnel».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 581 : Exercice courant,
- 583 : OHB.

Le sous-compte 58 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat,
- les recettes liées à l'activité de l'institut,
- dons et legs.

*En dépenses :*

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'institut.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Les Trésoreries de Wilaya
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Formation et d'Enseignement Professionnels
- Les Instituts de l'Enseignement Professionnel
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 09 DU 01/03/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'office national du parc culturel de Touat Gourara Tidikelt.  
- Création du sous-compte n° 108 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°09-409 du 29 novembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'office national du parc culturel de Touat Gourara Tidikelt.  
- Arrêté n°45 du 01/02/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya d'Adrar en qualité d'agent comptable auprès de l'office national du parc culturel de Touat Gourara Tidikelt à Adrar.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-409 du 29 novembre 2009 visé en référence, a créé l'office national du parc culturel de Touat Gourara Tidikelt à Adrar.

Cet office est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°45 du 01/02/2010, le Trésorier de la wilaya d'Adrar a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'office sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cet office, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier » le sous-compte 108 intitulé « Office National du Parc Culturel de Touat Gourara Tidikelt ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1081 : Exercice courant,
- 1083 : OHB.

Le sous-compte 108 enregistre :

*En recettes :*

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées par l'Etat;
- les recettes liées aux activités de l'office ;
- les dons et legs ;
- les subventions allouées par les collectivités locales et les organismes publics.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toute autre dépense nécessaire à la réalisation des objectifs de l'office.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie de la Wilaya d'Adrar
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère de la Culture
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Office National du Parc Culturel de Touat Gourara Tidikelt à Adrar
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 10 DU 01/03/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'office national du parc culturel de Tindouf.  
- Création du sous-compte n° 109 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°09-408 du 29 novembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'office national du parc culturel de Tindouf.  
- Arrêté n°46 du 01/02/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Tindouf en qualité d'agent comptable auprès de l'office national du parc culturel de Tindouf.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-408 du 29 novembre 2009 visé en référence, a créé l'office national du parc culturel de Tindouf.

Cet office est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°46 du 01/02/2010, le Trésorier de la wilaya de Tindouf a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'office sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cet office, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier » le sous-compte 109 intitulé « Office National du Parc Culturel de Tindouf ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1091 : Exercice courant,
- 1093 : OHB.

Le sous-compte 109 enregistre :

*En recettes :*

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées par l'Etat;
- les recettes liées aux activités de l'office ;
- les dons et legs ;
- les subventions allouées par les collectivités locales et les organismes publics.

*En dépenses :*

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toute autre dépense nécessaire à la réalisation des objectifs de l'office.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie de la Wilaya de Tindouf
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère de la Culture
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Office National du Parc Culturel de Tindouf
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 11 DU 01/03/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien à Laghouat.  
- Création du sous-compte n° 110 au sein du compte 402 003 « établissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°09-407 du 29 novembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien.  
- Arrêté n°47 du 01/02/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Laghouat en qualité d'agent comptable auprès de l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien à Laghouat.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°09-407 du 29 novembre 2009 visé en référence, a créé l'office national du parc culturel de l'Atlas Saharien.

Cet office est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°47 du 01/02/2010, le Trésorier de la wilaya de Laghouat a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'office sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de cet office, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 110 intitulé « Office National du Parc Culturel de l'Atlas Saharien».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1101 : Exercice courant,
- 1103 : OHB.

Le sous-compte 110 enregistre :

*En recettes :*

- les subventions de fonctionnement et d'équipement allouées par l'Etat;
- les recettes liées aux activités de l'office ;
- les dons et legs ;
- les subventions allouées par les collectivités locales et les organismes publics.

*En dépenses :*

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toute autre dépense nécessaire à la réalisation des objectifs de l'office.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie de la Wilaya de Laghouat
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère de la Culture
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Office National du Parc Culturel de l'Atlas Saharien à Laghouat
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 12 DU 08/03/2010 =====

**OBJET :** - Gestion comptable des Musées Régionaux du Moudjahid.  
- Création du sous-compte n°59 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- ».

**REFER :** - Décret exécutif n°08-170 du 11 juin 2008 portant création, organisation et fonctionnement des musées régionaux du Moudjahid ;

## I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°08-170 du 11 juin 2008 visé en référence, a créé les Musées Régionaux du Moudjahid.

Ces Musées sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

La gestion comptable et financière de ces établissements est confiée au trésorier de la wilaya territorialement compétent.

## II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ces Musées, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 59 intitulé « Musées Régionaux du Moudjahid».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 591 : Exercice courant,
- 593 : OHB.

Le sous-compte 59 enregistre :

*En recettes :*

- les subventions de l'Etat ;
- les contributions éventuelles des collectivités locales ;
- les contributions des établissements et organismes publics et privés ;
- les recettes liées à leurs activités ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources liées à leurs activités.

*En dépenses :*

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation de leur objet.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

DESTINATAIRES :

*Pour exécution :*

- Trésoreries de Wilayas.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

*Pour information :*

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de l'Administration et des Moyens du Ministère des Moudjahidine.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Musées Régionaux du Moudjahid .
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 13 DU 14/03/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT**  
**L'INSTRUCTION N° 02 DU 28/01/2007**

OBJET : Modalités de comptabilisation du produit de l'Impôt forfaitaire unique.

REFER : - Loi n° 06-24 du 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, notamment son article 2.  
- Ordonnance n°08-02 du 24/7/2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 11.  
- Ordonnance n°09-01 du 22/7/2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 12.  
- Lettre n° 2844/MF/DGI/SDR/ du 27/12/2006 de la Direction Générale des Impôts  
- Instruction n°02 du 28/01/2007, modifiée et complétée.  
- Téléx n°1978 du 29/06/2009.

Les dispositions de l'instruction n°02 du 28 Janvier 2007 sont modifiées et complétées comme suit:

L'article 02 de la loi de finances pour 2007 a institué un impôt forfaitaire unique "IFU", en remplacement de l'IRG, la TVA et la TAP.

Le taux de répartition du produit de l'impôt forfaitaire unique a fait l'objet de modifications apportées par les dispositions de l'article 11 de la loi de finances complémentaire pour 2008, ainsi que celles de l'article 12 de la loi de finances complémentaire pour 2009.

La répartition du produit de cet impôt est fixée comme suit :

- Budget de l'Etat :	48,50%
- Chambres de Commerce et d'Industrie :	1%
- Chambre Nationale de l'Artisanat et des Métiers :	0,02%
- Chambres de l'Artisanat et des Métiers :	0,48%
- Communes :	40%
- Wilayas :	5%
- Fonds Commun des Collectivités Locales (FCCL) :	5%

Le montant représentant les quotes-parts de (0.02%) et de (0.48%) revenant respectivement à la chambre nationale et aux chambres locales de l'artisanat et des métiers, fera l'objet d'un transfert par les trésoriers de wilaya au trésorier central aux fins de son versement, par ce dernier, au compte de dépôt de fonds ouvert dans ses écritures au nom de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers, laquelle procèdera à sa répartition entre les chambres locales concernées conformément au taux fixé par la loi de finances.

Par ailleurs, le même sort est réservé aux sommes versées jusqu'alors par les receveurs des impôts et consignées à ce titre, au niveau des trésoreries de wilaya, au compte n°500-001 « recettes diverses à classer et à régulariser ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts (et notification aux receveurs des impôts)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Chambre Nationale de l'Artisanat et des Métiers.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 14 DU 09/05/2010

**OBJET :** Comptabilisation du produit du droit de timbre.

**REFER :** - Article 155 bis du code du timbre.  
- Ordonnance n°09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 14.

### I - DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance visée en référence portant loi de finances complémentaire pour 2009, le produit du droit de timbre institué par l'article 155 bis du code du timbre est réparti comme suit :

- Budget de l'Etat : .....70%
- Chambre algérienne de commerce et d'industrie  
et chambres de commerce et d'industrie:.....30%

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de comptabilisation du produit dont il s'agit.

### II - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le produit du timbre est recouvré par les receveurs des impôts et comptabilisé comme suit :

#### 1°) - Au niveau des receveurs des impôts

##### a)- quote-part représentant les 70% du produit global

Le montant représentant la quote part de 70% du produit global, revenant au budget de l'Etat est imputé par les receveurs des impôts directement au crédit du compte budgétaire n°201.002 « produit de l'enregistrement, du timbre et des valeurs mobilières.»

##### b) - quote part représentant les 30% du produit global

Le montant représentant la quote-part des 30% du produit global, revenant à la chambre algérienne de commerce et d'industrie et aux chambres de commerce et d'industrie, est imputé par les receveurs des impôts au compte n°500.017 « recouvrement des recettes des régies financières et des trésoriers des communes, des secteurs sanitaires et des centres hôpitalo-universitaires P/C trésor ».

## 2°) – Au niveau des trésoriers des wilayas

Mensuellement, les trésoriers des wilayas procéderont au transfert de la quote part des 30% abritée au crédit du compte n°500.017, au trésorier central, qui en versera le montant au compte de dépôts de fonds ouvert dans ses écritures au nom de la chambre algérienne de commerce et d'industrie.

Le transfert de cette quote-part au trésorier central par les trésoriers de wilaya doit impérativement comporter la mention « quote-part de 30% sur le droit de timbre ».

Les montants représentant la quote-part de 30% et qui seraient abrités éventuellement, dans les écritures des trésoriers de wilaya au crédit du compte n°500.001 « recettes diverses à classe et à régulariser, doivent faire l'objet d'un transfert par ces derniers au trésorier central, dans les conditions fixées ci-dessus.

### III - DISPOSITIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi de finances complémentaire pour 2009, la répartition du produit représentant la quote part de 30% entre la chambre algérienne de commerce et d'industrie et les chambres de commerce et d'industrie est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

#### **DESTINATAIRES:**

##### Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

##### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale des Impôts
- DAM Ministère du Commerce
- Agence comptable Centrale du Trésor
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 15 DU 13/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT**  
**L'INSTRUCTION N° 43 DU 20/12/2006**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 « Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes ».

**REFER :** - Loi n° 05-16 du 31/12/05 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 68.  
- Loi n° n°09.09 du 31/12/2009 portant loi de finances pour 2010 notamment son article 64.  
- Décret exécutif n° 06.238 du 04/07/2006 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.122 « Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes ».  
- Instruction n°43 du 20/12/2006, modifiée et complétée.

La loi n° 05-16 du 31 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 68, a prévu le versement par le trésor en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes, d'une quote part de 50%, du produit net des recettes provenant des amendes et saisies résultant des procès verbaux dressés par les services des enquêtes économiques et de la répression des fraudes.

L'article 64 de la loi n° 09-09 du 31 Décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, a porté cette quote part à 70% du produit net des recettes provenant des saisies et amendes résultant des procès verbaux dressés par les services des enquêtes économiques et de la répression des fraudes et relatifs aux infractions concernant les pratiques commerciales, les pratiques anticoncurrentielles et à la répression des fraudes.

En application de ce qui précède le titre II de l'instruction n° 43 du 20 Décembre 2006 est modifié et complété comme suit :

## II DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte n° 302-122 retrace :

En recettes :

-Le versement par le trésor de 70% du produit.....(sans changement jusqu'à)..... répression fraudes.

En dépenses :

- Le versement de revenus.....(sans changement jusqu'à).....fraudes

### **A) Comptabilisation des recettes du fonds**

Pour permettre la répartition.....(sans changement jusqu'à)..... à répartir.

Le montant de 70% du produit net des recettes ....(sans changement jusqu'à)... comptes spéciaux du trésor.

Le reste des dispositions de l'instruction n°43 du 20/12/2006, demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

### **DESTINATAIRES :**

#### Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya.

#### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère du Commerce (DAM)
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 16 DU 17/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 47 DU 04/12/2005**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de Développement de l'Investissement agricole.»

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22/07/2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 89;  
- Décret exécutif n° 10.81 du 07/03/2010 modifiant et complétant le décret exécutif n°05.413 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.067 « Fonds National de Développement de l'Investissement Agricole.»

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n° n°47 du 04/12/2005 est modifié et complété comme suit:

Le compte 302.067 enregistre:

En recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses:

- Les subventions.....(sans changement).....
- Les subventions.....(sans changement).....
- Les subventions.....(sans changement).....
- La bonification.....(sans changement).....
- Les frais liés aux...(sans changement).....
- Les frais de gestion des intermédiaires financiers.  
.....(le reste sans changement).....

En vertu des articles 3 et 4 du décret exécutif du 07 mars 2010 sus visé, sont éligibles au soutien sur le «Fonds national de développement de l'investissement agricole».

- Les agriculteurs.....( sans changement).....
- Les entreprises.....( sans changement).....
- Les fermes pilotes.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et les modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n° 47 du 04/12/2005

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Trésorerie Principale.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 17 DU 17/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 26 DU 20/08/2002**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe ».

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22/07/2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 91 ;  
- Décret exécutif n°10.82 du 07/03/2010 modifiant et complétant le décret exécutif n°02.248 du 23/07/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe » ;  
- Instruction n°26 du 20/08/2002.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 est modifié et complété comme suit :

Le compte 302.109 enregistre:

En recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses :

- Les subventions ....(sans changement).....
- Les subventions.....(sans changement).....
- Les subventions ....(sans changement).....
- Les subventions ....(sans changement).....
- Les subventions ....(sans changement).....
- Les subventions ....(sans changement).....
- Les frais liés aux.....(sans changement).....
- Les frais de gestion des intermédiaires financiers.
- .....( le reste sans changement).....

En vertu des articles 3 et 4 du décret exécutif du 07 mars 2010 sus visés, sont éligibles au soutien du « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » :

- Les éleveurs à titre.....( sans changement).....
- Les collectivités.....( sans changement).....
- Les entreprises..... ( sans changement).....
- Les fermes pilotes.

.....(le reste sans changement).....

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et les modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 18 DU 17/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 22 DU 10/05/2003**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.111 « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession.»

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22/07/2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 92;  
- Décret exécutif n°10.83 du 07/03/2010 modifiant et complétant le décret exécutif n°03.145 du 29/03/2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.111 «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession.» ;  
- Instruction n°22 du 10/05/2003.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°22 du 10/05/2003 est modifié et complété comme suit :

Le compte 302.111 enregistre :

En recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses :

- Les subventions .....(sans changement).....
- Les subventions.....(sans changement).....
- Les frais d'étude .....(sans changement).....
- Toutes autres dépenses.....(sans changement).....
- Les frais de gestion des intermédiaires financiers.  
.....(le reste sans changement).....

En vertu des articles 3 et 4 du décret exécutif du 07 mars 2010 susvisés.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et les modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Le reste des dispositions de l'instruction n°22 du 10/05/2003 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 19 DU 17/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 13 DU 25/05/2009**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles »

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22/07/2009 portant loi de finances Complémentaire pour 2009 notamment son article 93;  
- Décret exécutif n° 10.79 du 07/03/2010 modifiant et complétant le décret exécutif n°09.150 du 02/05/2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»  
- Instruction n°13 du 25/05/2009

## I- DISPOSITIONS GENERALES

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°13 du 25/05/2009 est modifié et complété comme suit:

## II- DISPOSITIONS COMPTABLES

le compte 302.126 enregistre:

En recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses :

- La couverture totale..... ( sans changement).....
- Les subventions .....( sans changement).....
- Les frais de gestion des intermédiaires financiers.

En vertu des articles 3 et 4 du décret exécutif du 07 mars 2010 susvisés, sont éligibles au soutien du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » les éleveurs et les petits exploitants agricoles à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements ou associations.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et les modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Le reste des dispositions de l'instruction n°13 du 25/05/2009 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.



MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 20 DU 17/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 46 DU 04/12/2005**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 « Fonds national de régulation de la production agricole »

**REFER :** - Ordonnance n°09.01 du 22/07/2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment son article 90 ;  
- Décret exécutif n° 10.80 du 07/03/2010 modifiant et complétant le décret exécutif n°05.415 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.121 «Fonds national de régulation de la production agricole » ;  
- Instruction n°46 du 04 décembre 2005.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°46 du 04/12/2005 est modifié et complété comme suit :

le compte 302.121 enregistre :

En recettes :

.....( sans changement)...

En dépenses :

- Les subventions .....(sans changement).....
- Les subventions .....(sans changement).....
- Les frais de gestion des intermédiaires financiers  
.....(le reste sans changement).....

En vertu des articles 3 et 4 du décret exécutif du 07 mars 2010 sus visés, sont éligibles au soutien sur le Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) :

- Les agriculteurs.....(sans changement).....
- Les entreprises.....(sans changement).....
- Les fermes pilotes.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et les modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n°46 du 04/12/2005 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

Trésorerie principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 21 DU 18/05/2010

**OBJET :** Modalités de paiement des indemnités prononcées par la commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour suprême, en raison de la détention provisoire injustifiée de l'erreur judiciaire.

**REFER :** - Loi n° 01-08 du 26 juin 2001 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale, notamment ses articles 137 bis et suivants, 531 bis et 531 bis 1 ;  
- Décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 153 ;  
- Loi n° 09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 73 ;  
- Décret exécutif n° 10-117 du 21 avril 2010, fixant les modalités de paiement des décisions d'indemnités prononcées par la commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour suprême, en raison de la détention provisoire injustifiée et de l'erreur judiciaire.

### I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions des articles 137 bis et suivants, 531 bis et 531 bis 1 de la loi visée en première référence, prévoient le paiement d'une indemnité prononcée par la commission d'indemnisation instituée auprès de la Cour Suprême, aux personnes ayant fait l'objet d'une détention provisoire injustifiée et d'une erreur judiciaire.

Le décret exécutif n°10-117 du 21 avril 2010 a fixé les modalités de paiement des indemnités prononcées dans ce cadre.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de prise en charge et d'exécution comptable des opérations de paiement des indemnités dont il s'agit.

### II-DISPOSITIONS COMPTABLES

Conformément à l'article 137 bis de la loi n° 01-08 du 26 juin 2001 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale, l'indemnité allouée dans ce cadre est à la charge du Trésor.

En vertu des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n°10-117 du 21 avril 2010, le paiement de ces indemnités est effectué par le trésorier de la wilaya d'Alger en sa qualité de comptable assignataire.

Cet article prévoit également que le paiement de l'espèce peut être effectué au niveau local, par le trésorier de la wilaya concerné, agissant en qualité de comptable mandataire.

## **II-1) Paiement effectué par le trésorier de la wilaya d'Alger**

### ***A- ) Constitution du dossier***

Le dossier d'indemnisation est déposé par le bénéficiaire auprès de la trésorerie de la wilaya d'Alger. Ce dossier doit comporter les documents suivants :

- une demande signée par l'intéressé, mentionnant de façon claire les nom, prénom et adresse de ce dernier ainsi que le numéro de compte à créditer ;
- la grosse de la décision de justice.

### ***B- ) Rôle du trésorier de la wilaya d'Alger***

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi n° 09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'indemnisation entrant dans le cadre des dispositions de la présente instruction, sont effectuées sans ordonnancement préalable.

Aussi, dès réception du dossier déposé par l'intéressé, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera, après les vérifications réglementaires d'usage et de façon diligente, au règlement du montant de la décision au profit du bénéficiaire.

Cette opération donnera lieu à la passation par le trésorier de la wilaya d'Alger, de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n° 212-001/002 « dépenses à imputer P/C dépenses ordinaires du budget » ;
- crédit compte financier de règlement.

Cette écriture comptable sera justifiée par la décision d'indemnisation et l'ordre de paiement établi à cet effet par le comptable précité.

## **II-2) Paiement effectué au niveau local par le trésorier de la wilaya**

### ***Rôle du trésorier de la wilaya***

Dès réception du dossier déposé par l'intéressé, le trésorier de la wilaya concerné procédera, après les vérifications réglementaires d'usage et de façon diligente, au règlement du montant de la décision au profit du bénéficiaire.

Cette opération donnera lieu à la passation par le trésorier de la wilaya concerné, de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n° 510-005/002 « dépenses diverses à transférer aux comptes principaux » ;
- crédit compte financier de règlement.

Cette écriture comptable sera justifiée par la décision d'indemnisation et l'ordre de paiement établi à cet effet par le comptable précité.

Pour permettre au trésorier de la wilaya d'Alger de distinguer les dépenses de l'espèce des autres natures de dépenses, les trésoriers de wilayas mandataires veilleront à ce que le bordereau de transfert comporte de façon claire la mention suivante : « dépenses au titre des indemnités prononcées par la commission instituée auprès de la Cour suprême ».

Le dossier de transfert comportera obligatoirement l'original de la décision d'indemnisation. Une copie certifiée conforme de cette décision et l'ordre de paiement ayant servi au règlement de l'indemnisation, constitueront la justification de l'opération de paiement au niveau local.

Dès réception de ce transfert, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera à la passation de l'écriture comptable suivante :

- crédit compte n° 510.001/001 ;
- débit compte n° 212-001/002.

### II-3) Régularisation des écritures du trésorier de la wilaya d'Alger

En application de l'article 3 du décret exécutif visé en référence, le paiement de cette indemnité fait l'objet d'une régularisation annuelle, sur la base d'un ordonnancement émis par le ministre chargé des finances, sur le budget de l'Etat.

A cet effet et pour permettre la régularisation des écritures comptables du trésorier de wilaya de la wilaya d'Alger, ce dernier provoquera l'émission à son profit par les services de la Direction Générale du Budget d'une ordonnance de paiement de régularisation, imputable sur les crédits du chapitre approprié du budget de fonctionnement de l'Etat.

Pour ce faire, le trésorier de la wilaya d'Alger adressera annuellement à la structure précitée, un état détaillé regroupant les paiements effectués au titre de l'année considérée, par ses soins et ceux réalisés par les comptables mandataires, appuyé des copies certifiées conformes des décisions d'indemnisation correspondantes.

Un exemplaire de cet état est transmis à la Direction Générale de la Comptabilité (Direction de la Réglementation et de l'Exécution comptable des Budgets).

#### **A- ) Rôle du trésorier central :**

Dès réception de l'ordonnance de paiement de régularisation émise dans ce cadre et après les vérifications réglementaires d'usage, le trésorier central procédera à sa prise en charge dans les conditions réglementaires habituelles et en transférera le montant au trésorier de la wilaya d'Alger, par le biais du compte n° 500-031/005 « opérations diverses à transférer aux comptables principaux ».

#### **B- ) Rôle du trésorier de la wilaya d'Alger**

A la réception de ce transfert, le trésorier de la wilaya d'Alger procédera à la régularisation de ses écritures, par la passation de l'écriture comptable suivante :

- débit compte n° 510.031/006 ;
- crédit compte n° 212-001/002.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction et de me tenir informé de toute difficulté rencontrée éventuellement en la matière

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

#### **DESTINATAIRES :**

##### Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie de la Wilaya d'Alger
- Trésoreries de Wilaya.

##### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Inspection des services Comptables
- Ministère de la Justice (DAM)
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor  
(et communication aux trésoriers des communes,  
et trésoriers des établissements publics hospitaliers).

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 22 DU 23/05/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT**  
**L'INSTRUCTION N° 11 DU 04/11/2008**

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 «Fonds spécial de développement des régions du Sud ».

**REFER :** - Ordonnance n° 06.04 du 15/07/2006 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 23 ;  
- Loi n° 07-12 du 30/11/2007 portant loi de finances pour 2008 notamment son article 69 ;  
- Loi n° 09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010 notamment son article 71 ;  
- Décret exécutif n° 10-119 du 21/04/2010 modifiant et complétant le Décret exécutif n° 06-485 du 23/12/2006 modifié et complété par le décret n°08-74 du 04/03/2008 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302.089 « Fonds spécial de développement des régions du Sud ».  
- Instruction n° 11 du 04/11/2008.

En application de l'article 71 de la loi de finances pour 2010 modifiant et complétant les dispositions de l'article 69 de la loi n° 07-12 du 30/11/2007 portant loi de finances pour 2008, la présente instruction a pour objet de modifier et de compléter le titre I de l'instruction n° 11 du 04/11/2008, ainsi qu'il suit ;

Ce compte retrace :

En recettes :

.....( sans changement).....

En dépenses :

- le financement.....(sans changement jusqu'à) .....projets structurants ;
- le financement.....(sans changement jusqu'à) .....des wilayas du sud ;
- le financement de la réduction de la facturation de l'électricité à concurrence de 50% au profit des ménages et des agriculteurs dans les wilayas du sud qui utilisent la basse tension à hauteur de 10.000 K watt heure (KWH) / an.

La quantité dépassant 10.000 K watt heure (KWH) / an est calculée selon le prix habituel en vigueur.

.....( le reste sans changement).....

Le reste des dispositions de l'instruction n°11 du 04 novembre 2008 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

Trésorerie principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 23 DU 23/05/2010

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-132 intitulé « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat. »

**REFER :** - Loi n° 09- 09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 66.  
- Décret exécutif n° 10-120 du 21 avril 2010 fixant les modalités de Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302- 132 intitulé « fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat».

### I – DISPOSITIONS GENERALES

L'article 66 de la loi de Finances pour 2010 a ouvert dans les écritures du Trésor le compte d'affectation spéciale n° 302-132 intitulé « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat.

Le décret exécutif visé en référence pris en application de l'article 66 de la loi précitée a fixé les modalités de fonctionnement de ce compte.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes susvisés.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302-132 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au group 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire. Il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les seules écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé des Finances.

Ce compte retrace :



En recettes :

- les dotations budgétaires de l'Etat.

En dépenses :

- les intérêts dus aux banques et établissements financiers sur les crédits accordés au titre du financement pour l'acquisition, la construction ou l'extension d'un logement ;
- les intérêts dus aux banques et établissements financiers sur les crédits accordés aux promoteurs de logements rentrant dans le cadre des programmes publics de logements.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302- 132 sont précisées par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

### **III - DISPOSITIONS DIVERSES**

Pour permettre le suivi du compte 302-132, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, la Direction Générale du Budget et la Direction Générale du Trésor, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

#### **DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 24 DU 09/06/2010

**OBJET :** Clôture du sous-compte n°52 ouvert au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».

**REFER :** Arrêté n°82 du 12/05/2010 mettant fins aux fonctions de M. le Trésorier de la wilaya de Béjaia en qualité d'agent comptable auprès de l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaia.

Les dispositions de l'arrêté visé en référence ont mis fin aux fonctions d'agent comptable auprès de l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Béjaia exercées par le trésorier de la Wilaya de Béjaia.

La gestion des opérations financières et comptables de l'établissement précité étant actuellement assurée par un agent comptable nommé conformément à la réglementation en vigueur, le sous-compte n°52 ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -» est clôturé.

Le solde dégagé à la date de passation de service entre le comptable sortant et le comptable entrant est versé par le Trésorier de la wilaya de Béjaia au compte de dépôt de fonds ouvert au nom de l'agent comptable de l'établissement dont il s'agit.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de la wilaya de Béjaia.
- Agence comptable centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 25 DU 10/06/2010 =====

**OBJET :** Déconcentration des décisions de remboursement des crédits de TVA.

**REFER :** Loi n° 07-12 du 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, notamment ses articles 26 et 37.

Les dispositions des articles 26 et 37 de la loi visée en référence ont habilité de Directeur des grandes entreprises et les Directeurs des Impôts de wilayas à statuer sur les demandes de remboursement des crédits de TVA.

Toutefois, ces derniers sont tenus de requérir l'avis conforme de l'administration centrale, lorsque ces demandes portent sur des montants excédant respectivement cent millions de dinars (100.000.000 DA) et vingt millions de dinars (20.000.000 DA).

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des opérations résultant des remboursements de crédits de TVA.

Après examen des dossiers présentés et dès que la décision de remboursement est acquise, le Directeur des grandes entreprises et les Directeurs des Impôts de wilayas procéderont en leur qualité d'ordonnateurs secondaires, au mandatement au profit des bénéficiaires des montants à rembourser, à hauteur des seuils rappelés ci-dessus.

Ces mandatements revêtus du visa du contrôleur financier et appuyés d'une décision de remboursement établie par les ordonnateurs secondaires concernés, sont assignés payables sur la caisse des trésoriers de wilayas assignataires et imputables sur les crédits du chapitre budgétaire approprié.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale des Impôts (et notification à la Direction des grandes entreprises et aux Directeurs des Impôts de wilayas)
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 26 DU 10/06/2010 =====  
ERRATUM À  
L'INSTRUCTION N° 21 DU 18/05/2010

Page 03

2<sup>ème</sup> paragraphe

Au lieu de : compte n° 510.005/002  
Lire : **compte n° 510.005/001**

6<sup>ème</sup> paragraphe

- Au lieu de : compte n° 510. 001/001  
- Lire : **compte n° 510.005/002**

Le reste sans changement.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie de la Wilaya d'Alger
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale de Budget
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Justice (Direction de l'Administration des Moyens)
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor (et communication aux trésoreries des communes et trésoreries des établissements publics hospitaliers).

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 27 DU 22/06/2010

**OBJET :** - Gestion comptable du Musée Régional de Béchar.

- Création du sous-compte n° 60 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya- service financier- ».

**REFER :** -Décret n°07-160 du 27 mai 2007 fixant l'organisation, les conditions de création des musées, leurs missions, organisation et fonctionnement ;

- Décret exécutif n°10-33 du 21 janvier 2010 portant création du Musée Régional de Béchar ;

- Arrêté n°88 du 07/06/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Béchar en qualité d'agent comptable auprès du Musée Régional de Béchar.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°10-33 du 21 janvier 2010 visé en référence, a créé le Musée Régional de Béchar. Le Musée est régi par les dispositions du décret n°07-160 du 27 mai 2007 sus référencé.

Ce Musée est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°88 du 07/06/2010 le Trésorier de la wilaya de Béchar a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du Musée sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce Musée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 60 intitulé « Musée Régional de Béchar».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 601 : Exercice courant,

- 603 : OHB.

Le sous-compte 60 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat des collectivités locales et organismes publics;

- les dons et legs ;

- les recettes propres liées à son activité.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes dépenses liées à son objet.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya de Béchar
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Culture (DAM)
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Musée Régional de Béchar
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 28 DU 01/07/2010

**OBJET :** Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-134 intitulé « Fonds de gestion des opérations d'investissements Publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014.

**REFER :** - Loi n° 09-09 du 13 Moharram 1431 correspondant au 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 70 .  
- Décret exécutif n°10-151 du 04 Radjab 1431 correspondant au 17 juin 2010 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-134 intitulé « fonds de gestion des opérations d'investissement publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 ».

Les dispositions de la loi de finances pour 2010, notamment son article 70, ont ouvert dans les écritures du trésor le compte d'affectation spéciale n° 302-120 « compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 »

Le décret exécutif visé en référence a fixé les modalités de fonctionnement du compte 302-134 précité.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des mesures prévues par les textes sus visés.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Le compte 302-134 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année. Ce compte est classé ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2.

Il figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire, se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Central et des trésoriers de wilayas.

Ce compte est mouvementé par les ministères et les walis, en leur qualité d'ordonnateur, pour les opérations inscrites à leur indicatif.

Le compte 302-134 enregistre :

En recettes :

- les dotations budgétaires allouées annuellement dans le cadre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014.



En dépenses :

-les dépenses liées à l'exécution des projets d'investissements publics inscrits au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 .

En vertu du décret exécutif rappelé en référence, le programme de consolidation de la croissance économique couvre les opérations d'investissements publics inscrites durant la période 2010-2014, y compris les opérations d'investissements publics du secteur « Habitat » de la nomenclature budgétaire, inscrites par anticipation au titre de la même période.

Les dépenses imputées au compte n° 302.134 sont exécutées conformément à la nomenclature des investissements publics en vigueur. Un programme d'actions est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

## **II- DISPOSITIONS COMPTABLES**

### **1 - Imputation des dépenses d'équipement (PCCE 2010-1014)**

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret exécutif visé en référence, les dotations budgétaires des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique font l'objet d'une décision de notification par le ministre des finances, aux ordonnateurs concernés. Cette décision vaut ordre de virement du compte budgétaire des dépenses d'équipement, au compte d'affectation spéciale n° 302-134.

Aussi, pour permettre la réalisation des opérations d'équipement entrant dans ce cadre, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 2, compte général 20, section 2, les comptes ci-après :

- Compte n° 202-018 « dépenses d'équipement au titre du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 » ;
- Compte n° 202-019 « dépenses d'équipement au titre des PCD relevant du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 ».

Le compte n° 202-018 sus désigné comporte les lignes suivantes :

- ligne 001 : Industries manufacturières
- ligne 002 : Mines et énergie
- ligne 003 : Agriculture et hydraulique
- ligne 004 : Services productifs
- ligne 005 : Infrastructures économiques et administratives
- ligne 006 : Education- formation
- ligne 007 : Infrastructures socio-culturelles
- ligne 008 : Habitat
- ligne 009 : Divers.

### **2 - Réalisation des opérations comptables**

#### 2-1) Mise en place de la dotation annuelle

En vertu des dispositions des textes susvisés, les dotations budgétaires destinées à la couverture des dépenses liées à l'exécution du programme de consolidation de la croissance économique 2010-2014 (PCCS), sont virées du compte d'imputation budgétaire approprié, au compte n° 302.134.

Pour permettre l'individualisation des opérations effectuées dans ce cadre, il est ouvert au sein au compte n° 302-134, les lignes ci-après:

- **Ligne 001** : « programme sectoriel centralisé ». Cette ligne enregistre :
  - au niveau du trésorier central : les opérations du PCCE centralisées et exécutées par les ministres en leur qualité d'ordonnateurs primaires, et les responsables des établissements publics à caractère administratif, à vocation nationale.
  - au niveau des trésoriers de wilaya : les opérations centralisées de ce même programme, dont l'exécution est confiée par voie d'extrait d'autorisation de programme et ce crédits de paiement, par les ministres de tutelle concernés, aux directeurs d'exécutifs et aux responsables des établissements publics à caractère administratif, à vacation locale.
  
- **Ligne 002** : «programme sectoriel déconcentré» (walis ordonnateurs uniques).

Cette ligne ne fonctionne qu'au niveau des trésoriers de wilaya et enregistre les seules opérations du plan sectoriel déconcentré inscrites au titre du PCCE, à l'indicatif des walis et exécutées par leurs soins en leur qualité d'ordonnateurs uniques,

Conformément à l'article 29 de la loi n° 90-21 du 15 août 1990 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique, les walis peuvent, dans la limite de leurs attributions et sous leur responsabilité, donner délégations de signature à des fonctionnaires placés sous leur autorité directe.

- **Ligne 003** : « plan communaux de développement (PCD) »

Les dotations budgétaire au titre du PCCE font l'objet, après leur notification par le ministère des finances à l'ensemble des ordonnateurs concernés, d'un ordre de virement par décision du ministère précité, du compte des dépenses d'équipement approprié (c/202.018 et c/ 202.019) au compte n° 302.134.Ce virement donne lieu à la passation des écritures comptables suivantes :

- a) au niveau du trésorier central :
  - débit compte n° 202-018, ligne du secteur concerné ;
  - crédit compte n° 302.134, lignes 001, rubrique de l'ordonnateur concerné.
  
- b) au niveau des trésoriers de wilaya :
  - débit compte n° 202.018 ou 202-019 selon le cas, ligne du secteur concerné ;
  - crédit compte n° 302.134, ligne 01,02,03, selon le cas, rubrique de l'ordonnateur concerné.

L'ordre de virement, objet de la décision susvisée, vaut ordonnancement conformément à l'article 05 du décret exécutif visé en référence.les montants virés au crédit du compte n° 302.134 au titre des dotations budgétaires ainsi que les dépenses y afférentes, sont retracés à travers une comptabilité auxiliaire tenue par secteur, par ordonnateur, par chapitre et par opération.

2-2) Mise en place des ordonnances de délégation de crédits, dans le cadre du programme sectoriel centralisé, au profit des ordonnateurs secondaires et des notifications de dotations budgétaires aux établissements publics à caractère administratif locaux.

Les ordonnances portant délégation de crédit aux ordonnateurs secondaires ainsi que les décisions de notification des dotations budgétaires au profit des établissements publics à caractère administratif, notifiées par les ministres dans le cadre du PCCE au trésorier central et aux trésoriers de wilaya, donnent lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

**- au niveau du trésorier central :**

Dès réception de l'ordonnance de délégation de crédit ou de la notification de la dotation budgétaire, le trésorier central procède par contrepartie à :

- la réduction du débit du compte n° 202.118, ligne du secteur concerné ;
- la réduction du crédit du compte n° 302.134, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné.

Après passation des écritures comptables décrites ci-dessus, le trésorier central procède, par voie de fax, à la notification aux trésoriers de wilaya concernés, des crédits délégués et/ou des dotations budgétaires les concernant.

**- au niveau des trésoriers de wilaya :**

A la réception du fax, les trésoriers de wilaya prennent en charge les crédits délégués et /ou dotations budgétaires, par voie d'écriture ferme, de la façon suivante :

- débit compte n° 202.018, ligne du secteur concerné ;
- crédit compte n° 302.134, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné.

2-3) Mise en place des ordonnances de retrait de délégations de crédits dans le cadre du programme sectoriel centralisé

Les retraits de crédits sont effectués dans les mêmes formes et sont notifiés, par voie de fax, et donnent lieu à la passation des écritures comptables suivantes :

**- au niveau du trésorier central :**

- débit compte n° 202.018, ligne du secteur concerné ;
- crédit compte n° 302.134, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné.

**- au niveau des trésoriers de wilaya:**

Les trésoriers de wilaya procèdent à l'annulation à leur niveau du montant du retrait par voie de contrepartie comme suit :

- réduire débit compte n° 202.018, ligne du secteur concerné ;
- réduire crédit compte n° 302.134, ligne 001, rubrique de l'ordonnateur concerné (programme sectoriel centralisé).

En cas d'insuffisance de crédits permettant la prise en charge du retrait ordonné, le trésorier de wilaya concerné doit en informer immédiatement le trésorier central, par voie de fax, pour permettre à ce dernier de prendre les mesures appropriées en relation avec le secteur concerné.

2-4) prise en charge des délégations et des retraits de crédits sur crédits antérieurs

Dans l'éventualité de la mise en place de délégation ou de retrait de crédits sur exercices antérieurs, la procédure à suivre en la matière, est celle définie par l'instruction n° 40 du 14 novembre 2005, relative à la gestion du programme complémentaire de soutien à la croissance.

### III- DISPOSITIONS DIVERSES

Pour permettre le suivi du compte 302-134 le Trésorier central et les trésoriers de wilaya transmettront trimestriellement à la Direction Générale de la Comptabilité une situation de ce compte faisant ressortir par secteur, opération, chapitres et ordonnateurs, les recettes enregistrées par rubrique, les dépenses réglées par lignes et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

#### **DESTINATAIRES**

##### Pour exécution :

- Direction de l'Administration des Moyens et des Finances (DGC)
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie de Wilaya

##### Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Ministères (DAM)
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 29 DU 18/08/2010

**OBJET :** Modalités de prise en charge du financement des projets retenus pour la réparation des dégâts causés par les intempéries au niveau des wilayas des hauts plateaux.

**REFER :** - Note n° 383 du 13 juillet 2010 de Monsieur le Premier Ministre  
- Lettre n° 7255 du 20 juillet 2010 de la Direction Générale du Budget  
- Lettre n° 1303 du 08 août 2010 de la Direction Générale du Trésor  
- Instruction MF/DGC/DRECB/ n°03 du 14 février 2009 de la Direction Générale de la Comptabilité.

Les dispositions de l'instruction visée en référence, ont précisé les modalités de comptabilisation sur le compte d'affectation spécial n° 302.116 « Fonds spécial de développement économique des hauts plateaux », des projets retenus pour la réparation des dégâts causés par les intempéries ayant touché les wilayas des hauts plateaux.

Conformément à la décision des pouvoirs publics, le financement des opérations liées à la réparation dégâts occasionnés par le séisme survenu le 14 mai 2010 dans la wilaya de M'sila, est pris en charge sur le compte d'affectation spécial n° 302.116 sus indiqué.

Les modalités de comptabilisation de ces opérations sont celles fixées par l'instruction n°03 du 14 février 2009.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya relevant des hauts plateaux.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 30 DU 26/08/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'Ecole Nationale Supérieure de Management.  
- Création du sous-compte n°111 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°08-116 du 09 avril 2008 portant création de l'Ecole Nationale Supérieure de Management.  
- Décret n°05-500 du 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université.  
- Arrêté n°98 du 08/08/2010 portant désignation du Trésorier Principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Nationale Supérieure de Management.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°08-116 du 09 avril 2008 visé en référence, a créé l'Ecole Nationale Supérieure de Management.

L'école Nationale Supérieure de Management est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°98 du 08/08/2010 le Trésorier Principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux – service financier » le sous-compte 111 intitulé « Ecole Nationale Supérieure de Management ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1111 : Exercice courant,
- 1113 : OHB.

Le sous-compte 111 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat.
- les contributions au financement de l'école par des personnes morales ou physiques.
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;

- les recettes diverses liées à l'activité de l'école.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Ecole Nationale Supérieure de Management
- Direction de la Normalisation et de la Modernisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 31 DU 09/09/2010

**OBJET :** Clôture du compte d'affectation spéciale n°302-104 « compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs ».

**REFER :** Ordonnance n°10-01 du 26 Août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 67.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions de l'article 67 de l'ordonnance visée en référence, ont clôturé le compte d'affectation spéciale n°302-104 « Compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs ».

Ces mêmes dispositions ont prescrit le versement du solde du compte précité, au compte de résultat du Trésor.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des opérations résultant de cette mesure.

### II- DISPOSITIONS COMPTABLES

#### II- 1- Rôle du Trésorier Central

A la date du 31 Août 2010, le Trésorier Central procédera au transfert au compte n°530-031 « opérations à imputer P/C compte d'ordre, de centralisation et d'apurement de fin d'année » du solde dégagé à cette date au compte n°302-104 sus-désigné.

#### II- 2- Rôle de l'Agent Comptable Central du Trésor

Lors de l'arrêté définitif des écritures de fin d'année 2010, l'Agent Comptable Central du Trésor procédera à l'apurement du compte n°530-031 par imputation du montant du solde dont il s'agit au débit du compte n°530-002 « compte d'ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année » et effectuera ensuite les opérations de versement au compte de résultats du Trésor, dans les conditions réglementaires habituelles.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*



**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Fonds National d'Investissement - Banque Algérienne de Développement
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 32 DU 09/09/2010

**OBJET :** - Création d'un sous-compte n°61 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».  
- Clôture du sous-compte n°43 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion » ouvert au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».

**REFER :** - Décret exécutif 05-500 du 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université.  
- Instruction n°20 du 21 octobre 2009 relative à la gestion comptable de l' Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion.  
- Arrêté n°70 du 02/09/2009 portant désignation du Trésorier de la wilaya d'Alger en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

L'instruction n° 20 du 21 octobre 2009 a créé au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -» le sous compte n° 43 intitulé « école préparatoire en sciences économiques, commerciales et science de gestion » dont la gestion financière et comptable est assurée par le Trésorier de la wilaya d'Alger en vertu de l'arrêté n°70 du 02/09/2009.

Suite à la création de plusieurs écoles similaires au niveau de différentes wilayas et afin d'éviter une prolifération de sous comptes pour un même établissement, il a été décidé l'enregistrement des opérations de l'espèce au sein d'un seul sous compte, qui sera ouvert dans les écritures des Trésoriers de wilaya chargés de la gestion financière et comptable des établissements dont il s'agit.

### II- DISPOSITIONS COMPTABLES

Compte tenu de ce qui précède, et afin de permettre la comptabilisation des opérations financières et comptables des établissements dont il s'agit, il est ouvert à la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte n° 402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -» le sous compte n° 61 intitulé « école préparatoire en sciences économiques, commerciales et science de gestion ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 611 : Exercice courant,
- 613 : OHB.

Le sous-compte 61 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les contributions au financement de l'école par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité de l'école.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école.

Le sous-compte 43 ouvert actuellement dans les écritures de la Trésorerie de la wilaya d'Alger est clôturé à la date du 30 septembre 2010.

Le solde créditeur dégagé à ce sous compte à la date précitée est versé au compte n°61 ouvert dans les écritures du Trésorier de la wilaya d'Alger au nom de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries de la Wilaya
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 33 DU 09/09/2010

**OBJET :** - Création d'un sous-compte n°62 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».  
- Clôture du sous-compte n°44 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » ouvert au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier -».

**REFER :** - Décret exécutif 05-500 du 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université.  
- Instruction n°21 du 21 octobre 2009 relative à la gestion comptable de l' Ecole Préparatoire en Sciences Economiques, Commerciales et Science de Gestion.  
- Arrêté n°72 du 02/09/2009 portant désignation du Trésorier de la wilaya d'Alger en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques.

### I- DISPOSITIONS GENERALES

L'instruction n° 21 du 21 octobre 2009 a créé au sein du compte n°402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier- » le sous compte n°44 intitulé « école préparatoire en sciences et techniques » dont la gestion financière et comptable est assurée par le Trésorier de la wilaya d'Alger en vertu de l'arrêté n°72 du 02/09/2009.

Suite à la création de plusieurs écoles similaires au niveau de différentes wilayas et afin d'éviter une prolifération de sous comptes pour un même établissement, il a été décidé l'enregistrement des opérations de l'espèce au sein d'un seul sous compte, qui sera ouvert dans les écritures des Trésoriers de wilaya chargés de la gestion financière et comptable des établissements dont il s'agit.

### II-DISPOSITIONS COMPTABLES

Compte tenu de ce qui précède, et afin de permettre la comptabilisation des opérations financières et comptables des établissements dont il s'agit, il est ouvert à la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte n° 402-001 « Wilayate et établissements de wilayate -service financier- » le sous compte n° 62 intitulé « école préparatoire en sciences économiques, commerciales et science de gestion »

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 621 : Exercice courant,
- 623 : OHB.

Le sous-compte 62 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les contributions au financement de l'école par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité de l'école.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école.

Le sous-compte 44 ouvert actuellement dans les écritures de la Trésorerie de la wilaya d'Alger est clôturé à la date du 30 septembre 2010.

Le solde créditeur dégagé à ce sous compte à la date précitée est versé au compte n°62 ouvert dans les écritures du Trésorier de la wilaya d'Alger au nom de l'école préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésoreries de la Wilaya
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 34 DU 27/09/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'Ecole Nationale d'Administration.  
- Création du sous-compte n°112 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux–service financier ».

**REFER :** - Décret n°64-155 du 08 juin 1964 portant création de l'Ecole Nationale d'Administration.  
- Décret n°66-306 du 04 octobre 1966 relatif au fonctionnement de l'Ecole Nationale d'Administration.  
- Arrêté n°104 du 14/09/2010 portant désignation du Trésorier Principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Nationale d'Administration.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret n°64-155 du 08 juin 1964 visé en référence, a créé l'Ecole Nationale d'Administration qui est un établissement public.

Par arrêté n°104 du 14/09/2010 le Trésorier Principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 112 intitulé « Ecole Nationale d'Administration ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1121 : Exercice courant,
- 1123 : OHB.

Le sous-compte 112 enregistre :

#### En recettes :

- les subventions d'équipement et de fonctionnement allouées par l'Etat, les collectivités, établissements ou organismes publics ou privés nationaux ;
- les subventions d'Etats ou d'organismes étrangers ;
- les dons et legs ;
- le produit de la vente des publications ;

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- le traitement des élèves, indemnités, frais de stages et de voyages d'études ;
- les avances ou subventions accordées pour encourager et développer la recherche au sein de l'école ;
- toutes dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Ecole Nationale d'Administration
- Direction de la Normalisation et de la Modernisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

===== INSTRUCTION N° 35 DU 12/10/2010 =====

**OBJET :** - Dispositif relatif à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ;  
- Organisation et fonctionnement du comité local de transaction.

**REFER :** - Ordonnance n°10-03 du 26 août 2010 modifiant et complétant l'ordonnance n°96-22 du 9 juillet 1996 relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ;  
- Instruction n° 20 du 23 avril 2003 relative à l'organisation et fonctionnement du comité local de transaction.

Les dispositions de l'ordonnance visée en référence, notamment son article 2, ont modifié la composition du comité local de transaction.

A cet effet, les dispositions de l'instruction n° 20 du 23 avril 2003 visée en référence, sont modifiées et complétées comme suit :

**II- COMPOSITION DU COMITE LOCAL DES TRANSACTIONS :**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'ordonnance n°10-03 du 26 août 2010 visée en référence, le comité local des transactions est composé des membres ci-après :

- Responsable du Trésor de la wilaya (en l'occurrence le Directeur Régional du Trésor) président ;
- Représentant de l'administration des impôts du siège de wilaya, membre ;
- Représentant des douanes de la wilaya, membre ;
- Représentant de la direction de wilaya du commerce, membre ;
- Représentant du siège de la wilaya de la banque d'Algérie, membre.

Le reste des dispositions de l'instruction n° 20 du 23 avril 2003 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*



**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Directions régionales du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale des Douanes
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Justice
- Ministère du Commerce
- Banque d'Algérie
- Wilayas
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Les Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 36 DU 14/10/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.  
- Création du sous-compte n°113 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux – service financier ».

**REFER :** - Décret exécutif n°08-328 du 21 octobre 2010 portant création de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.  
- Décret exécutif n°05-500 du 29 décembre 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'école hors université.  
- Arrêté n°113 du 29/09/2010 portant désignation du Trésorier Principal en qualité d'agent comptable auprès de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.

### I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le décret exécutif n°08-328 du 21 octobre 2010 visé en référence, a créé l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels.

L'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°113 du 29/09/2010 le Trésorier Principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux – service financier » le sous-compte 113 intitulé « Ecole Nationale de Conservation et de Restauration des Biens Culturels ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1131 : Exercice courant,
- 1133 : OHB.

Le sous-compte 113 enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les contributions au financement de l'école par des personnes morales ou physiques ;
- les subventions des organisations internationales ;
- les emprunts, dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- les recettes diverses liées à l'activité de l'école.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'école.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Culture
- Ecole Nationale de Conservation et de Restauration des Biens Culturels
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

=====  
**INSTRUCTION N° 37 DU 18/10/2010**  
**ERRATUM**  
**DE L'INSTRUCTION N° 33 DU 09/09/2010**  
=====

Au niveau de la page 2 :

Au lieu de :

« école préparatoire en science économique, commerciales et sciences de gestion ».

Lire :

« école préparatoire en science et techniques ».

Le reste demeure sans changement

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 38 DU 19/10/2010**

**OBJET :** - Ouverture de lignes au sein des comptes n° 335 009 et 432.049  
- Réaménagement de la structure des comptes n° 335.009 et 432.049

**REFER :** - Accord de prêt du 08 juin 2005  
- Convention DGT/BAD n° 31 du 13 Décembre 2005  
- Lettre n° 170/DGT/DOP du 22 Septembre 2010

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures, de l'agence comptable centrale du Trésor, des opérations découlant de l'accord de prêt intervenu entre, l'Algérie et la Banque Japonaise de coopération Internationale, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein des comptes n° 335.009 et 432.049 la ligne suivante :

- **Ligne n° 002 :** prêt JICA- ex JBIC n° AL P8 du 08 JUIN 2005 (projet de reconstruction du secteur de l'éducation affecté par le seisme du 23 mai 2003).

Ainsi, la structure des comptes n° 335.009 et 432.049 est réaménagée comme suit :

- compte n° 335.009 : Emprunt auprès de la banque Japonaise de coopération Internationale
- ligne 001 : Prêt FCEOM (TOKYO) AL 1P et T
- ligne 002 : Prêt JICA (ex JBIC) N° AL -P8 du 08 juin 2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

**INSTRUCTION N° 39 DU 20/10/2010**  
**MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS**  
**DE L'INSTRUCTION N° 31 DU 09/09/2010**

**OBJET :** Clôture du compte d'affectation spéciale n° 302-104 « compte de gestion des opérations d'investissements publics financées sur des emprunts extérieurs »

**REFER :** Ordonnance n°10-01 du 26 Août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 67.

Les dispositions du titre II de l'instruction n°31 du 09 septembre 2010 sont modifiées et complétées comme suit:

**II – DISPOSITIONS COMPTABLES**

**II - 1- Rôle du Trésorier Central et des Trésoriers de Wilaya**

A la date du 31 août 2010, le Trésorier Central et les Trésoriers de Wilaya procéderont au transfert à l'agent comptable central du Trésor, des soldes dégagés à cette date par le compte n° 302.104 sus indiqué.

**II - 2- Rôle de l'agent comptable central du Trésor**

A la réception des transferts émis dans ce cadre, l'agent comptable central du Trésor procédera à l'imputation de leur montant au compte n° 530.031 « opérations à imputer P/C compte d'ordre de centralisation et d'apurement de fin d'année ».

Ces montants feront l'objet d'un apurement de fin d'année à la date du 31 décembre 2010 et seront transportés par le comptable précité au compte de résultat du Trésor dans les conditions réglementaires habituelles.

Le reste des dispositions de l'instruction n° 31 du 09 septembre 2010 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**  
*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

*Pour exécution :*

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

*Pour information :*

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Fonds National d'Investissements - BAD
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 40 DU 20/10/2010

**OBJET :** Clôture du compte d'affectation spéciale n°302-053 «fonds d'affectation du droit d'exploitation des licences de taxis».

**REFER :** Ordonnance n°10-01 du 26 Août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 70.

### I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions de l'article 70 de l'ordonnance n° 10.01 du 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, ont clôturé le compte d'affectation spéciale n°302-053 «Fonds d'affectation du droit d'exploitation des licences de taxis».

Ces mêmes dispositions ont prescrit le versement du reliquat de ce compte au compte de résultat du Trésor.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application comptable de cette mesure.

### II - DISPOSITIONS COMPTABLES

#### II- 1- Rôle du Trésorier Principal

Après centralisation de l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses effectuées par les Trésoriers de Wilaya au titre du compte n° 302.053, le Trésorier Principal procédera à la date du 31 août 2010, au transfert à l'agent comptable central du Trésor du solde définitif dégagé à cette date par le compte n° 302.053.

#### II - 2- Rôle de l'Agent Comptable Central du Trésor

A la réception du transfert opéré dans ce cadre, l'Agent Comptable Central du Trésor procédera à l'imputation de son montant au compte n°530-031 «opérations à imputer P/C compte d'ordre, de centralisation et d'apurement de fin d'année».

Ce montant fera l'objet d'un apurement de fin d'année à la date du 31 décembre 2010 et sera transporté par le comptable précité au compte de résultat du Trésor, dans les conditions réglementaires habituelles.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*



**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Secrétariat Général (Ministère des Moudjahidine)
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 41 DU 08/11/2010

**OBJET :** Clôture du sous-compte n° 53 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques à Annaba » au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya- service financier- ».

**REFER :** - Instruction n° 33 du 09 septembre 2009 relative à la création d'un sous-compte n°62 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya -service financier- ».  
- Instruction n° 28 du 11 novembre 2009 relative à la gestion comptable de l'Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques à Annaba.  
- Arrêté n° 100 du 03 novembre 2009 portant désignation du Trésorier de la wilaya d'Annaba en qualité d'Agent comptable auprès de l'Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques à Annaba

### I – DISPOSITIONS GENERALES

L'instruction n° 28 du 11 novembre 2009 a créé au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya - service financier » le sous compte n°53 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques à Annaba » dont la gestion financière et comptable est assurée par le trésorier de la wilaya d'Annaba en vertu de l'arrêté n° 100 du 03/11/2009.

Suite à la création de plusieurs écoles similaires au niveau de différentes wilayas et afin d'éviter une prolifération de sous comptes pour un même établissement, il a été créé le sous compte n° 62 intitulé « Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques » au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya – service financier- ».

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Les opérations comptables et financières de cette école sont effectuées conformément aux dispositions de l'instruction n° 33 du 09/09/2010.

Le sous compte 53 ouvert actuellement dans les écritures de la Trésorie de la wilaya d'Annaba est clôturé à la date du 31 octobre 2010.

Le solde créditeur dégagé à ce sous compte à la date précitée est versé au sous compte n° 62 ouvert dans les écritures du Trésorier de la wilaya d'Annaba au nom de l'Ecole Préparatoire en Sciences et Techniques.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de wilaya de Annaba
- Agence comptable centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 42 DU 27/12/2010

**OBJET :** - Gestion comptable de l'Observatoire National de la Ville .  
- Création du sous-compte n°114 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux–service financier ».

**REFER :** - Loi n°06-06 du 20 février 2006 portant loi d'orientation de la ville.  
- Décret exécutif n°07-05 du 08 janvier 2007 portant composition, organisation et fonctionnement de l'observatoire national de la ville.  
- Arrêté n°175 du 09/12/2010 portant désignation du Trésorier Principal en qualité d'agent comptable auprès de l'Observatoire National de la Ville.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

La loi n°06-06 du 20 février 2006 visée en référence, a créé l'Observatoire National de la Ville qui est régi par les dispositions du décret exécutif n°07-05 du 08 janvier 2007 sus référencé.

Cet observatoire est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°175 du 09/12/2010 le Trésorier Principal a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'observatoire précité, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier » le sous-compte 114 intitulé « Observatoire National de la Ville ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 1141 : Exercice courant,
- 1143 : OHB.

Le sous-compte 114 enregistre :

#### En recettes :

- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes publics ;
- les emprunts autorisés ;
- les dons et legs et autres dévolutions;
- les autres recettes découlant des activités en rapport avec son objet.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes autres dépenses nécessaires au fonctionnement de l'observatoire national.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
- Observatoire National de la Ville
- Direction de la Normalisation et de la Modernisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya.

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

## INSTRUCTION N° 43 DU 27/12/2010

**OBJET :** - Gestion comptable du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP), commune de Filfila wilaya de Skikda.  
- Création du sous-compte n° 63 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya- service financier- ».

**REFER :** - Décret exécutif n°05-68 du 30 janvier 2005 fixant le statut-type des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisés pour personnes handicapées physiques ;  
- Décret exécutif n°10-265 du 21 octobre 2010 portant création d'un centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP).  
- Arrêté n°173 du 06/12/2010 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Skikda en qualité d'agent comptable auprès du centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP), commune de Filfila wilaya de Skikda.

### I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°10-265 du 21 octobre 2010 visé en référence, a créé le centre de formation professionnelle et de l'apprentissage spécialisé pour personnes handicapées physiques (CFPAHP) qui est régi par les dispositions du décret exécutif n°05-68 du 30 janvier 2005 sus référencé.

Ce centre est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°173 du 06/12/2010 le Trésorier de la wilaya de Skikda a été désigné en qualité d'agent comptable auprès du centre sus-cité.

### II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de ce centre, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier-» le sous-compte 63 intitulé « Centre de Formation Professionnelle et de l'Apprentissage Spécialisé pour Personnes Handicapées Physiques (CFPAHP)».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- 631 : Exercice courant,
- 633 : OHB.

Le sous-compte 63 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des établissements ou organismes publics;
- les ressources générées par son activité ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs du centre.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

**Signé : M. K. LAKHDARI**

*Directeur de la réglementation et de l'exécution  
comptable des budgets*

**DESTINATAIRES :**

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya de Skikda.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels (DFM)
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Centre de Formation Professionnelle et de l'Apprentissage Spécialisé  
pour Personnes Handicapées Physiques
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - جميع النفقات اللازمة لتحقيق أهداف المركز.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ:

- خزينة ولاية سكيكدة.

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة التكوين والتعليم المهنيين؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- المركز المتخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسدياً؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.



MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 43 مؤرخة في 27/12/2010

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للمركز المتخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا، ببلدية فلفلة ولاية سكيكدة.  
- إنشاء حساب فرعي رقم 63 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-».

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 05-68 المؤرخ في 30 يناير 2005 المحدد للقانون الأساسي النموذجي للمراكز المتخصصة في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا؛  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-265 المؤرخ في 21 أكتوبر 2010 المتضمن إنشاء مركز متخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا؛  
- القرار رقم 173 المؤرخ في 2010/12/06 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية سكيكدة بصفته عون محاسب لدى المركز المتخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا.

**1 - أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 10-265 المؤرخ في 21 أكتوبر 2010 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المركز المتخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا والذي يخضع لأحكام المرسوم رقم 05-68 المؤرخ في 30 يناير 2005 المذكور أعلاه.  
يعد هذا المركز مؤسسة عمومية ذات طابع إداري يتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.  
بموجب القرار رقم 173 المؤرخ في 2010/12/06 تم تعيين أمين خزانة ولاية سكيكدة بصفته عون محاسب لدى المركز السالف ذكره.

**2 - أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمركز المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن حساب رقم 001 402 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-»، حساب فرعي رقم 63 تحت عنوان «المركز المتخصص في التكوين المهني والتمهين للأشخاص المعوقين جسديا».

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 631 : السنة المالية الجارية،

- 633 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 63:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات أو الهيئات العمومية؛

- الموارد المتولدة عن نشاطه؛

- الهبات والوصايا.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة تهيئة الإقليم والبيئة؛

- المرصد الوطني للمدينة؛

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة؛

- المديرية الجهوية للخرزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 42 مؤرخة في 27/12/2010

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للمرصد الوطني للمدينة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 114 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية».

**المراجع:** - القانون 06-06 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المتضمن القانون التوجيهي للمدينة؛

- المرسوم التنفيذي رقم 07-05 المؤرخ في 08 جانفي 2007 المتضمن تشكيلة المرصد الوطني للمدينة وتنظيمه وسيره؛

- القرار رقم 175 المؤرخ في 2010/12/09 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المرصد الوطني للمدينة.

### 1 - أحكام عامة

بموجب القانون 06-06 المؤرخ في 20 فيفري 2006 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المرصد الوطني للمدينة والذي يخضع لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 07-05 المؤرخ في 08 جانفي 2007 المذكور أعلاه.

يعد هذا المرصد مؤسسة عمومية ذات طابع إداري يتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

بموجب القرار رقم 175 المؤرخ في 2010/12/09 تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المرصد السالف ذكره.

### 2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمرصد المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 003 402 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية»، حساب فرعي رقم 114 تحت عنوان « المرصد الوطني للمدينة»

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1141 : السنة المالية الجارية،

- 1143 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 114:

في باب الإيرادات:

- إعانات الدولة والجماعات الإقليمية والهيئات العمومية؛

- الاقتراضات المرخص بها؛

- الهبات والوصايا والأيلولات الأخرى؛

- الموارد الأخرى الناجمة عن النشاطات ذات الصلة بموضوعه.

في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛

- نفقات التجهيز؛

- كل النفقات الأخرى الضرورية لسير المرصد الوطني.

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- خزينة ولاية عنابة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

تعليمية رقم 41 مؤرخة في 2010/11/08

**الموضوع:** غلق الحساب الفرعي رقم 53 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات بعنابة» المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».

**المراجع:** - التعليمية رقم 33 المؤرخة في 09 سبتمبر 2010 المتعلقة بإنشاء الحساب الفرعي رقم 62 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات» ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».  
- التعليمية رقم 28 المؤرخة في 11 نوفمبر 2009 المتعلقة بالتسيير المحاسبي للمدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات بعنابة.  
- القرار رقم 100 المؤرخ في 03 نوفمبر 2009 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية عنابة بصفته عون محاسب لدى المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات بعنابة.

### 1 - أحكام عامة

أنشأت التعليمية رقم 28 المؤرخة في 11 نوفمبر 2009 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية» الحساب الفرعي رقم 53 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات بعنابة» التي تسييرها المالي والمحاسبي ملحق بأمين خزانة ولاية عنابة بموجب القرار رقم 100 المؤرخ في 2009/11/03.

إثر إنشاء عدة مدارس مماثلة على مستوى مختلف الولايات وقصد تجنب فتح عدة حسابات فرعية لنفس المؤسسة، تم إنشاء الحساب الفرعي رقم 62 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات» ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».

### 2 - أحكام محاسبية

تسجل العمليات المحاسبية والمالية لهذه المدرسة طبقاً لأحكام التعليمية رقم 33 المؤرخة في 2010/09/09.

يغلق الحساب الفرعي 53 المفتوح حالياً في كتابات خزانة ولاية عنابة بتاريخ 31 أكتوبر 2010.

يجوز الرصيد المدين المتاح في هذا الحساب الفرعي بالتاريخ المشار إليه أعلاه إلى الحساب رقم 62 المفتوح في كتابات أمين خزانة ولاية عنابة باسم المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولاية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- الأمانة العامة (وزارة المجاهدين)؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمة رقم 40 المؤرخة في 20/10/2010

الموضوع: اقفال حساب التخصيص الخاص رقم 053-302 «صندوق تخصيص حق إستغلال رخصة سيارات الأجرة»

المرجع: - الأمر رقم 01-10 المؤرخ في 26 أوت 2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010، لاسيما المادة 70 منه.

I - أحكام عامة

أقفلت أحكام المادة 70 من الأمر رقم 01-10 المؤرخ في 26 أوت 2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010، حساب التخصيص الخاص رقم 302.053 «صندوق تخصيص حق إستغلال رخصة سيارات الأجرة»

ونصت نفس هذه الأحكام على دفع رصيد هذا الحساب في حساب ناتج الخزينة.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح كيفية التطبيق المحاسبي لهذا الإجراء

II - أ - أحكام محاسبية

2 - أ - دور أمين الخزينة الرئيسي

بعد تمركز مجمل عمليات الإيرادات والنفقات التي قام بها أمناء الخزائن الولائية فيما يخص الحساب رقم 302.053، يشرع أمين الخزينة الرئيسي في تحويل الرصيد المستخرج في هذا التاريخ من الحساب رقم 302-053 المعني أعلاه إلى الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة.

2 - ب - دور الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

عند استلام التحويلات الصادرة في هذا الإطار، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في قيد مبلغها في الحساب رقم 031-530 «عمليات القيد لحساب الترتيب للتمركز والتصفية لنهاية السنة»

يكون هذا المبلغ موضوع تصفية لنهاية السنة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 وتنقل من طرف المحاسب السالف الذكر إلى حساب الناتج للخزينة ضمن الشروط النظامية المعتادة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 39 المؤرخة في 20/10/2010  
تعديل وتتم التعليمية رقم 31 المؤرخة في 09/09/2010

**الموضوع:** اقفال حساب التخصيص الخاص رقم 104-302 «حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية الممولة من الاقتراضات الخارجية».  
**المرجع:** - الأمر رقم 10-01 المؤرخ في 26 أوت 2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010، لاسيما المادة 67 منه.  
تعديل وتتم أحكام العنوان II من التعليمية رقم 31 المؤرخة في 09 سبتمبر 2010 على النحو التالي:

2 - أحكام محاسبية

2 - أ- دور أمين الخزينة المركزية وأمناء الخزائن الولائية

بتاريخ 31 أوت 2010، يشرع أمين الخزينة المركزية وأمناء الخزائن الولائية في تحويل الرصيد المستخرج في هذا التاريخ من الحساب رقم 104-302 المعني أعلاه إلى الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة.

2 - ب- دور الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

عند استلام التحويلات الصادرة في هذا الإطار، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في قيد مبالغها في الحساب رقم 031-530 «عمليات القيد لحساب الترتيب للتمركز والتصفية لنهاية السنة»  
تكون هذه المبالغ موضوع تصفية لنهاية السنة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 وتنقل من طرف المحاسب السالف الذكر إلى حساب الناتج للخزينة ضمن الشروط النظامية المعتادة.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 31 المؤرخة في 09 سبتمبر بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولاية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- الصندوق الوطني للاستثمار - البنك الجزائري للتنمية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة الرئيسية.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 38 المؤرخة في 19/10/2010

**الموضوع:** - فتح سطور ضمن الحسابين رقم 335.009 و 432.049 -  
إعادة هيكلة بنية الحسابين.

**المرجع:** - اتفاق القرض المؤرخ في 08 جوان 2005  
- اتفاقية م ع خ / ب ج ت رقم 31 المؤرخ في 13 ديسمبر 2005  
- رسالة رقم 170 / م ع خ / المؤرخة في 22 ديسمبر 2010 .

للسماح بتقييد العمليات الناجمة عن اتفاق القرض المبرم بين الجزائر والبنك الياباني للتعاون الدولي في كتابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحسابين 335.009 و 432.049 السطر التالي:

- السطر 002: قرض جيكا- JBIC سابقا رقم ALPS المؤرخ في 08 جوان 2005 (المشروع إعادة بناء قطاع التربية المتضرر من زلزال 23 ماي 2003).

وعليه يعاد هيكلة بنية الحسابين 335.009 و 432.049 على النحو التالي:

الحساب رقم 335.009: قرض لدى البنك الياباني للتعاون الدولي  
- السطر 001: قرض ALAP و FCEOM (TOKYO)T  
- السطر 002: قرض JICA (exJBIC) المؤرخ في 08 جوان 2005

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لحضاري

**المرسل إليهم:**

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- مفتشية المصالح المحاسبة؛

- مديرية التحديث والضبط المحاسبي؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- الخزينة الرئيسية؛

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 37 مؤرخة في 2010/10/18  
تصويب للتعليمية رقم 33 المؤرخة في 2010/09/09 (النسخة الفرنسية)

على مستوى الصفحة 2 :

عوض:

«المدرسة التحضيرية للعلوم الاقتصادية، التجارية وعلوم التسيير».

يقراً:

«المدرسة التحضيرية للعلوم والتقنيات».

الباقى بدون تغيير.

- المخصصات الاستثنائية؛
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المدرسة.

#### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المدرسة.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة الثقافة؛
- المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولايات.

تعليمية رقم 36 مؤرخة في 14/10/2010

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها.  
- إنشاء حساب فرعي رقم 113 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية».

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 08-328 المؤرخ في 21 أكتوبر 2008 المتضمن إنشاء المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها.  
- المرسوم التنفيذي رقم 05-500 المؤرخ في 29 ديسمبر 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها.  
- القرار رقم 113 المؤرخ في 29/09/2010 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها.

**1 - أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 08-328 المؤرخ في 21 أكتوبر 2008 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها.  
المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها مؤسسة عمومية ذات طابع علمي وثقافي ومهني تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.  
تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة السالف ذكرها، بموجب القرار رقم 113 المؤرخ في 29/09/2010.

**2 - أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 003 402 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية»، حساب فرعي رقم 113 تحت عنوان «المدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها»

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1131: السنة المالية الجارية،

- 1133: عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 113:

**في باب الإيرادات:**

- إعانات الدولة؛

- مساهمات تمويل المدرسة من أشخاص معنويين أو طبيعيين؛

- إعانات المنظمات الدولية؛

- القروض والهبات والوصايا؛

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- المديرات الجهوية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية العامة للضرائب؛

- المديرية العامة للجمارك؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة العدل؛

- وزارة التجارة؛

- بنك الجزائر؛

- الولايات؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- الخزينة الرئيسية؛

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 35 مؤرخة في 2010/10/12

**الموضوع:** جهاز يتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج؛  
- تنظيم وسير اللجنة المحلية للمصالحة.

**المراجع:** - الأمر رقم 10-03 المؤرخ في 26 أوت 2010 المعدل والمتمم للأمر رقم 96-22 المؤرخ في 9 يوليو 1996 والمتعلق بقمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج؛  
- التعليمية رقم 20 المؤرخة في 23 أبريل 2003 المتعلقة بتنظيم وسير اللجنة المحلية للمصالحة.

عدلت أحكام الأمر المشار إليه في المرجع، لاسيما المادة 2 منه، تشكيلة اللجنة المحلية للمصالحة.

في هذا الصدد، تعدل أحكام التعليمية رقم 20 المؤرخة في 23 أبريل 2003 المشار إليها في المرجع، وتتمم كمايلي:

**II- تشكيلة اللجنة المحلية للمصالحة:**

طبقا لأحكام المادة 2 من الأمر رقم 10-03 المؤرخ في 26 أوت 2010 المشار إليه في المرجع، تتكون اللجنة المحلية للمصالحة من الأعضاء التاليين:

- مسؤول الخزينة في الولاية (أي المدير الجهوي للخزينة) رئيسا؛
- ممثل إدارة الضرائب لمقر الولاية، عضوا؛
- ممثل الجمارك في الولاية، عضوا؛
- ممثل المديرية الولائية للتجارة، عضوا؛
- ممثل بنك الجزائر لمقر الولاية، عضوا.

وتبقى باقي أحكام التعليمية رقم 20 المؤرخة في 23 أبريل 2003 بدون تغيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة الداخلية والجماعات المحلية؛
- المدرسة الوطنية للإدارة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 34 مؤرخة في 27/09/2010

الموضوع: - التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية للإدارة.

- إنشاء حساب فرعي رقم 112 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية».

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 64-155 المؤرخ في 08 جوان 1964 المتضمن إحداث المدرسة الوطنية للإدارة.

- المرسوم التنفيذي رقم 66-306 المؤرخ في 04 أكتوبر 1966 المتعلق بسير المدرسة الوطنية للإدارة.

- القرار رقم 104 المؤرخ في 2010/09/14 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة الوطنية للإدارة.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 64-155 المؤرخ في 08 جوان 1964 المشار إليه في المرجع، تم إحداث المدرسة الوطنية للإدارة التي تعتبر مؤسسة عمومية.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة السالفة ذكرها، بموجب القرار رقم 104 المؤرخ في 2010/09/14.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 003 402 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية»، حساب فرعي رقم 112 تحت عنوان «المدرسة الوطنية للإدارة»

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1121 : السنة المالية الجارية،

- 1123 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 112:

في باب الإيرادات:

- المساعدات لتجهيز التسيير الممنوحة من قبل الدولة، والجماعات والمؤسسات أو الهيئات العمومية أو الخاصة الوطنية؛

- المساعدات الممنوحة من طرف الدول أو المنظمات الأجنبية؛

- الهبات والوصايا؛

- حاصل بيع النشريات.

في باب النفقات:

- مصاريف التسيير؛

- مرتبات التلاميذ والتعويضات، ومصاريف التدريبات، والأسفار من أجل القيام بدراسات؛

- السلف، والمساعدات الممنوحة، لتشجيع أو تنمية البحوث في المدرسة؛

- جميع المصاريف اللازمة لإنجاز أهداف المدرسة.



- المخصصات الاستثنائية؛
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المدرسة.

#### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
- نفقات التجهيز؛
- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المدرسة.

يغلق الحساب الفرعي رقم 44 المفتوح في كتابات خزينة ولاية الجزائر بتاريخ 30 سبتمبر 2010.

يحول الرصيد المدين المتاح في هذا الحساب الفرعي بالتاريخ المشار إليه أعلاه إلى الحساب رقم 62 المفتوح في كتابات أمين خزينة ولاية الجزائر باسم المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات.  
أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- خزائن الولايات؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 33 مؤرخة في 2010/09/09

**الموضوع:** - إنشاء حساب فرعي رقم 62 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات» ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».

- غلق الحساب الفرعي رقم 44 المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 05-500 المؤرخ في 29 ديسمبر 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيورها.

- التعليمية رقم 21 المؤرخة في 21 أكتوبر 2009 المتعلقة بالتسيير المحاسبي للمدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات.

- القرار رقم 72 المؤرخ في 2009/09/02 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية الجزائر بصفته عون محاسب لدى المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات.

#### 1 - أحكام عامة

أنشأت التعليمية رقم 21 المؤرخة في 21 أكتوبر 2009 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية» الحساب الفرعي رقم 44 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات» التي كان تسييرها المالي والمحاسبي ملحقا بأمين خزانة ولاية الجزائر بموجب القرار رقم 72 المؤرخ في 2009/09/02.

إثر إنشاء عدة مدارس مماثلة على مستوى مختلف الولايات وقصد تجنب فتح عدة حسابات فرعية لنفس المؤسسة، تقرر تسجيل العمليات من هذا النوع ضمن حساب فرعي واحد الذي سيفتح في كتابات أمناء خزائن الولايات المكلفين بالتسيير المالي والمحاسبي للمؤسسات المتعلقة بهذا الأمر.

#### 2 - أحكام محاسبية

نظرا لما سبق، وقصد السماح بمسك العمليات المالية والمحاسبية المتعلقة بهذا الأمر، يفتح في مدونة الحسابات الخزينة، في الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية» الحساب الفرعي رقم 62 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات»

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 621 : السنة المالية الجارية،

- 623 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 62:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة؛

- مساهمات تمويل المدرسة من أشخاص معنويين أو طبيعيين؛

- إعانات المنظمات الدولية؛

- القروض والهبات والوصايا؛

- المخصصات الاستثنائية؛
- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المدرسة.

#### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
- نفقات التجهيز؛
- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المدرسة.

يغلق الحساب الفرعي رقم 43 المفتوح في كتابات خزينة ولاية الجزائر بتاريخ 30 سبتمبر 2010.

يحول الرصيد المدين المتاح في هذا الحساب الفرعي بالتاريخ المشار إليه أعلاه إلى الحساب رقم 61 المفتوح في كتابات أمين خزينة ولاية الجزائر باسم المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- خزائن الولايات؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 32 مؤرخة في 2010/09/09

**الموضوع:** - إنشاء حساب فرعي رقم 61 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير» ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-».  
- غلق الحساب الفرعي رقم 43 المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-».

**المراجع:** -المرسوم التنفيذي رقم 05-500 المؤرخ في 29 ديسمبر 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيورها.  
- التعليمية رقم 20 المؤرخة في 21 أكتوبر 2009 المتعلقة بالتسيير المحاسبي للمدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير.  
- القرار رقم 70 المؤرخ في 2009/09/02 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية الجزائر بصفته عون محاسب لدى المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير.

### 1 - أحكام عامة

أنشأت التعليمية رقم 20 المؤرخة في 21 أكتوبر 2009 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-» الحساب الفرعي رقم 43 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير» التي كان تسييرها المالي والمحاسبي ملحقا بأمين خزينة ولاية الجزائر بموجب القرار رقم 70 المؤرخ في 2009/09/02.

إثر إنشاء عدة مدارس مماثلة على مستوى مختلف الولايات وقصد تجنب فتح عدة حسابات فرعية لنفس المؤسسة، تقرر تسجيل العماليات من هذا النوع ضمن حساب فرعي واحد الذي سيفتح في كتابات أمناء خزائن الولايات المكلفين بالتسيير المالي والمحاسبي للمؤسسات المتعلقة بهذا الأمر.

### 2 - أحكام محاسبية

نظرا لما سبق، وقصد السماح بمسك العمليات المالية والمحاسبية المتعلقة بهذا الأمر، يفتح في مدونة الحسابات الخزينة، في الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-» الحساب الفرعي رقم 61 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير»

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 611: السنة المالية الجارية،
- 613: عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 61:

في باب الإيرادات:

- إعانات الدولة؛
- مساهمات تمويل المدرسة من أشخاص معنويين أو طبيعيين؛
- إعانات المنظمات الدولية؛
- القروض والهبات والوصايا؛

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية.

## للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- الصندوق الوطني للاستثمار - البنك الجزائري للتنمية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولاية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 31 مؤرخة في 2010/09/09

الموضوع: إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 104-302 "حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية الممولة من الاقتراضات الخارجية".

المرجع: - الأمر رقم 10-01 المؤرخ في 26 أوت 2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010، لاسيما المادة 67 منه.

### 1 - أحكام عامة

أقفلت أحكام المادة 67 من الأمر المشار إليه في المرجع حساب التخصيص الخاص رقم 104-302 "حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية الممولة من الاقتراضات الخارجية".

نصت نفس هذه الأحكام على صب رصيد الحساب السالف الذكر في حساب ناتج الخزينة.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية لتقييد العمليات الناجمة عن هذا الإجراء.

### 2 - أحكام محاسبية

#### 2 - أ - دور أمين الخزينة المركزية

بتاريخ 31 أوت 2010، يشرع أمين الخزينة المركزية في تحويل الرصيد المستخرج في هذا التاريخ من الحساب رقم 104-302 المعني أعلاه، إلى الحساب رقم 031-530 "عمليات للقيود لحساب الترتيب لتمرکز وتصفية لنهاية السنة".

#### 2 - ب - دور الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

عند التوقيف النهائي لكتابات نهاية السنة 2010، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في تصفية الحساب رقم 031-530 بقيد مبلغ الرصيد المعني في خصوم الحساب رقم 002-530 "حساب الترتيب لتمرکز وتصفية لنهاية السنة" ويقوم بعد ذلك بإجراء عمليات الصب في حساب نواتج الخزينة، حسب الشروط النظامية المعتادة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### في باب النفقات :

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف المدرسة.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة التعليم العالي والبحث العلمي؛
- المدرسة الوطنية العليا للتسيير؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 30 مؤرخة في 26/08/2010

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية العليا للتسيير.

- إنشاء حساب فرعي رقم 111 ضمن الحساب رقم 003-402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 08-116 المؤرخ في 09 أفريل 2008 المتضمن إنشاء المدرسة الوطنية العليا للتسيير.

- المرسوم التنفيذي رقم 05-500 المؤرخ في 29 ديسمبر 2005 الذي يحدد مهام المدرسة خارج الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها.

- القرار رقم 98 المؤرخ في 2010/08/08 المتضمن تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة الوطنية العليا للتسيير.

**1 - أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 08-116 المؤرخ في 09 أفريل 2008 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المدرسة الوطنية العليا للتسيير.

المدرسة الوطنية العليا للتسيير مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية والإستقلال المالي.

تم تعيين أمين الخزينة الرئيسية بصفته عون محاسب لدى المدرسة السالفة ذكرها، بموجب القرار رقم 98 المؤرخ في 2010/08/08.

**2 - أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة المذكورة أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 111 تحت عنوان "المدرسة الوطنية العليا للتسيير"

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1111 : السنة المالية الجارية؛

- 1113 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 111:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة؛

- مساهمات تمويل المدرسة من أشخاص معنويين أو طبيعيين؛

- إعانات المنظمات الدولية؛

- القروض والهبات والوصايا؛

- المخصصات الاستثنائية؛

- الإيرادات المختلفة المرتبطة بنشاط المدرسة.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمة رقم 29 مؤرخة في 2010/08/18

**الموضوع:** كفيات التكفل بتمويل المشاريع المحتفظ بها لإصلاح الأضرار النجمة عن سوء الأحوال الجوية على مستوى ولايات الهضاب العليا.  
**المرجع:** - المذكرة رقم 383 المؤرخة في 13 جويلية 2010 للسيد الوزير الأول.  
- الرسالة رقم 7255 المؤرخة في 20 جويلية 2010 للمديرية العامة للميزانية.  
- الرسالة رقم 1303 المؤرخة في 08 أوت 2010 للمديرية العامة للخزينة.  
- التعليمة وم/م ع خ/ م ت م م رقم 03 المؤرخة في 14 فيفري 2010 للمديرية العامة للمحاسبة.  
أوضحت أحكام التعليمات المشار إليها في المرجع كفيات تقييد المشاريع المحتفظ بها لإصلاح الأضرار النجمة عن سوء الأحوال الجوية على مستوى ولايات الهضاب العليا، في حساب التخصيص الخاص رقم 116-302 " صندوق الخاص بالتنمية الاقتصادية للهضاب العليا".  
طبقا لقرار وارد من السلطات العمومية بتكفل حساب التخصيص الخاص رقم 116-302 السالف الذكر بتمويل العمليات المرتبطة بإصلاح الأضرار النجمة عن الزلزال الذي ضرب ولاية المسيلة بتاريخ 14 ماي 2010.  
إن كفيات تقييد هذه العمليات هي تلك المحددة بموجب التعليمات رقم 03 المؤرخة في 14 فيفري 2009.  
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

**المرسل إليهم:**

للتنفيذ:

- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات التابعة للهضاب العليا.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- وزارة الداخلية والجامعات المحلية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- الولاية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- خزائن الولايات؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- خزائن الولايات.

في حالة نقص في الإعتمادات التي تسمح بالتكفل بالسحب المأمور به، يتعين على أمين الخزينة المعني إبلاغ أمين الخزينة المركزي على الفور، عن طريق الفاكس، حتى يتمكن هذا الأخير من إتخاذ الإجراءات الملائمة بالتنسيق مع القطاع المعني.

## **2-4 التكفل بتفويض الإعتمادات وسحب الإعتمادات على الإعتمادات السابقة:**

في حال إحتمال وضع تفويض أو سحب الإعتمادات على السنوات المنصرمة، فالطريقة المتبعة هنا، هي تلك المحددة بموجب التعليم رقم 40 المؤرخة في 14 نوفمبر 2005، المتعلقة بالبرنامج التكميلي لدعم النمو.

### **III- أحكام متفرقة**

للسماح بمتابعة الحساب رقم 134-302، يرسل كل من أمين الخزينة المركزي وأمناء خزائن الولايات إلى المديرية العامة للمحاسبة وضعية يبين فيها كل ثلاثة أشهر القطاعات، العمليات، الفصول والأميين المسجلة، حسب كل خانة والنفقات المسددة حسب كل سطر وكذا الرصيد المتبقي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليم.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### **المرسل إليهم:**

للتنفيذ:

- مديرية إدارة الوسائل والمالية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- الوزارات (مع التبليغ للأميرين بالصرف الثانويين)؛
- الولاية؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة الرئيسية.

المالية من حساب نفقات التجهيز 202-018 و 202-019 إلى حساب التخصيص الخاص رقم 134-302، وينجر عنه الكتابات المحاسبية التالية:

**- على مستوى أمين الخزينة المركزي:**

- خصوم حساب رقم 202-018 سطر القطاع المعني.
- أصول الحساب رقم 134-302 السطر 001 باب الأمر بالصرف المعني.

**- على مستوى أمناء الخزائن الولائية:**

- خصوم حساب رقم 202-018 أو 202-019 حسب الحالة، سطر القطاع المعني
- أصول الحساب 134-302 السطر 01، 02 و 03 حسب الحالة، باب الأمر بالصرف المعني.

إن الأمر بالتحويل، موضوع المقرر المشار إليه أعلاه، يساوي أمر بالصرف طبقا للمادة 05 من المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه.

تسطر المبالغ المحولة في أصول الحساب رقم 134-302 فيما يخص تخصيصات الميزانية وكذا النفقات التابعة لها، من خلال محاسبة ملحقة حسب كل قطاع وكل أمر بالصرف وكل باب عملية على حدى.

**2-2 وضع أوامر تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز لصالح الأمرين بالصرف الثانويين وكذا تبليغات تخصيصات الميزانية للمؤسسات العمومية ذات الطابع المحلي.**

ينجر عن الأوامر المتضمنة تفويض الإعتمادات إلى الأمرين بالصرف الثانويين وكذا مقررات تبليغ تخصيصات الميزانية لصالح المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري، المبلغه من طرف الوزراء في إطار برنامج توطيد لنمو الاقتصاد إلى الأمين المركزي للخزينة وأمناء الخزائن الولائية، الكتابات المحاسبية التالية:

**- على مستوى أمين الخزينة المركزي :**

- فور إستيلاء أمر تفويض الإعتمادات أو تبليغ تخصيص الميزانية، يشرع أمين الخزينة المركزي عن طريق في:
- تقليص خصوم الحساب رقم 202-018، سطر القطاع المعني.
- تقليص أصول الحساب رقم 134-302، السطر 001، باب الأمر بالصرف المعني.

بعد إجراء الكتابات المحاسبية المبينة أعلاه يشرع أمين الخزينة المركزي، وعن طريق الفاكس، في تبليغ الإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية المتعلقة بهم إلى أمناء الخزائن الولائية المعنيين.

**- على مستوى أمناء الخزائن الولائية:**

- عند إستيلاء الفاكس، يتكفل أمناء الخزائن الولائية بالإعتمادات المفوضة و/أو تخصيصات الميزانية، عن طريق كتابة ثابتة، على النحو التالي:
- خصوم حساب رقم 202-018، سطر القطاع المعني.
- أصول حساب رقم 134-302، السطر 001، باب الأمر بالصرف المعني.

**2-3 وضع أوامر سحب تفويض الإعتمادات في إطار البرنامج القطاعي الممركز:**

يتم سحب الإعتمادات ضمن نفس الأشكال وتبلغ عن طريق الفاكس، وينجر عنها إجراء الكتابات المحاسبية التالية:

**- على مستوى أمين الخزينة المركزي:**

- خصوم حساب رقم 202-118 سطر القطاع المعني
- أصول حساب 134-302 السطر 001، باب الأمر بالصرف المعني

**- على مستوى أمناء الخزائن الولائية:**

- يقوم أمناء الخزائن الولائية بإلغاء مبلغ السحب على مستواهم عن طريق المقابل كمايلي:
- تقليص خصوم حساب رقم 202-018، سطر القطاع المعني؛
- تقليص أصول حساب رقم 134-302، السطر 001، باب الأمر بالصرف المعني (برنامج قطاعي ممرکز).

## II- أحكام محاسبية

### 1 - قيد نفقات التجهيز فيما يخص برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014.

طبقاً لأحكام المادة ..... للمرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، تكون تخصيصات الميزانية لعمليات الاستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج توطيد النمو الاقتصادي، موضوع مقرر تبليغ من طرف وزير المالية إلى الأمرين بالصرف المعنيين. يكون هذا المقرر بمثابة أمر تحويل من حساب الميزانية لنفقات التجهيز إلى حساب التخصيص الخاص رقم 134-302.

للسماح بإنجاز عمليات التجهيز التي تدخل في هذا الإطار تفتح في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 2، الحساب العام 20، الفرع 2، الحسابات التالية:

- حساب رقم 018-202: "نفقات التجهيز بعنوان برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014"

- حساب رقم 019-202: "نفقات التجهيز بعنوان مخططات البلدية للتنمية التابعة لبرنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014"

يشمل الحساب رقم 018-202 السالف الذكر السطور التالية:

- السطر 001 : صناعة المعامل
- السطر 002 : مناجم والطاقة
- السطر 003 : فلاحية والري
- السطر 004 : مصالح إنتاجية
- السطر 005 : بنيات إقتصادية وإدارية
- السطر 006 : تربية - تكوين
- السطر 007 : بنيات إجتماعية ثقافية
- السطر 008 : السكن
- السطر 009 : متفرقة

### 2 - إنجاز العمليات المحاسبية

#### 1-2 : وضع التخصيص السنوي

بمقتضى النصوص السالفة الذكر، تصب تخصيصات الميزانية الموجهة إلى تغطية النفقات المرتبطة بتنفيذ برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014 من حساب قيد للميزانية المناسبة إلى الحساب رقم 134-302.

للسماح بتنفيذ العمليات المنجزة في هذا الإطار، تفتح ضمن الحساب رقم 134-302 السطور التالية:

- السطر 001: "برنامج قطاعي مركز" يسجل هذا السطر

- **على مستوى أمين الخزينة المركزي:** عمليات برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014 المركزية والمنفذة من طرف الوزراء بصفتهم الأمرين بالصرف الأولين وكذا مسؤولي المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري، ذات ميل وطني.

- **على مستوى أمناء الخزائن الولائية:** العمليات المركزية من نفس هذا البرنامج، التي أوكل وزراء الوصاية المعنيين تنفيذها عن طريق مستخرج رخصة البرنامج وإعتمادات الدفع إلى المديرين التنفيذيين وكذا مسؤولي المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري ذات ميل محلي.

- السطر 002: "برنامج قطاعي غير مركز" (الولاية آمرون بالصرف وحيدون)

لا يعمل هذا السطر إلا على مستوى أمناء الخزائن الولائية ويسجل فقط عمليات المخطط القطاعي غير المركز المسجلة بعنوان برنامج توطيد النمو الاقتصادي باسم الولاية والمنفذة من طرفهم بصفتهم الأمرين بالصرف الوحيدين.

طبقاً للمادة 29 من القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15 أوت 1990 معدل و متمم 1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، يمكن للولاية وفي حدود صلاحياتهم وتحت مسؤوليتهم، إعطاء تفويض بالإمضاء لموظفين موضوعين تحت سلطتهم المباشرة.

- السطر 003: "مخططات البلديات للتنمية

بعد تبليغها إلى مجمل الأمرين بالصرف المعنيين من طرف وزير المالية، تكون تخصيصات الميزانية موضوع أمر بالتحويل بموجب مقرر لوزير

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 28 مؤرخة في 2010/07/01

**الموضوع:** سير حساب التخصيص الخاص رقم 134-302 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014".

**المرجع:** - القانون رقم 09-09 المؤرخ في 13 محرم 1431 الموافق 30 ديسمبر 2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 70 منه،

- المرسوم التنفيذي رقم 10-151 المؤرخ في 04 رجب 1431 الموافق لـ 17 جوان 2010 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 134-302 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014".

فتحت أحكام قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 70 منه، في كتابات الخزينة حساب التخصيص الخاص رقم 134-302 "حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة بعنوان برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014".

حدد المرسوم المشار إليه في المرجع كيفيات سير الحساب رقم 134-302 السالف الذكر.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للإجراءات المنصوص عليها بموجب النصوص المذكورة أنفاً.

**I - أحكام عامة**

إن الحساب رقم 134-302 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2.

يظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوماً وأصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة المركزي وأمناء خزائن الولايات.

يحرك الحساب رقم 134-302 من طرف السادة الوزراء والولاة بصفتهم الأمرين بالصراف فيما يخص العمليات المسجلة بإسمهم و يسجل:

**في باب الإيرادات:**

- تخصيصات الميزانية الممنوحة سنوياً في إطار برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014.

**في باب النفقات:**

- النفقات المرتبطة بتنفيذ مشاريع الإستثمار العمومي المسجلة بعنوان برنامج توطيد لنمو الاقتصادي 2010-2014.

بمقتضى المرسوم المذكور في المرجع يغطي برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010-2014 "عمليات الإستثمارات المسجلة خلال الفترة

2010-2014، بما في ذلك عمليات الإستثمار العمومي لقطاع السكن لمدونة الميزانية، المسجلة مسبقاً فيما يخص نفس الفترة.

تنفذ النفقات المقيدة في حساب التخصيص الخاص رقم 134-302 طبقاً لمدونة الإستثمارات العمومية المعمول بها.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصراف، يوضح فيه الأهداف المسطرة وكذا آجال الإنجاز.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- خزينة ولاية بشار؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- المتحف الجهوي بشار؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 27 مؤرخة في 22/06/2010

الموضوع: - التسيير المحاسبي للمتحف الجهوي ببشار.

- إنشاء حساب فرعي رقم 60 ضمن الحساب رقم 402-001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-".

المراجع: - المرسوم رقم 160-07 المؤرخ في 27 ماي 2007 المحدد لشروط إنشاء المتاحف ومهامها وتنظيمها وسيورها؛

- المرسوم التنفيذي رقم 10-33 المؤرخ في 21 جانفي 2010 المتضمن إنشاء المتحف الجهوي ببشار.

- القرار رقم 88 المؤرخ في 2010/06/07 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية بشار بصفته عون محاسب لدى المتحف الجهوي ببشار.

### 1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 10-33 المؤرخ في 21 جانفي 2010 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المتحف الجهوي ببشار ويخضع لأحكام المرسوم رقم 160-07 المؤرخ في 27 ماي 2007 المذكور أعلاه.

يعد هذا المتحف مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزانة ولاية بشار بصفته عون محاسب لدى المتحف السالف ذكره، بموجب القرار رقم 88 المؤرخ في 2010/06/07.

### 2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن حساب رقم 001 402 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 60 تحت عنوان "المتحف الجهوي ببشار".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 601 : السنة المالية الجارية،

- 603 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 60:

في باب الإيرادات:

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية، والهيئات العمومية؛

- الهبات والوصايا؛

- الإيرادات الخاصة المرتبطة بنشاطها.

في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛

- نفقات التجهيز؛

- جميع النفقات المرتبطة بموضوعها.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمة رقم 26 المؤرخة في 2010/06/10  
تصويب للتعليمة رقم 21 المؤرخة في 2010/05/18

الصفحة 03

الفقرة الثانية

عوض: حساب رقم 510.005/ 002

يقرأ : حساب رقم 510.005/ 001

الفقرة السادسة :

عوض : حساب رقم 510.001/ 001

يقرأ : حساب رقم 510.005 /002

الباقي بدون تغيير

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة مركزية؛

- خزينة ولاية الجزائر؛

- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة العدل (مديرية إدارة الوسائل)؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- المديرية الجهوية للخزينة (وتبليغ خزائن البلديات وخزائن المؤسسات العمومية للإستشفائية).



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمة رقم 25 المؤرخة في 10/06/2010

الموضوع: لا مركزية قرارات تعويض مبالغ الرسم على القيمة المضافة

المرجع: - القانون رقم 07-12 المؤرخ في 30 ديسمبر 2007 المتضمن قانون المالية لسنة 2008 لاسيما المادتان 26 و 37 منه.

أهلت أحكام المادتين 26 و 37 من قانون المالية المشار إليه في المرجع كلا من مدير المؤسسات الكبرى ومدراء الضرائب الولائيتين للفصل في طلبات تعويض مبالغ الرسم على القيمة المضافة.

غير أنه يتوجب على هؤلاء الأخذ بالرأي الموافق للإدارة المركزية عندما تتعلق هذه الطلبات بمبالغ تفوق على التوالي مئة مليون دينار (100.000.000 دج) وعشرين مليون دينار (20.000.000 دج)

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية لتقييد العمليات الناجمة عن تعويض مبالغ الرسم على القيمة المضافة.

بعد فحص الملفات المقدمة، وفور اكتساب قرار التعويض يشرع مدير المؤسسات ومدراء الضرائب الولائيتين بصفتهم الأمرين بالصرف الثانويين، في الأمر بصرف مبالغ التعويض لصالح المستفيدين، في حدود السقف المحدد أعلاه.

تكون هذه الأوامر بالصرف المؤشر عليها من طرف المراقب المالي والمدعمة بقرار التعويض من طرف الأمرين بالصرف الثانويين المعنيين، قابلة للدفع على صناديق أمناء الخزائن الولائية المعنيين وتفيد في إتمادات باب الميزانية الملائم.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للضرائب (وتبليغ إلى المدير المؤسسات الكبرى ومدراء الضرائب الولائيتين)؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 24 مؤرخة في 09/06/2010

**الموضوع:** إقفال الحساب الفرعي رقم 52 المفتوح ضمن الحساب رقم 402-001 « ولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المحاسبية ». **المرجع:** المقرر رقم 82 المؤرخ في 2010/05/12 يتعلق بإنهاء مهام أمين خزينة ولاية بجاية بصفته عون محاسب لدى المدرسة التقنية للتكوين والتدريس البحريين ببجاية.

أتمت أحكام القرار المشار إليه أعلاه مهام العون المحاسب لدى المدرسة التقنية للتكوين والتدريس البحريين ببجاية الممارسة من قبل أمين خزينة ولاية بجاية.

بما أن تسيير العمليات المالية والمحاسبية للمؤسسة المذكورة سالفًا يقوم بها عون محاسب معين طبقًا للتنظيم المعمول به، يتم إقفال الحساب الفرعي رقم 52 المفتوح ضمن الحساب رقم 402-001 « ولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المحاسبية ».

يحول الرصيد المتاح في تاريخ تبادل الخدمات بين المحاسب المنهى مهامه والمحاسب المعين من قبل أمين خزينة ولاية بجاية في حساب إيداع الأموال المفتوحة باسم العون المحاسب للمؤسسة المعنية.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

**المرسل إليهم:**

للتنفيذ:

- خزينة ولاية بجاية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخبزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخبزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

### III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 132-302، يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، المديرية العامة للميزانية، المديرية العامة للخزينة، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة والرصيد المتوفر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم والتنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية.

#### للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 23 مؤرخة في 23/05/2010

**الموضوع:** سير حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 المعنون "صندوق تخفيض نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء وتوسيع السكن وكذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة".

**المرجع:** - القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30 ديسمبر 2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 66 منه،  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-120 المؤرخ في 21 أبريل 2010 يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 المعنون "صندوق تخفيض نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء وتوسيع السكن وكذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة".

### I - أحكام عامة

فتحت المادة 66 من قانون المالية لسنة 2010 في كتابات الخزينة حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 المعنون "صندوق تخفيض نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء وتوسيع السكن وكذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة" حدد المرسوم المشار إليه في المرجع، المأخوذ تطبيقا للمادة 66 من الأمر السالف الذكر، كفيات سير هذا الحساب. تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

### II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 132-302 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة. يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3 الحساب العام 30، الفرع 2 ويظهر في الباب 09 من الوضعية الإحصائية العشرية، يرر خصوما وأصولا ويعمل في كتابات الخزينة الرئيسية وحدها. الأمر بالصرف لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالمالية.

يقيد في هذا الحساب

في باب الإيرادات

- تخصيصات ميزانية الدولة.

في باب النفقات

- الفوائد المستحقة من طرف البنوك والمؤسسات المالية على القروض الممنوحة فيما يخص تمويل اقتناء أو بناء أو توسيع السكن.  
- الفوائد المستحقة من طرف البنوك والمؤسسات المالية على القروض الممنوحة لمركبي السكنات التي تندرج ضمن إطار البرامج العمومية للسكن.

تحدد قائمة إيرادات ونفقات هذا الحساب بقرار من الوزير المكلف بالمالية.

تحدد كفيات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 بقرار من الوزير المكلف بالمالية.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة وكذا أجال الإنجاز.

للتنفيذ:

الخزينة المركزية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 22 مؤرخة في 23/05/2010 المعدلة  
والمتممة للتعليمية رقم 11 المؤرخة في 04/11/2008

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 معنون "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب"

المرجع: - الأمر رقم 06-04 المؤرخ في 15 جويلية 2006 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2006، لاسيما المادة 23 منه،  
- القانون 07-12 المؤرخ في 30 ديسمبر 2007 المتضمن قانون المالية لسنة 2008، لاسيما المادة 69 منه،  
- القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30 ديسمبر 2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 71 منه،  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-119 المؤرخ في 21 افريل 2010 المعدل والمتمم للمرسوم التنفيذي رقم 06-485 المؤرخ في 23  
ديسمبر 2006 المعدل والمتمم بالمرسوم رقم 08-74 المؤرخ في 04 مارس 2008 المحدد لكيفيات سير حساب التخصيص  
الخاص رقم 089-302 معنون "الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب"،  
- التعليمية رقم 11 المؤرخة في 04 نوفمبر 2008.

تطبيقا للمادة 71 من قانون المالية لسنة 2010 المعدلة والمتممة لأحكام المادة 69 من القانون 07-12 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007  
المتضمن قانون المالية لسنة 2008، فإن هذه التعليمية تهدف إلى تعديل وإتمام العنوان رقم 1 من التعليمية رقم 11 المؤرخة في 04 نوفمبر  
2008، على النحو التالي:

يسجل هذا الحساب

في باب الإيرادات

-.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات

- تمويل.....(بدون تغيير).....للمشاريع الهيكلية،  
- تمويل.....(بدون تغيير).....ولولايات الجنوب،  
- تمويل تخفيض فاتورة الكهرباء حتى نسبة 50 % لفائدة الأسر والفلاحين في ولايات الجنوب الذين يستعملون الضغط المنخفض في  
حدود 10.000 كيلواط ساعة/سنويا.

تحسب الكمية مافوق 10.000 كيلواط ساعة/سنويا حسب السعر العادي المعمول به.

.....الباقي بدون تغيير.....

يبقى باقي أحكام التعليمية رقم 11 المؤرخة في 04 نوفمبر 2008 بدون تغيير

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

تنفيذاً لذلك، يرسل أمين خزينة ولاية الجزائر سنويا إلى الهيئة السالفة الذكر، بيانا تفصيليا تجمع فيه المدفوعات التي تم القيام بها فيما يخص السنة المعتبرة وتلك التي قام بإنجازها المحاسبون المفوضون مدعمة بنسخ مطابقة للأصل لأحكام التعويض المناسبة. ترسل نسخة من هذا البيان إلى المديرية العامة للمحاسبة وإلى مديرية التنظيم والتنفيذ المحاسبي للميزانيات.

#### أ - دور أمين الخزينة المركزية

فور إستيلاء أمر دفع التسوية الصادر في هذا الإطار وبعد التحقيقات النظامية المعتادة، يشرع أمين الخزينة المركزية في التكفل به ضمن الشروط النظامية المعتادة وتحويل مبلغه إلى أمين خزينة ولاية الجزائر عن طريق الحساب رقم 500.031/005 "عمليات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين"

#### ب - دور أمين الخزينة الولاية الجزائر

عند إستيلاء هذا التحويل، يشرع أمين خزينة ولاية الجزائر في تسوية كتاباته، بإجراء الكتابة المحاسبية التالية:

- خصوم الحساب رقم 500.031/006

- أصول الحساب رقم 212.001/002

أطلب، منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات وإبلاغي بكل صعوبة قد تصادفونها في هذا المجال.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية؛

- خزينة ولاية الجزائر؛

- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- وزارة العدل (مديرية إدارة الوسائل)؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة؛

- المديرية الجهوية للخرزينة (والتبليغ إلى أمناء خزائن البلديات وأمناء خزائن مؤسسات الصحة).

## ب- دور أمين خزينة ولاية الجزائر

طبقاً لأحكام المادة 73 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30 ديسمبر 2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، فإن النفقات الناجمة عن تنفيذ أحكام التعويض ضمن إطار أحكام هذه التعليمات، تتم دون الأمر بالصرف المسبق.

وعليه، فإنه بمجرد إيداع المعني للملف، يقوم أمين خزينة ولاية الجزائر، بعد إتمام إجراءات الرقابة التنظيمية المعتادة وبكل سرعة، بتسديد مبلغ الحكم لفائدة المستفيد.

ينجر عن هذه العملية، قيام أمين خزينة ولاية الجزائر، بالكتابة المحاسبية التالية:

- خصوم الحساب رقم 212-001/002 "نفقات للقيود في النفقات العادية للميزانية".

- أصول الحساب المالي للتسديد.

تبرر هذه الكتابة المحاسبية بموجب حكم التعويض وكذا الأمر بالدفع المعد لهذا الغرض من طرف المحاسب المذكور أنفاً.

## II-2) الدفع الذي يقوم به أمين خزينة الولاية على المستوى المحلي

### دور أمين الخزينة الولائية

فور إستلام الملف المودع من طرف المعني بالأمر، يشرع أمين خزينة الولاية، بعد التحقيقات النظامية المعتادة وبصفة سريعة، في تسديد مبلغ الحكم لصالح المستفيد.

يترتب عن هذه العملية إجراء أمين خزينة الولاية المعني للكتابة المحاسبية التالية:

- خصوم حساب رقم 510.005/002 "نفقات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين"

- أصول حساب مالي للتسديد.

تبرر هذه الكتابة المحاسبية بموجب حكم التعويض وأمر الدفع الذي تم إعداده في هذا الشأن من طرف المحاسب السالف الذكر.

للسماح لأمين خزينة ولاية الجزائر بالتمييز بين النفقات من هذا القبيل والنفقات الأخرى، يسهر أمناء الخزائن المفوضون على أن يشمل جدول التحويل بصفة جلية التنويه التالي: "نفقات فيما يخص التعويضات المقررة من طرف اللجنة المنشأة لدى المحكمة العليا".

يشمل ملف التحويل إلزامياً أصل حكم التعويض. تتشكل النسخة طبق الأصل لهذا الحكم وكذا أمر الدفع الذي ساعد في تسديد هذا التعويض، تبرير عملية الدفع على المستوى المحلي.

فور إستلام هذا التحويل، يشرع أمين خزينة ولاية الجزائر في إجراء الكتابة المحاسبية التالية:

- أصول الحساب رقم 510.001/001

- خصوم الحساب رقم 212.001/002

## II-3) تسوية كتابات أمين خزينة ولاية الجزائر

طبقاً للمادة 3 من المرسوم التنفيذي المشار إليه في المرجع، يكون دفع هذا التعويض موضوع تسوية سنوية على أساس أمر بالصرف يصدره الوزير المكلف بالمالية، من ميزانية الدولة.

لأجل هذا، وللسماع بتسوية الكتابات المحاسبية لأمين خزينة ولاية الجزائر، يحث هذا الأخير على إصدار أمر بالدفع للتسوية من طرف مصالح المديرية العامة للميزانية لصالحه، يخصم من اعتمادات الفصل المناسب لميزانية التسيير للدولة.



MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمة رقم 21 المؤرخة في 18/05/2010

**الموضوع:** كفيات دفع التعويض المقرر من طرف لجنة التعويض المنشأة لدى المحكمة العليا، بسبب الحبس المؤقت غير المبرر والخطأ القضائي  
**المرجع:** - القانون رقم 01-08 المؤرخ في 26 جوان 2001 المعدل والمتمم للأمر رقم 66-155 المؤرخ في 8 جوان 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، لاسيما المواد 137 مكرر ومايليها، 531 مكرر و 531 مكرر 1،  
- المرسوم التشريعي رقم 93-01 المؤرخ في 19 يناير 1993 والمتضمن قانون المالية لسنة 1993، لاسيما المادة 153 منه،  
- القانون 09-09 المؤرخ في 30 ديسمبر 2009 والمتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 73 منه،  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-117 المؤرخ في 21 أبريل 2010، المحدد لكفيات دفع التعويض المقرر من طرف لجنة التعويض المنشأة لدى المحكمة العليا، بسبب الحبس المؤقت غير المبرر والخطأ القضائي.

### 1 - أحكام عامة

تنص أحكام المواد 137 مكرر ومايليها، 531 مكرر و 531 مكرر 1 من القانون المشار إليه بالمرجع الأول، على دفع التعويض المقرر من طرف لجنة التعويض المنشأة لدى المحكمة العليا، إلى الأشخاص الذين كانوا موضوع حبس مؤقت غير مبرر وخطأ قضائي.  
حدد المرسوم التنفيذي رقم 10-117 المؤرخ في 21 أبريل 2010 كفيات دفع التعويضات المقررة في هذا الإطار.  
تهدف هذه التعليمة إلى تحديد الكفيات العملية للتكفل والتنفيذ المحاسبي لعمليات دفع تلك التعويضات.

### II - أحكام محاسبية

يكون التعويض الممنوح في هذا الإطار طبقا للمادة 137 مكرر من القانون رقم 01-08 المؤرخ في 26 جوان 2001 المعدل والمتمم للأمر رقم 66-155 المؤرخ في 8 جوان 1966 والمتضمن قانون الإجراءات الجزائية، على عاتق الخزينة.  
طبقا لأحكام المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 10-117 المؤرخ في 21 أبريل 2010، فإن دفع هذا التعويض يكون من طرف أمين خزينة ولاية الجزائر بصفته المحاسب المعين.  
إن هذه المادة تنص أيضا على أن هذا الدفع يمكن أن يتم على المستوى المحلي، من طرف أمين الخزينة الولائية المعني، بصفته محاسب مفوض.

### II-1) الدفع الذي يقوم به أمين خزينة ولاية الجزائر أ- تكوين الملف

يودع ملف التعويض لدى خزينة ولاية الجزائر من طرف المستفيد.  
يجب أن يتضمن هذا الملف الوثائق التالية:  
- طلب موقع من طرف المعني، يحتوي بوضوح على لقب وأسم وعنوان هذا الأخير وكذا رقم الحساب المتلقي لمبلغ التعويض،  
- الحكم القضائي مصحوب بالصيغة التنفيذية.

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة الفلاحة؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديريات الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولاية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 20 مؤرخة في 2010/05/17  
تعدل وتتمم التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 " الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".

المرجع: - الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 2009/07/22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادة 90 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 80.10 المؤرخ في 2010/03/07 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 415.05 المؤرخ في

2005/10/25 يحدد كفاءات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 " الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".

- التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04.

تطبيق لأحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه، يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04 على النحو

التالي :

أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.121:

في باب الإيرادات:

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات:

- الإعانات .....(بدون تغيير).....

- الإعانات .....(بدون تغيير).....

- مصاريف تسيير الوسطاء الماليين

..... الباقي بدون تغيير.....

طبقا للمواد 3 و 4 من المرسوم التنفيذي المؤرخ في 07 مارس من 2010 المشار إليه أعلاه، يستفيد من دعم حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 " الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي".

- الفلاحون .....(بدون تغيير).....

- المؤسسات .....(بدون تغيير).....

- المزارع النموذجية.

يتكفل الوسطاء الماليون بالنفقات المنصوص عليها أعلاه.

تحدد شروط وكفاءات هذا التكفل وكذا مصاريف ومبلغ الأجر بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 46 المؤرخة في 2005/12/04 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة الفلاحة؛

- المديرية العامة للخرزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية الجهوية للخرزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولاية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 19 مؤرخة في 2010/05/17 تعدل  
وتتم أحكام التعليمية رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-126 "الصندوق الخاص بدعم مربى المواشي وصغار المستغلين الفلاحين".

المرجع: - الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 2009/07/22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادة 93 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-79 المؤرخ في 2010/03/07 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 09-150 المؤرخ في 2009/05/02 يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-126 "الصندوق الخاص بدعم مربى المواشي وصغار المستغلين الفلاحين".  
- التعليمية رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25.

تطبيقا لإحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25 على النحو التالي:

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.126:

في باب الإيرادات :

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات :

- التغطية الشاملة.....(بدون تغيير).....

- الإعانات.....(بدون تغيير).....

- مصاريف تسيير الوسطاء الماليين

طبقا للمواد 3 و 4 من المرسوم التنفيذي المؤرخ في 07 مارس 2010 المشار إليه أعلاه، يستفيد من دعم حساب التخصيص الخاص رقم 302-126 "الصندوق الخاص بدعم مربى المواشي وصغار المستغلين الفلاحين" المربين وصغار المستغلين بصفة فردية أو منظمة على شكل تعاونيات، مجتمعات، أو جمعيات.

يتكفل الوسطاء الماليون بالنفقات المنصوص عليها أعلاه.

تحدد شروط وكفاءات هذا التكفل وكذا مصاريف ومبلغ الأجر بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.

تحدد قائمة الإيرادات والنفقات المقيدة في هذا الحساب بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 13 المؤرخة في 2009/05/25 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة الفلاحة؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولاية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 18 مؤرخة في 17/05/2010 تعدل  
وتتم أحكام التعليمية رقم 22 المؤرخة في 10/05/2003

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 111-302 " صندوق التنمية الريفية واستصلاح الأراضي عن طريق الامتياز".

المرجع: - الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 22/07/2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادة 92 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-83 المؤرخ في 07/03/2010 يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 03-145 المؤرخ في 29/03/2003 يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 111-302 " صندوق التنمية الريفية واستصلاح الأراضي عن طريق الاستثمارات"  
- التعليمية رقم 22 المؤرخة في 10/05/2003.

تطبيقا لإحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه يعدل ويتم العنوان 2 من التعليمية رقم 22 المؤرخة في 10/05/2003 على النحو التالي:

تهدف التعليمية هذه إلى توضيح كفاءات التطبيق المحاسبي المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه.

2 - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.111 :

- في باب الإيرادات :

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات :

- الإعانات .....(بدون تغيير).....

- الإعانات .....(بدون تغيير).....

- مصاريف الدراسة .....(بدون تغيير).....

- نفقات أخرى .....(بدون تغيير).....

- مصاريف تسير الوسطاء الماليين

.....(الباقى بدون تغيير).....

طبقا للمواد 3 و 4 من المرسوم التنفيذي المؤرخ في 07 مارس من 2010 المشار إليه أعلاه،

يتكفل الوسطاء الماليون بالنفقات المنصوص عليها أعلاه.

تحدد شروط وكفاءات هذا التكفل وكذا مصاريف ومبلغ الأجر بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 22 المؤرخة في 10/05/2009 بدون تغيير.

يتكفل الوسطاء الماليون بالنفقات المنصوص عليها أعلاه،  
تحدد شروط وكيفيات هذا التكفل وكذا مصاريف ومبلغ الأجر بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.  
تبقى باقي أحكام العنوان 2 من التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 بدون تغيير.  
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة الفلاحة؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولاية.



MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 17 مؤرخة في 17/05/2010 تعدل  
وتتم أحكام التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 "صندوق مكافحة التصحر وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب".

المرجع: - الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 22/07/2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادة 91 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 10-82 المؤرخ في 07/03/2010 يعدل ويتمم المرسوم التنفيذي رقم 02-248 المؤرخ في 25/07/2002 يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-109 "صندوق مكافحة التصحر وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب".  
- التعليمية رقم 26 المؤرخ في 20/08/2002.

تطبيقا لأحكام المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 على النحو التالي.

يسجل الحساب رقم 302.109:

- في باب الإيرادات :

.....(بدون تغيير).....

- في باب النفقات :

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- الآعانات .....(بدون تغيير)

- المصاريف المتصلة ب.....(بدون تغيير)

- مصاريف تسيير الوسطاء الماليين.

.....(الباقى بدون تغيير).....

طبقا للمواد 3 و 4 من المرسوم التنفيذي المؤرخ في 07 مارس 2010 المشار إليه أعلاه، يستفيد من دعم صندوق مكافحة التصحر وتنمية الإقتصاد الرعوي والسهوب.

- الفلاحون بصفة.....(بدون تغيير).....

- الجماعات .....(بدون تغيير).....

- المؤسسات .....(بدون تغيير).....

- المزارع النموذجية.

.....الباقى بدون تغيير.....

تحدد شروط وكميات هذا التكفل وكذا مصاريف ومبلغ الأجر بقرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالفلاحة.  
تبقى باقي أحكام التعليمات رقم 47 المؤرخة في 2005/12/04 بدون تغيير.  
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة الفلاحة؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولاية.

تعليمية رقم 16 مؤرخة في 17/05/2010 تعدل  
وتتم أحكام التعليمية رقم 47 المؤرخة في 04/12/2005

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 « الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي »

المرجع: - الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 22/07/2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادة 89 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 81.10 المؤرخ في 07/03/2010 يعدل ويتم المرسوم التنفيذي رقم 413.05 المؤرخ في 25/10/2005 يحدد كفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي".  
- التعليمية رقم 47 المؤرخة في 04/12/2005.

تطبيقا لأحكام المرسوم المشار أعلاه،

يعدل ويتم العنوان 2 من التعليمية رقم 47 المؤرخة في 04/12/2005 على النحو التالي.

يسجل الحساب رقم 302.067:

- في باب الإيرادات:

.....(بدون تغيير).....

- في باب النفقات:

- الأعمانات .....(بدون تغيير).....

- الأعمانات .....(بدون تغيير).....

- الأعمانات .....(بدون تغيير).....

- تحقيق سبب الفوائد.....(بدون تغيير).....

- المصاريف المتصلة.....(بدون تغيير).....

- مصاريف تسيير الوسطاء الماليين

.....والباقي بدون تغيير.....

طبقا للمواد 3 و 4 من المرسوم التنفيذي المؤرخ في 07 مارس 2010 المشار إليه أعلاه يستفيد من دعم "الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي "

- الفلاحون .....(بدون تغيير).....

- المؤسسات .....(بدون تغيير).....

- المزارع النموذجية

يتكفل الوسطاء الماليون بالنفقات المنصوص عليها أعلاه.

## المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية؛

- الخزائن الولائية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- وزارة التجارة (مديرية إدارة الوسائل)؛

- المديرية العامة للضرائب؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- المديريات الجهوية للخزينة.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 15 مؤرخة في 13/05/2010  
تعديل وتتم التعليمية رقم 43 المؤرخة في 20/12/2006 المعدلة والمتممة

الموضوع: سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 "صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش".

المرجع: - القانون رقم 05-16 المؤرخ في 31/12/2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006 لاسيما المادة 68 منه.  
- القانون رقم 09-09 المؤرخ في 31/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 لاسيما المادة 64 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 238.06 المؤرخ في 04/07/2006 يحدد كفاءات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 "صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش".  
- التعليمية رقم 43 المؤرخة في 20/12/2006. معدلة ومتممة

نص القانون رقم 05-16 المؤرخ في 31 ديسمبر 2005 المتضمن قانون المالية لسنة 2006، لاسيما المادة 68 منه، على أن تدفع الخزينة لفائدة مستخدمي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش نسبة 50% من الناتج الصافي للإيرادات الناتجة عن الغرامات والمحجوزات المتأتية من المحاضر المحررة من طرف مصالح التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش.

رفعت المادة 64 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 31/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 لاسيما المادة 64 منه هذه النسبة إلى 70% من الناتج الصافي للإيرادات الناتجة عن الغرامات والمحجوزات المتأتية من المحاضر المحررة من طرف مصالح التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش المتعلقة بالانتهاكات الخاصة بالمعاملات التجارية والمعاملات الغير التنافسية وقمع الغش.  
تطبيقا لما تقدم يعدل ويتمم العنوان 2 من التعليمية رقم 43 المؤرخة في 20/12/2006 على النحو التالي:

II - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.122 :

في الإيرادات:

- دفع الخزينة لنسبة 70% من ناتج ..... (بدون تغيير حتى)..... قمع الغش

في النفقات:

- دفع مداخل ..... (بدون تغيير حتى)..... الغش

(أ) - تقييد إيرادات الصندوق

للسماح بتوزيع الناتج ..... (بدون تغيير حتى)..... للتوزيع

يكون مبلغ 70% من ناتج هذه الإيرادات ..... (بدون تغيير حتى)..... الحسابات الخاصة للخزينة  
تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 43 المؤرخة في 20/12/2006 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

يجب أن تكون المبالغ التي تمثل حصة 30% الموضوعة في كتابات أمناء الخزائن الولائية في أصول الحساب رقم 500.001 "إيرادات متفرقة للترتيب والتسوية" موضوع تحويل من طرف هؤلاء إلى أمين الخزانة المركزية، حسب الشروط المحددة أعلاه.

### III أحكام محاسبية

طبقا لأحكام المادة 14 من قانون المالية التكميلي لسنة 2009 يحدد التوزيع بين الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة بقرار من الوزير المكلف بالتجارة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزانة المركزية؛
- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية العامة للضرائب؛
- مديرية إدارة الوسائل لوزارة التجارة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزانة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 14 المؤرخة في 2010/05/09

الموضوع: تقييد حاصل حق الطابع.

المرجع: - المادة 155 مكرر من قانون الطابع.

- الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 22 جويلية 2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، لا سيما المادة 14 منه.

### I أحكام عامة

بمقتضى أحكام المادة 14 من الأمر المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، يوزع حاصل حق الطابع المنشأ بموجب المادة 155 مكرر من قانون الطابع كما يلي:

- ميزانية الدولة.....70 %

- الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة.....30 %

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح كيفية تقييد الحاصل المعني.

### II أحكام محاسبية

يقوم قابضوا الضرائب بتحصيل حاصل الطابع ويتم تقييده على النحو التالي:

#### 1 - على مستوى قابضي الضرائب

(أ) - الحصة المتمثلة في نسبة 70 % من الحاصل الإجمالي

يقيد الحاصل الذي يمثل 70 % من الحاصل الإجمالي العائد لميزانية الدولة، مباشرة من طرف قابضي الضرائب في أصول حساب الميزانية رقم 201.002 "حاصل التسجيل، الطابع والقيم (المنقولة)".

(ب) - الحصة المتمثلة في نسبة 30 % من الحاصل الإجمالي

يقيد الحاصل الذي يمثل 30 % من الحاصل الإجمالي العائد للغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة وغرف التجارة والصناعة، من طرف قابضي الضرائب في الحساب رقم 500.017 "تحصيل إيرادات الوكالات المالية وأمناء خزائن البلديات والقطاعات الصحية والمراكز الإستشفائية الجامعية لحساب الخزينة".

#### 2 - على مستوى أمناء الخزائن الولائية

يشرع شهريا أمناء الخزائن الولائية إلى تحويل حصة 30 % الموضوع في أصول الحساب رقم 500.017 إلى أمين الخزينة المركزي الذي يقوم بصب المبلغ في حساب إيداع الأموال المفتوح في كتاباته بإسم الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة.

يجب أن يتضمن تحويل هذه الحصة على أمين الخزينة المركزية من طرف أمناء الخزائن الولائية التنويه "حصة 30 % على حق الطابع".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. الخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية؛
- الخزينة المركزية؛
- خزائن الولايات.

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية العامة للضرائب (وتبليغ قابضي الضرائب)؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الغرفة الوطنية للصناعات التقليدية والحرف.



MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 13 المؤرخة في 14/03/2010  
تعديل وتنم التعليمية رقم 02 المؤرخة في 28/01/2007

الموضوع: كيفيات تقييد ناتج الضريبة الجزائرية الموحدة.

- المرجع: - القانون رقم 06-24 المؤرخ في 26/12/2006 المتضمن قانون المالية لسنة 2007، لاسيما المادة 2 منه.  
- الأمر رقم 08-02 المؤرخ في 24/07/2008 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008، لاسيما المادة 11 منه.  
- الأمر رقم 09-01 المؤرخ في 22/07/2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، لاسيما المادة 12 منه.  
- المراسلة رقم 2844/م/م ع/ض/م ف ت/ المؤرخة في 27/12/2006 للمديرية العامة للضرائب .  
- التعليمية رقم 02 المؤرخة في 28/01/2007، معدلة ومتممة.  
- البرقية رقم 1978 المؤرخة في 29/06/2009.

تعديل وتنم أحكام التعليمية رقم 02 المؤرخة في 28 جانفي 2007 كمايلي:

أحدثت المادة 02 من قانون المالية لسنة 2007 ضريبة جزافية موحدة، لتحل محل الضريبة على الدخل الإجمالي، الرسم على القيمة المضافة والرسم على النشاط المهني.

كانت نسبة توزيع ناتج الضريبة الجزائرية الموحدة موضوع تعديلات جاءت بها أحكام المادة 11 من قانون المالية التكميلي لسنة 2008، وكذا أحكام المادة 12 من قانون المالية التكميلي لسنة 2009.  
حدد توزيع ناتج هذه الضريبة على النحو التالي:

48,50 %	- ميزانية الدولة
1 %	- غرفة التجارة و الصناعة
0,02 %	- الغرفة الوطنية للصناعات التقليدية والحرف
0,48 %	- غرف الصناعات التقليدية والحرف
40 %	- البلديات
5 %	- الولايات
5 %	- الصندوق المشترك للجماعات المحلية

يكون المبلغ الذي يمثل حصتي (0,02%) و (0,48%) العائدتين على التوالي إلى الغرفة الوطنية والغرف المحلية للصناعات التقليدية والحرف، موضوع نقل من طرف أمناء خزائن الولايات إلى أمين الخزانة المركزية قصد صبه، من طرف هذا الأخير، في حساب إيداع الأموال المفتوح في كتاباته باسم الغرفة الوطنية للصناعات التقليدية والحرف، التي تشرع في توزيعه ما بين الغرف المحلية المعنية طبقا للنسبة المحددة بموجب قانون المالية.

كذلك، تلقى المبالغ المدفوعة لحد الآن من طرف قابضي الضرائب والمحتفظ بها على مستوى الخزائن الولائية في الحساب رقم 500.001 "إيرادات متفرقة للترتيب" نفس المصير.

### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل النفقات الأخرى المرتبطة بإنجاز هدفها.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- خزائن الولايات؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة المجاهدين؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- المتاحف الجهوية للمجاهد؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

تعليمة رقم 12 مؤرخة في 08/03/2010

الموضوع: - التسيير المحاسبي للمتاحف الجهوية للمجاهد.

- إنشاء حساب فرعي رقم 59 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-".

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 08-170 المؤرخ في 11 جوان 2008 المتضمن إنشاء متاحف جهوية للمجاهد وتنظيمها وسيرها؛

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 08-170 المؤرخ في 11 جوان 2008 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء متاحف جهوية للمجاهد.

تعد هذه المتاحف مؤسسات عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

يعهد التسيير المحاسبي والمالي لهذه المؤسسات إلى أمين الخزينة الولائي المؤهل إقليميا.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتاحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 59 تحت عنوان "المتاحف الجهوية للمجاهد".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 591 : السنة المالية الجارية؛

- 593 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 59:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة؛

- المساهمات المحتملة للجماعات المحلية؛

- مساهمات المؤسسات والهيئات العمومية والخاصة؛

- الإيرادات المرتبطة بنشاطاتها؛

- الهبات والوصايا؛

- كل الموارد الأخرى المرتبطة بنشاطاتها.

### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل نفقة أخرى ضرورية لتحقيق أهداف الديوان.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ:

- خزينة ولاية الأغواط؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي بالأغواط؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 11 مؤرخة في 2010/03/01

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي بالأغواط.  
- إنشاء حساب فرعي رقم 110 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 09-407 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المتضمن إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي وتنظيمه وسياره.

- القرار رقم 47 المؤرخ في 2010/02/01 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية الأغواط بصفته عون محاسب لدى الديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي بالأغواط.

**1 - أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-407 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي بالأغواط.

يعد هذا الديوان مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، يتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزانة ولاية الأغواط بصفته عون محاسب لدى الديوان السالف ذكره، بموجب القرار رقم 47 المؤرخ في 2010/02/01.

**2 - أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية الديوان المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 110 تحت عنوان "الديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1101 : السنة المالية الجارية؛

- 1103 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 110:

في باب الإيرادات :

- إعانات التسيير والتجهيز التي تمنحها الدولة؛

- الإيرادات المرتبطة بنشاطات الديوان؛

- الهبات والوصايا؛

- الإعانات التي تمنحها الجماعات المحلية والهيئات العمومية.

### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل نفقة أخرى ضرورية لتحقيق أهداف الديوان.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ:

- خزينة ولاية تندوف؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 10 مؤرخة في 01/03/2010

الموضوع: التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف.

- إنشاء حساب فرعي رقم 109 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 09-408 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المتضمن إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف وتنظيمه وسيه.

- القرار رقم 46 المؤرخ في 2010/02/01 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية تندوف بصفته عون محاسب لدى الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-408 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف.

يعد هذا الديوان مؤسسة عمومية ذات طابع إداري يتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزانة ولاية تندوف بصفته عون محاسب لدى الديوان السالف ذكره، بموجب القرار رقم 46 المؤرخ في 2010/02/01.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للديوان المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 109 تحت عنوان "الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف"

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1091 : السنة المالية الجارية؛

- 1093 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 109:

في باب الإيرادات :

- إعانات التسيير والتجهيز التي تمنحها الدولة؛

- الإيرادات المرتبطة بنشاطات الديوان؛

- الهبات والوصايا؛

- الإعانات التي تمنحها الجماعات المحلية والهيئات العمومية.

### في باب النفقات :

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - كل نفقة أخرى ضرورية لتحقيق أهداف الديوان.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم :

#### للتنفيذ :

- خزينة ولاية أدرار؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

#### للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت بأدرار؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 09 مؤرخة في 01/03/2010

**الموضوع:** - التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت.

- إنشاء حساب فرعي رقم 108 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

**المراجع:** - المرسوم التنفيذي رقم 09-409 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المتضمن إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت وتنظيمه وسيره.

- القرار رقم 45 المؤرخ في 2010/02/01 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية أدرار بصفته عون محاسب لدى الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت بأدرار.

**1 - أحكام عامة**

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-409 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت بأدرار.

يعد هذا الديوان مؤسسة عمومية ذات طابع إداري يتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزانة ولاية أدرار بصفته عون محاسب لدى الديوان السالف ذكره، بموجب القرار رقم 45 المؤرخ في 2010/02/01.

**2 - أحكام محاسبية**

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للديوان المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 108 تحت عنوان "الديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1081 : السنة المالية الجارية؛

- 1083 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 108:

في باب الإيرادات :

- إعانات التسيير والتجهيز التي تمنحها الدولة؛

- الإيرادات المرتبطة بنشاطات الديوان؛

- الهبات والوصايا؛

- الإعانات التي تمنحها الجماعات المحلية والهيئات العمومية.

## المرسل إليهم :

للتنفيذ:

- خزائن الولايات؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- وزارة التكوين والتعليم المهنيين؛
- معاهد التعليم المهني؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 08 مؤرخة في 2010/03/01

الموضوع: - التسيير المحاسبي لمعاهد التعليم المهني.

- إنشاء حساب فرعي رقم 58 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية -".

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 08-293 المؤرخ في 20 سبتمبر 2008 المحدد القانون الأساسي النموذجي لمعاهد التعليم المهني.  
- المرسوم التنفيذي رقم 09-317 المؤرخ في 06 أكتوبر 2009 المتضمن إنشاء معاهد التعليم المهني.

### 1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-317 المؤرخ في 06 أكتوبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء معاهد التعليم المهني.

تعد هذه المعاهد مؤسسات عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

يعهد التسيير المحاسبي والمالي لهذه المؤسسات إلى أمين الخزينة الولائي المؤهل إقليميا.

### 2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لمعاهد التعليم المهني السالفة الذكر، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية -"، حساب فرعي رقم 58 تحت عنوان "معاهد التعليم المهني".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 581 : السنة المالية الجارية؛

- 583 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 58:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة؛

- الإيرادات المرتبطة بنشاط المعهد؛

- الهبات والوصايا.

في باب النفقات :

- نفقات التسيير؛

- نفقات التجهيز؛

- كل النفقات الأخرى اللازمة لتحقيق أهداف المعهد.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

التعليمية مرقم 07 المؤرخة في 28/01/2010

الموضوع: إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.022 "صندوق الضمان للبلديات".

المرجع: - القانون رقم 09.09 المؤرخ في 13 محرم الموافق لـ 30 ديسمبر 2009، المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 60 منه.

أعلنت المادة 60 من قانون المالية لسنة 2010 إقفال حساب التخصيص الخاص 302.022 "صندوق الضمان للبلديات" وتحويل الرصيد المتبقي إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302-130 "صندوق الضمان للجماعات المحلية"، المفتوح في كتابات الخزينة تبعا للمادة 62 من قانون المالية المذكور أنفا.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توقيف الكتابات لنهاية سنة 2009، فإن الرصيد المتبقي لغاية هذا التاريخ في الحساب 302-022، يكون موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسي في أصول الحساب رقم 302-130 "صندوق الضمان للجماعات المحلية". فور انتهاء هذه العملية، فإن الحساب رقم 302-022 لا يظهر ضمن مدونة حسابات الخزينة. أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- وزارة الداخلية والجماعات المحلية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 06 المؤرخة في 28/01/2010

الموضوع: إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 023-302 "صندوق الضمان للولايات"

المرجع: القانون رقم 09.09 المؤرخ في 13 محرم الموافق 30 ديسمبر 2009، المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 61 منه.

أعلنت المادة 61 من قانون المالية لسنة 2010 إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.023 "صندوق الضمان للولايات" وتحويل الرصيد المتبقي إلى حساب التخصيص الخاص رقم 130-302 "صندوق الضمان للجماعات المحلية"، المفتوح في كتابات الخزينة تبعا للمادة 62 من قانون المالية المذكور آنفا.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توقيف الكتابات لنهاية سنة 2009، فان الرصيد المتبقي لغاية هذا التاريخ في الحساب 023-302، يكون موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسي في أصول الحساب رقم 130-302 "صندوق الضمان للجماعات المحلية".

فور انتهاء هذه العملية، فان الحساب رقم 023-302 لا يظهر ضمن مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- وزارة الداخلية والجامعات المحلية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- خزائن الولايات.

### في باب النفقات :

- نفقات التسيير؛
  - نفقات التجهيز؛
  - جميع النفقات المرتبطة بموضوعها.
- أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ:

- خزينة ولاية غرداية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- المتحف الجهوي بالمنطقة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

تعليمة رقم 05 مؤرخة في 27/01/2010

الموضوع: - التسيير المحاسبي للمتحف الجهوي بالمنية.

- إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-".

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 07-160 المؤرخ في 27 ماي 2007 المحدد لشروط إنشاء المتاحف ومهامها وتنظيمها وسيرها؛

- المرسوم التنفيذي رقم 09-401 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المتضمن إنشاء المتحف الجهوي بالمنية.

- القرار رقم 02 المؤرخ في 18/01/2010 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية غرداية بصفته عون محاسب لدى المتحف الجهوي بالمنية.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-401 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المتحف الجهوي بالمنية والذي يخضع لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 07-160 المؤرخ في 27 ماي 2007 المذكور أعلاه.

يعد هذا المتحف مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزينة ولاية غرداية بصفته عون محاسب لدى المتحف السالف ذكره، بموجب القرار رقم 02 المؤرخ في 18/01/2010.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن رقم 402 001 "الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 57 تحت عنوان " المتحف الجهوي بالمنية ".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 571 : السنة المالية الجارية،

- 573 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 57:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية، والهيئات العمومية؛

- الهبات والوصايا؛

- الإيرادات الخاصة المرتبطة بنشاطها.

### في باب النفقات:

- نفقات التسيير؛
- نفقات التجهيز؛
- جميع النفقات المرتبطة بموضوعها.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

### المرسل إليهم:

#### للتنفيذ :

- خزينة ولاية تيبازة؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

#### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل بوزارة الثقافة؛
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- المتحف الوطني بشرشال؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 04 مؤرخة في 27/01/2010

الموضوع: - التسيير المحاسبي للمتحف الوطني بشرشال.

- إنشاء حساب فرعي رقم 107 ضمن الحساب رقم 402 003 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-".

المراجع: - المرسوم التنفيذي رقم 07-160 المؤرخ في 27 ماي 2007 المحدد لشروط إنشاء المتاحف ومهامها وتنظيمها وسيورها؛

- المرسوم التنفيذي رقم 09-400 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المتضمن إنشاء المتحف الوطني بشرشال.

- القرار رقم 01 المؤرخ في 18/01/2010 المتضمن تعيين أمين خزانة ولاية تيبازة بصفته عون محاسب لدى المتحف الوطني بشرشال.

1 - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 09-400 المؤرخ في 29 نوفمبر 2009 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء المتحف الوطني بشرشال والذي يخضع لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 07-160 المؤرخ في 27 ماي 2007 المذكور أعلاه.

يعد هذا المتحف مؤسسة عمومية ذات طابع إداري تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزانة ولاية تيبازة بصفته عون محاسب لدى المتحف السالف ذكره، بموجب القرار رقم 01 المؤرخ في 18/01/2010.

2 - أحكام محاسبية

بغرض تمكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية للمتحف المذكور أعلاه، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزانة، ضمن الحساب رقم 003 402 "المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-"، حساب فرعي رقم 107 تحت عنوان "المتحف الوطني بشرشال".

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين:

- 1071 : السنة المالية الجارية،

- 1073 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 107:

في باب الإيرادات :

- إعانات الدولة، الجماعات المحلية، والهيئات العمومية؛

- الهبات والوصايا؛

- الإيرادات الخاصة المرتبطة بنشاطها.

008	مستخدمو تتكفل بهم D.O.B.I (الأمانة العامة، الديوان، DGREFE, (DGPP, DMP, DAJT, DMM, DRH, DSI, DC).	% 00.96
009	مستخدمو المحافظة العامة للتخطيط والاستشراف والديوان الوطني للإحصائيات	% 00.90
010	خلفية معالجة المعلومات المالية	% 00.04
	<b>المجموع</b>	<b>% 100</b>

أطلبوا منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات التي يسرى مفعولها ابتداء من السادس الثاني.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

#### المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للضرائب؛
- المديرية العامة للأموال الوطنية؛
- مديرية عمليات الميزانية والهيكل؛
- خلفية معالجة المعلومات المالية؛
- المحافظة العامة للتخطيط والاستشراف؛
- الديوان الوطني للإحصاء؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 03 مؤرخة في 2010/01/19

الموضوع: كفيات توزيع موارد صندوق المداخل الإضافية.

المرجع: - الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 2009/07/22 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009 لاسيما المادتان 22 و 23 منه.  
- القرار رقم 002 المؤرخ في 2009/01/07 المحدد لكيفيات توزيع موارد صندوق المداخل الإضافية بين الإدارة الجبائية و  
المصالح المدعوة لتقديم المساعدة للمصالح الجبائية.

- تعليمية رقم 18 المؤرخة في 2009/08/18.

بمقتضى أحكام المادة 22 من قانون المالية التكميلي لسنة 2009، يرفع المعدل السنوي للاقتطاع الموجه لتمويل صندوق المداخل  
الإضافية لفائدة الإدارة الجبائية إلى 70 %.

تطبيقا لأحكام المادة 23 من نفس القانون يحدد معدل اقتطاع العلاوات المرتبطة بالمساعدة قصد توسيع مطرح الضريبة والبحث عن  
المادة الخاضعة للضريبة بـ 30 %.

فضلا عن ذلك، أحدث القرار رقم 002 المؤرخ في 2009/01/07 السالف الذكر ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.078  
" صندوق المداخل الإضافية لفائدة الإدارة الجبائية " السطر 010 المعنون " خلية معالجة المعلومات المالية".

نظرا لأحكام النصوص المذكورة أعلاه، تتكون مبالغ صندوق المداخل الإضافية الواجب توزيعها بين الإدارة الجبائية والمصالح المدعوة لتقديم  
المساعدة للمصالح الجبائية من المبلغ الإجمالي المنقول إلى الحساب 302.078، كل السطور مجمعة، مما يمثل معدل 100 % من الكتلة  
الإجمالية للعقوبات والعلاوات للسنة المالية المعتبرة الواجب تحصيلها.

كذلك، يعدل جدول التوزيع المحدد بموجب القرار رقم 17 المؤرخ في 2009/07/22 والذي تناولته التعليمية رقم 18 المؤرخة في 18  
أوت 2009 المأخوذة تطبيقا له على النحو التالي.

السطر	العنوان	نسبة التوزيع
001	مستخدمو الإدارة الجبائية	69.50 %
002	مصالح أخرى (المدرسة الوطنية للضرائب)	00.50 %
003	مستخدمو الخزينة	10.44 %
004	مستخدمو أملاك الدولة	09.88 %
005	مستخدمو مسح الأراضي	02.64 %
006	مستخدمو الميزانية	04.29 %
007	مستخدمو المفتشية العامة للمالية.	00.85 %

## المرسل إليهم:

### للتنفيذ

- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات.

### للإعلام

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- مديرية إدارة الوسائل (وزارة الثقافة)؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة؛
- خزائن الولايات.

## في باب النفقات:

النفقات المتصلة بتحضير وتنظيم وسير تظاهرة "تلمسان عاصمة الثقافة الإسلامية 2011" المتمثلة في:

- نفقات التسيير؛
  - تخصيصات للمؤسسات تحت الوصاية بمقرر من الوزير المكلف بالثقافة بعنوان النفقات المتصلة بالعمليات المعهودة لها؛
  - نفقات الأشغال والتأهيل والترميم وإعادة الاعتبار للمساحات التي من المقرر أن تحتضن التظاهرات الثقافية.
- للسماح بتنفيذ النفقات التي تدخل في إطار هذه التعليمات، يفتح ضمن الحساب رقم 302.129 السطر التاليان:
- السطر 001: تسيير الخزينة الرئيسية
  - السطر 002: تسيير خزينة ولاية تلمسان

### أ-1- وضع تخصيصات الميزانية على مستوى أمين الخزينة الرئيسي

إن تخصيص الميزانية المأمور بصرفه من طرف الأمر بالصرف الرئيسي على صندوق أمين الخزينة المركزي تكون موضوع تحويل من طرف هذا الأخير إلى أمين الخزينة الرئيسي الذي يقيد مبلغه ضمن أصول السطر 001 للحساب رقم 302.129.

### أ-2- وضع تخصيص الميزانية على مستوى أمين خزينة ولاية تلمسان

يكون تخصيص الميزانية الموجه لتغطية النفقات القابلة للانجاز في هذا الإطار على مستوى خزينة ولاية تلمسان، موضوع تحويل لهذا الأخير من طرف أمين الخزينة الرئيسي.

في هذا الصدد، فإن أمين الخزينة الرئيسي يقوم بإجراء العملية المحاسبية التالية:

- خصوم الحساب رقم 129-302 السطر 001
- أصول الحساب رقم 032-500 السطر 005 "عمليات خاصة للتحويل من طرف أمين الخزينة الرئيسي لأمناء خزائن الولايات".

### أ-3- دور أمين خزينة ولاية تلمسان

فور استلام هذا التحويل، يشرع أمين خزينة ولاية تلمسان بالقيام بالعملية المحاسبية التالية:

- خصوم الحساب رقم 032-500 السطر 006
- أصول الحساب رقم 129-302 السطر 002

### أ-4- دور الأمر بالصرف الثانوي

يأمر مدير الثقافة الولائي بصرف النفقات المنجزة على مستوى ولاية تلمسان وتسدد من طرف أمين خزينة الولاية بعد الرقابة التنظيمية المعتادة، طبقاً لقواعد المحاسبة العمومية.

تفيد هذه النفقات من طرف أمين خزينة ولاية تلمسان بخصوم السطر 002 للحساب 129-302.

## II. أحكام مختلفة:

للسماح بمتابعة العمليات المسجلة في الحساب رقم 129-302، يرسل أمين الخزينة الرئيسي وأمين خزينة ولاية تلمسان شهرياً إلى وزارة المالية (المديرية العامة للمحاسبة، المديرية العامة للميزانية، المديرية العامة للخزينة)، وإلى وزارة الثقافة، حالة مفصلة لهذا الحساب، باستخراج مبلغ الإيرادات والنفقات وكذلك الرصيد المتوفر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 02 مؤرخة في 18/01/2010

**الموضوع:** سير حساب التخصيص رقم 302.129 المعنون "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم تظاهرة تلمسان عاصمة الثقافة الإسلامية 2011".

**المرجع:** - الأمر رقم 01.09 المؤرخ في 22 جويلية 2009 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، لاسيما المادة 95 منه.  
- المرسوم التنفيذي رقم 09-355 المؤرخ في 2009/11/08 المحدد لكيفيات تسيير حساب التخصيص الخاص رقم 302-129 الذي عنوانه "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم تظاهرة تلمسان عاصمة الثقافة الإسلامية 2011"

أحدثت أحكام الأمر المشار إليه أعلاه المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2009، لاسيما المادة 95 منه، حساب التخصيص الخاص رقم 302-129 الذي عنوانه "الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم تظاهرة تلمسان عاصمة الثقافة الإسلامية 2011".

لقد حدد المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه، المأخوذ تطبيقا للقانون المذكور آنفا، كيفيات سير الحساب رقم 302-129 المبين أعلاه. تهدف هذه التعلیمة إلى توضيح شروط التطبيق المحاسبي للنصوص السالفة الذكر.

#### أ- أحكام محاسبية

الحساب رقم 302.129 هو حساب تخصيص خاص والذي ينقل رصيده من سنة إلى سنة. يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن المجموعة 3 الحساب العام 30 فرع 2 ويظهر في الخانة 9 من الوضعية الإحصائية العشرية. يبرر خصوما وأصولا ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي وأمين خزينة ولاية تلمسان.

يحرك هذا الحساب من طرف الوزير المكلف بالثقافة بصفته الأمر بالصرف الرئيسي.

طبقا لأحكام المادة الثانية من المرسوم التنفيذي رقم 09-355 المؤرخ في 2009/11/08، إن مدير الثقافة هو الأمر بالصرف الثانوي بالنسبة للعمليات المنحزة بولاية تلمسان.

يقيد في هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- تخصيصات ميزانية الدولة؛
- المساهمات المحتملة من الجماعات المحلية؛
- مساهمات الهيئات الوطنية؛
- الهبات والوصاية؛
- جميع الإيرادات الأخرى المتصلة بتنظيم التظاهرة وسيرها؛
- سداد التسيقات؛
- إيرادات أخرى.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

تعليمية مرقم 01 مؤرخة في 2010/01/13  
تصويب مدونة حسابات الخزينة (نسخة 2009)

على مستوى الحساب رقم 201.001 " ناتج الضرائب المباشرة " ( الصفحة 15 )

عوض:

- السطر 105: ناتج عقوبات تأخر المراقبة والتدقيق؛
- السطر 106: ناتج 91% من الضريبة على الربح المنجمي.

إقرأ:

- السطر 105: ناتج 91% من الضريبة على الربح المنجمي؛
- السطر 106: ناتج عقوبة تأخر المراقبة والتدقيق.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

التعليمات



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 13 مؤرخ في 2010/12/31

**الموضوع:** توقيف المنح الممنوحة في إطار المادة 129 الفقرتين 3 و 4 من القانون 26/89 المؤرخ في 1989/12/31 المتضمن قانون المالية 1990.

**المرجع:** - التعليم الوزارية المشتركة رقم 08/04 المؤرخة في 2008/05/14.  
- المذكرة رقم 209 المؤرخة في 14 نوفمبر 2010 لمديرية المنح بوزارة المجاهدين.

لقد نصت التعليم المشار إليها في المرجع أعلاه على إلغاء المنح المصفاة في إطار أحكام القانون رقم 26/89 المؤرخة في 31/12/1989 المتضمن قانون المالية لسنة 1990 المادة 129 الفقرتين 3 و 4 بمجرد دخول أحكام المادة 25 الفقرة 2 من القانون رقم 99 - 07 المؤرخ في 05 أبريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد.

ولهذا الغرض، يوقف ابتداء من تاريخ 01 ديسمبر 2010 دفع المنح المصفاة في إطار أحكام المادة 129 الفقرتين 3 و 4 من القانون رقم 26/89 المؤرخة في 1989/12/31 المتضمن قانون المالية لسنة 1990.

إن الزائد المقبوض بعنوان هذه المنح يكون موضوع إصدار سند تحصيل من طرف مديريات الولاية للمجاهدين.

أطلب منكم السهر علي التطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

**المرسل إليهم:**

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام:

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية المنح بوزارة المجاهدين

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 12 مؤرخ في 2010/12/30  
تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10

على مستوى الملحق  
للحذف

110.6.00.....المحافظة العامة للتخطيط والاستشراف

الباقي بدون تغيير.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 11 مؤرخ في 25/11/2010

الموضوع: ف/ي الطباعة المزدوجة لدفاتر الصكوك البريدية.

لقد لوحظ في بعض الحالات، أن دفاتر الصكوك البريدية من نفس السلسلة تكون موضوع طباعة مزدوجة.

قد ينجر عن هذه الوضعية عمليات احتيالية مضرّة بمصالح الخزينة العمومية.

وعليه، فعلى رؤساء المراكز المحاسبية وكذا الأعوان المحاسبين للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري أن يولون الاهتمام البالغ للرقابة الدقيقة لدفاتر الصكوك التي تسلم إليهم من طرف مصالح الصكوك البريدية وإخطار هذه الأخيرة عند كل خطأ يلاحظ في هذا الصدد.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات؛
- خزائن البلديات؛
- خزائن المؤسسات العمومية للصحة؛
- الوكالات المحاسبية للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية الجهوية للخزينة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 10 مؤرخ في 2010/11/02  
تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10

على مستوى الملحق  
للحذف

- أمين الدولة لدى وزير الاستشراف والإحصائيات مكلف بالإحصاء.....129.1.00

الباقي بدون تغيير.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 09 مؤرخ في 2010/10/11  
تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10

على مستوى الملحق

للحذف

- مديرية الشغل.....137.3.00

الباقى بدون تغيير.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 08 مؤرخ في 22/08/2010

الموضوع: استبدال الأوراق النقدية

لقد لوحظ أن أوراق نقدية، يتم استبدالها على مستوى صناديق المراكز المحاسبية.

تشكل هذه الممارسة عملية من شأنها المساعدة على تداول أوراق نقدية مزورة خاصة لما تكون هذه الأوراق في حالة تلف مما قد يصعب فحصها وإثبات شرعيتها بواسطة آلة كشف النقود المزورة.

لذا، وفي إطار دعم الحفاظ على العملة الوطنية، يجدر التذكير بأن هذه الممارسة ممنوعة منعاً باتاً وتقحم بالكامل المسؤولية الشخصية والمالية لمسببها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- خزائن الولايات؛
- خزائن البلديات؛
- خزائن المؤسسات العمومية للصحة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للمالية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للضرائب؛
- المديرية العامة للأموال الوطنية؛
- المديرية العامة للحمارك؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية التحديث والضبط المحاسبي؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة.

128.2.16.2	مديرية الضرائب سيدي محمد
128.2.16.3	مديرية الضرائب بئر مراد رايس
128.2.16.4	مديرية الضرائب بالحراش
128.2.16.5	مديرية الضرائب بالشراقة
128.2.16.6	مديرية الضرائب بالرويبة
128.2.16.7	مديرية المؤسسات الكبرى
128.3.00	ميزانية الأعباء المشتركة: م ع خ
129.0.00	وزير الإشراف والإحصائيات
129.1.00	أمين دولة لدى وزير الإشراف والإحصائيات مكلف بالإحصاء
130.0.00	وزير التعليم العالي والبحث العلمي
130.1.00	المديرية العامة للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي
131.0.00	وزير التجارة
131.1.00	المديرية الولائية للتجارة
131.2.00	المديرية الجهوية للتجارة
131.3.00	المديرية العامة للتجارة الخارجية
133.0.00	وزارة الثقافة
134.0.00	وزير الصناعة والمؤسسة الصغيرة والمتوسطة وترقية الاستثمار
135.0.00	وزير الطاقة والمناجم
136.0.00	وزير العمل والشغل والضمان الإجتماعي
136.1.00	المفتشية العامة للعمل
137.0.00	وزير التضامن الوطني والأسرة
137.2.00	مديرية النشاط الإجتماعي
137.3.00	مديرية التشغيل
138.0.00	وزير العلاقات مع البرلمان
139.0.00	وزير التكوين والتعليم المهنيين
141.0.00	وزير التهيئة العمرانية والبيئة
141.1.00	المصالح غير الممركزة للتهيئة العمرانية والبيئة
142.0.00	وزير الاتصال

110.2.23.1	المركز الوطني للتكوين الجمركي (عنابة)
110.3.00	المديرية العامة للمحاسبة
110.4.00	المديرية العامة للضرائب
110.4.16.1	مديرية الضرائب الجزائر الوسطى
110.4.16.2	مديرية الضرائب سيدي محمد
110.4.16.3	مديرية الضرائب بئر مراد رابح
110.4.16.4	مديرية الضرائب بالحراش
110.4.16.5	مديرية الضرائب بالشرافة
110.4.16.6	مديرية الضرائب بالروبية
110.4.16.7	مديرية المؤسسات الكبرى
110.5.00	المديرية العامة للأموال الوطنية
110.6.00	المحافظة العامة للتخطيط والإشراف
110.8.00	المديرية العامة للميزانية
110.9.00	المفتشية العامة للمالية
111.0.00	وزير الموارد المائية
112.0.00	وزير الفلاحة والتنمية الريفية
112.1.00	المديرية العامة للغابات
113.0.00	وزير الصيد البحري والموارد الصيدية
114.0.00	وزير الأشغال العمومية
116.0.00	وزير النقل
117.0.00	وزير البريد وتكنولوجيا الإعلام والاتصال
118.0.00	وزير الصحة والسكان وإصلاح المستشفيات
122.0.00	وزير المجاهدين
125.0.00	وزير السكن والعمارة
125.1.00	مديرية العمارة والبناء
125.2.00	مديرية السكن والتجهيزات العمومية
126.0.00	وزير السياحة والصناعات التقليدية
128.0.00	ميزانية الأعباء المشتركة: م ع م
128.1.00	ميزانية الأعباء المشتركة: م ع م ح
128.2.00	ميزانية الأعباء المشتركة: م ع ض
128.2.16.1	مديرية الضرائب الجزائر الوسطى



الرمز	الهيئات
101.0.00	الأمانة العامة لرئاسة الجمهورية
101.1.00	الأمانة العامة للحكومة
101.2.00	المحافظة السامية للآمازيغية
101.3.00	المديرية العامة للتوظيف العمومي
101.4.00	قيادة الحرس الجمهوري
102.0.00	الوزير الأول
103.0.00	وزير منتدب لدى وزارة الدفاع
104.0.00	وزير الشؤون الخارجية
105.0.00	وزير العدل، حافظ الأختام
105.2.00	مديرية إدارة السجون وإعادة التربية
105.3.00	نققات مرتبطة بإصلاح العدالة
106.0.00	وزير الشؤون الدينية والأوقاف
107.0.00	وزير الداخلية والجماعات المحلية
107.1.00	المديرية العامة للأمن الوطني
107.2.00	المديرية العامة للحماية المدنية
107.2.16.1	الوحدة الوطنية للتدريب والتدخل للحماية المدنية
107.4.00	المواصلات السلوكية واللاسلكية
107.5.00	الحرس البلدي
107.6.00	المركز العلمي الوطني للمساعدة في أخذ القرار
108.0.00	وزير التربية الوطنية
108.0.16.1	مديرية التربية الجزائرية شرق
108.0.16.2	مديرية التربية الجزائرية الوسطى
108.0.16.3	مديرية التربية الجزائرية غرب
109.0.00	وزير الشباب والرياضة
110.0.00	وزير المالية
110.2.00	المديرية العامة للجمارك
110.2.16.1	المركز الوطني للتكوين الجمركي (الجزائر)

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 07 مؤرخ في 10/08/2010

الموضوع: ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة

المرجع: - مرسوم رئاسي رقم 10-149 المؤرخ في 2010/05/08 متضمن تعيين أعضاء الحكومة.  
- منشور رقم 80 المؤرخ في 21 سبتمبر 2003.

حددت أحكام المنشور المشار إليه في المرجع ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة.

تبعاً لنشر المرسوم الرئاسي السالف الذكر المتضمن تعيين أعضاء الحكومة يعاد صياغة هذا الترميز طبقاً للملحق المرفق لهذا المنشور.  
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية؛
- الخزينة الولائية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- المديرية العامة للميزانية؛
- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية؛
- المديرية العامة للخزينة؛
- المديرية العامة للضرائب؛
- المديرية العامة لأموال الدولة؛
- المديرية العامة للحمارك؛
- مديرية إدارة الوسائل للوزارات؛
- المديرية الجهوية للخزينة.

المبلغ الشهري (دج) إبتداء من 2010/01/01	المبلغ الشهري الحالي (دج)	طبيعة المنح
22.500	18.000	المنحة الأصلية: أرملة شهيد المادة 25 من القانون 07/99
22.500	18.000	المنحة الإضافية: المادة 156 من قانون المالية لسنة 1996 أرملة شهيد أرملة مجاهد المجاهد
أبناء الشهيد 22.500+22.500 بنات الشهيد 45.000 (م ت) + 7.000 (م أ)	أبناء الشهيد 18.000+18.000 بنات الشهيد 36.000 (م ت) + 7.000 (م أ)	منحة التحويل المادة 25 من القانون 07/99 أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل بنات الشهيد العازبات أو المطلقات أو الأرامل
17.000 (م ت) + 22.500 (م إ)	17.000 (م ت) + 18.000 (م إ)	منحة تحويل المادة 24 من القانون 07/99 الأبناء القصر والبنات غير المتزوجات بدون دخل يتامى الأبوين

م ت = منحة التحويل

م إ = المنحة الإضافية

م أ = المنحة الأساسية المادة 129

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 06 مؤرخ في 01/07/2010

**الموضوع:** - منح المجاهدين وذوي الحقوق

- إعادة تقييم الأجر الوطني الأدنى المضمون

**المرجع:** - القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أفريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد

- المرسوم الرئاسي رقم 09-416 المؤرخ في 18 ديسمبر 2009 المحدد للأجر الوطني الأدنى المضموم.

حددت أحكام المرسوم الرئاسي المشار إليه في المرجع بخمسة عشر ألف دينار (15000 دج) الأجر الوطني الأدنى المضمون.

تطبيقاً للأحكام السالفة الذكر تحسب منح المجاهدين وذوي الحقوق المنسوبة بموجب التنظيم المعمول به، إلى الأجر الوطني الأدنى المضمون إسناداً إلى الأجر الوطني الأدنى المضمون الجديد المذكور أعلاه وذلك ابتداء من 01 جانفي 2010.

يطبق مبلغ 15000 دج على المنح المبينة في الجدول المرفق للملحق، الذي تم إعداده من طرف مصالح وزارة المجاهدين

تدفع المنحة الأساسية والمنحة الإضافية لأرملة المجاهد بعد وفاتها، إلى بنات المجاهد غير المتزوجات وكذا القصر بالتساوي. (طبقاً للمادة 24 من القانون 99.07 المؤرخ في 05 أفريل 1999).

تدفع المنحة الأساسية والمنحة الإضافية لأرملة الشهيد بعد وفاتها، إلى أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل وكذا بنات الشهيد (الأرامل، المطلقات أو العازبات) بالتساوي (طبقاً للمادة 25 من القانون رقم 99.07 المؤرخ في 05 أفريل 1999).

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

**المرسل إليهم:**

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية؛

- الخزائن الولائية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للضرائب؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- المديرية الجهوية للخزينة؛

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- مديرية المنح لوزارة المجاهدين؛

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 05 مؤرخ في 24/06/2010

الموضوع: تسيير وسلامة الأموال العمومية

في إطار إجراءات السلامة التي تهدف إلى الحفاظ والتسيير السليم للأموال العمومية يتم إبلاغ أمناء خزائن البلديات وأمناء خزائن المؤسسات الإستشفائية قصد السهر شخصيا ويوميا على التنفيذ الجيد لعمليات إيقاف الصندوق لنهاية اليوم.

فضلا عن ذلك، يجب أن تودع الصكوك الصادرة عنهم فيما يخص تنفيذ نفقات الميزانية لدى مصالح بريد الجزائر من طرف مراسل مؤهلا قانونا.

يجب أن تسطر هذه الصكوك مسبقا في سجل خاص يبين فيه بصفة واضحة كل البيانات الضرورية (رقم الصك، التاريخ، المبلغ، المستفيد الخ...).

يجب أن يشمل هذا السجل كذلك عمودا تضع فيه مصالح بريد الجزائر العلامة «علم بالاستلام».

أخيرا، يتعين على أمناء خزائن البلديات وأمناء خزائن المراكز الإستشفائية ضمان متابعة منتظمة للحركات و الوضعية المالية لحسابهم الجاري البريدي.

عليهم إبلاغ المديرية الجهوية للخزينة المؤهلة فورا بكل حالة غير عادية قد نلاحظ في هذا المجال أن تتخذ هذه الأخيرة كل الإجراءات التحفظية الملائمة وإعداد تقرير ظري يرسل في الحال إلى المديرية العامة للمحاسبة.

أطلب منكم السهر علي التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم والتنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- خزائن البلديات؛
- خزائن المؤسسات العمومية للصحة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة (التبليغ لخزائن البلديات وخزائن المؤسسات العمومية للصحة)؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

## المرسل إليه:

للتنفيذ:

- خزائن البلديات؛
- خزائن المؤسسات العمومية للصحة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛
- المديرية الجهوية للخزينة ( قصد: - التبليغ لخزائن البلديات وخزائن المؤسسات العمومية للصحة
- إدراج الجوانب المنصوص عليها في هذا المنشور في برامج الرقابة الخاصة بهم).
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 04 مؤرخ في 14/06/2010

**الموضوع:** تنفيذ النفقات المقيدة في ميزانية البلديات والمؤسسات العمومية للصحة في إطار تنفيذ ميزانية البلديات والمؤسسات العمومية للصحة تسنى لي ملاحظة تكفل أمناء الخزائن المعنيين بالحوالات الصادرة عن الأمرين بالصرف المعنيين في آجال وتفوق أحيانا (02) شهرين.

هذه الوضعية غير المقبولة انجر عنها تأخر هام في تنفيذ نفقات الميزانية المعينة.

لذا ولتصليح هذا الخلل المعنى في كثير من الجوانب بالسير العادي للمصالح العمومية وبمصرفيها بصفة نهائية بجزئ التذكير أدناه بالإجراءات القانونية والنظامية السارية المفعول في هذا المجال.

### I - التكفل بحوالات الدفع

طبقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 93-46 المؤرخ في 06 فيفري 1993 لاسيما المادة 2 منه، والمأخوذ تطبيقا للقانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 معدل ومتمم المتعلق بالمحاسبة العمومية، يتم قبول أوامر صرف الحوالات الصادرة عن الأمرين بالصرف في النفقات من طرف المحاسبين العموميين في أجل أقصاه عشرة (10) أيام من تاريخ استلامها.

ما لا يفوت التذكير به أن عملية قبول النفقات تأتي بعد تطبيق أمناء للخزائن للإجراءات المراقبة المنصوص عليها بموجب المادة 36 من القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 السالف الذكر.

### II - رفض الحوالات

تكون حوالات الدفع الصادرة عن الأمرين بالصرف لميزانية البلديات والمؤسسات العمومية للصحة التي يرتكز عليها الرفض.

يجب أن تحرر هذه المذكرة بصفة جلية وواضحة وتبين:

- طبيعة الرفض (مؤقت أو نهائي)؛

- رقم الحوالة موضوع الرفض؛

- القيد في الميزانية؛

- مبلغ الرفض؛

- الأمر بالصرف؛

- ختم وإمضاء المسؤول.

تدمج في عمليات المراقبة التي تقوم بها فرق التفتيش والتدقيق من هنا فصاعدا المظاهر المنصوص عليها في هذا المنشور.

أطلب منكم السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور، الذي لا يسمح بأي عذر فيما يخص عدم إقدامها.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

الإمضاء: السيد خ. لخضاري

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 03 مؤرخ في 30/05/2010

الموضوع: سلامة الأموال العمومية

في إطار الأعمال الرامية إلى سلامة الأموال العمومية والحفاظ عليها نذكر بإلحاح المحاسبين العموميين على ضرورة السهر بصرامة على المتابعة المنتظمة للعمليات المالية المسطرة على مستوى حساباتهم البريدية الجارية.

في هذا الصدد، فهم ملزمون باستشارة وضعية حسابهم الجاري البريدي يوميا عن طريق موقع الإنترنت.

على أمناء الخزائن الذين لا يملكون رمزا سريا للدخول إلى هذا الموقع، التقرب من صالح المركز الوطني لللكوك البريدية.

يجب إبلاغ الإدارة المركزية بكل حالة غير عادية قد تلاحظونها في هذا الإطار.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور وإبلاغي بكل صعوبة محتملة قد تصادفونها في هذا المجال.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- الخزينة الرئيسية؛

- الخزائن الولائية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- المديرية العامة للبريد الجزائري؛

- المديرية الجهوية للخزينة.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 02 مؤرخ في 10/05/2010

الموضوع: ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة

المرجع: - المرسوم الرئاسي رقم 03-215 المؤرخ في 09/05/2003 المتضمن تعيين أعضاء الحكومة.  
- المنشور رقم 83 المؤرخ في 17 سبتمبر 1991.

إن أحكام المنشور المذكور أعلاه، حددت ترميزا لأمرين بالصرف لميزانية الدولة.

تبعاً لتدخل مراسيم توزيع إتمادات ميزانية التسيير لسنتي 2008 و 2009، فإن الترميز الخاص بالأمرين بالصرف الثانويين لوزارة التجارة يكون على النحو التالي:

- 131.1.00: المديرية الولائية للتجارة

- 131.2.00: المديرية الجهوية للتجارة

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات  
الإمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة؛

- الخزينة المركزية؛

- الخزينة الرئيسية؛

- خزينة الولاية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛

- المفتشية العامة للمالية؛

- مفتشية المصالح المحاسبية؛

- المديرية العامة للميزانية؛

- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية؛

- المديرية العامة للخزينة؛

- المديرية العامة للضرائب؛

- المديرية العامة لأموال الدولة؛

- المديرية العامة للجمارك؛

- مديرية إدارة الوسائل للوزارات؛

- المديرية الجهوية للخزينة.

## المرسل إليهم:

### للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخرزينة؛
- المديرية الجهوية للخرزينة (وإعلام أمناء خزائن البلديات والمؤسسات العمومية الإستشفائية)؛
- الخزينة المركزية؛
- الخزينة الرئيسية (وإعلام كافة الأعوان المحاسبين للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري)؛
- الخزائن الولائية (وإعلام كافة الأعوان المحاسبين للمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري).

### للإعلام:

- مجلس المحاسبة؛
- المفتشية العامة للمالية؛
- مفتشية المصالح المحاسبية؛
- مديرية الإدارة والوسائل المالية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 01 مؤرخ في 2010/03/08

**الموضوع:** تنفيذ التعلية الرئاسية رقم 03 المتعلقة بتفعيل مكافحة الفساد.

في إطار تنفيذ التعلية الرئاسية رقم 03 المتعلقة بتفعيل مكافحة الفساد، يهدف هذا المنشور إلى توضيح بعض عناصر الوقاية التي تدخل في إطار هذه العملية.

يياشر المحاسبون العموميون مهامهم طبقا لأحكام القانون رقم 21.90 المؤرخ في 15 أوت 1990 معدل ومتمم المتعلق بالمحاسبة العمومية والنصوص المأخوذة تطبيقا له.

في هذا الصدد، فهم ملزمون قبل تنفيذ أي عملية إيرادات أو نفقات عمومية بالتقيد بأحكام النصوص السالفة الذكر، وذلك بالتطبيق الصارم لقانونية المعايير المحددة بموجب التشريع ولتنظيم المعمول بهما.

فهم ملزمون أيضا وعند الحاجة بتبنيه الإدارة المركزية بكل وضعية تظهر مؤشرات كافية للفساد واختلاس الأموال والممتلكات العمومية.

فضلا عن ذلك، على مسؤولي المصالح اللامركزية للخزينة، السهر على إرساء نظام تداول المستخدمين الموضوعين تحت سلطتهم وذلك قصد الوصول إلى تعدد تكافؤ المستخدمين وتجنب ممارسة المسؤولين أو الأعوان لنفس مهامهم أو عدة مهام لمدة طويلة على مستوى المركز المحاسبي نفسه، مما قد يعرضهم للقيام بعمليات غير شرعية.

إضافة إلى ذلك، يمنع منعا باتا أن تكون لمستخدمي مصالح الخزينة أي اتصالات مع أشخاص معنية بتنفيذ الصفقات العمومية (مقاولون، دانون الخ...) هؤلاء يتعاملون مباشرة مع الأمرين بالصرف المعنيين.

في هذا الصدد يجدر التوضيح أن على موظف الدولة أن يظهر نزاهته، شرفه وصرامة أخلاقية ليس فقط أثناء ممارسته لمهامه بل وكذا خارج نشاطاته المهنية.

من هنا يمنع على مستخدمي مصالح الخزينة قبول امتيازات أو مزايا غير تلك التي منحت لهم بموجب القوانين والأنظمة، ولا يحق لهم القيام بأي عمل من شأنه المساس بمصداقيتهم، نزاهتهم وأخلاقيهم.

في مجال المراقبة الداخلية، على مستوى المراكز المحاسبية ضمان مراقبة داخلية على المصالح الموضوعية تحت سلطتهم بصفة صارمة ودائمة لاسيما تلك التي يقع على عاتقها تسيير الحسابات الحساسة، وعليهم كذلك السهر على إخضاع كل عملية تصويب للكتابة المحاسبية إلى التأشير المسبقة لرئيس المركز أو الوكيل المفوض المؤهل قانونا.

أخيرا، لا يسعني إلا التأكيد على الموقف الصارم الواجب على مسؤولي المصالح المحاسبية التحلي به بغية ضمان رقابة مدققة لوسائل الدفع والوثائق الأخرى المقدمة لهم وذلك للسماح بكشف أي تزوير أو خلل من شأنه إقحام مسؤولياتهم الشخصية والمالية.

أطلب منكم السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور وإرساله بشكل واسع.

عن وزير المالية وبتفويض منه

المدير العام للمحاسبة

الإمضاء: السيد م.ع.غانم

المناشير

92	-إنشاء حساب فرعي رقم 62 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات» ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية»- - غلق الحساب الفرعي رقم 44 المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية»-.	2010/09/09	33
94	- التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية للإدارة. - إنشاء حساب فرعي رقم 112 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية»-.	2010/09/27	34
96	- جهاز يتعلق بجمع مخالفة التشريع والتنظيم الخاصين بالصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج؛ - تنظيم وسير اللجنة المحلية للمصالحة.	2010/10/12	35
98	- التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية لحفظ الممتلكات الثقافية وترميمها. - إنشاء حساب فرعي رقم 113 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية»-.	2010/10/14	36
100	تصويب للتعليم رقم 33 المؤرخة في 2010/09/09	2010/10/18	37
101	- فتح سطور ضمن الحسابين رقم و 335.009 و 432.049 - إعادة هيكلة بنية الحسابين.	2010/10/19	38
102	اقفال حساب التخصيص الخاص رقم 104-302 «حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية الممولة من الاقتراضات الخارجية».	2010/10/20	39
103	اقفال حساب التخصيص الخاص رقم 053 - 302 «صندوق تخصيص حق إستغلال رخصة سيارات الأجرة»	2010/10/20	40
105	غلق الحساب الفرعي رقم 53 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم والتقنيات بعنابة» المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية»-.	2010/11/08	41
107	- التسيير المحاسبي للمرصد الوطني للمدينة. - إنشاء حساب فرعي رقم 114 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية»-.	2010/12/27	42
109	- التسيير المحاسبي للمركز المتخصص في التكوين المهني و التمهين للأشخاص المعوقين جسديا، بلدية فلفلة ولاية سكيكدة. - إنشاء حساب فرعي رقم 63 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المالية»-.	2010/12/27	43

61	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 «صندوق مكافحة التصحر وتنمية الاقتصاد الرعوي و السهوب».	2010/05/17	17
63	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.111 «صندوق التنمية الريفية واستصلاح الأراضي عن طريق الامتياز».	2010/05/17	18
65	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص بدعم مربي المواشي و صغار المستغلين الفلاحيين».	2010/05/17	19
67	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.121 «الصندوق الوطني لضبط الإنتاج الفلاحي».	2010/05/17	20
69	كيفية دفع التعويض المقرر من طرف لجنة التعويض المنشأة لدى المحكمة العليا، بسبب الحبس المؤقت غير المبرر و الخطأ القضائي.	2010/05/18	21
72	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.089 معنون «الصندوق الخاص لتنمية مناطق الجنوب»	2010/05/23	22
74	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 المعنون «صندوق تخفيض نسب الفوائد على القرض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن وكذا المرقيين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة»	2010/05/23	23
76	إقفال الحساب الفرعي رقم 52 المفتوح ضمن الحساب رقم 402.001 «ولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المحاسبية».	2010/06/09	24
77	لا مركزية قرارات تعويض مبالغ الرسم على القيمة المضافة	2010/06/10	25
78	تصويب للتعليمية رقم 21 المؤرخة في 2010/05/18	2010/06/10	26
79	- التسيير المحاسبي للمتحف الجهوي بشار. - إنشاء حساب فرعي رقم 60 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المالية».	2010/06/22	27
81	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.134 «حساب تسيير عمليات الإستثمار العمومي المسجلة فيما يخص برنامج توطيد النمو الاقتصادي 2010.2014».	2010/06/01	28
85	كيفية التكفل بتمويل المشاريع المحتفظ بها لإصلاح الأضرار النجمة عن سوء الأحوال الجوية على مستوى ولايات الهضاب العليا.	2010/08/18	29
86	- التسيير المحاسبي للمدرسة الوطنية العليا للتسيير. - إنشاء حساب فرعي رقم 111 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية».	2010/08/20	30
88	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 104 - 302 «حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية الممولة من الاقتراضات الخارجية».	2010/09/09	31
90	- إنشاء حساب فرعي رقم 61 تحت عنوان «المدرسة التحضيرية في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير» ضمن مدونة حسابات الخزينة ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المالية». - غلق الحساب الفرعي رقم 43 المنشأ ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات - المصالح المالية».	2010/09/09	32

الرقم	التاريخ	الموضوع	الصفحة
<h1>التعليمات</h1>			
01	2010 /01/ 13	تصويب مدونة حسابات الخزينة ( نسخة 2009 )	31
02	2010 /01/ 18	سير حساب التخصيص رقم 302.129 المعنون «الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم تظاهرة تلمسان عاصمة الثقافة الإسلامية 2011» .	32
03	2010/ 01/ 19	كيفية توزيع موارد صندوق المدخل الإضافية.	35
04	2010/ 01/ 27	- التسيير المحاسبي للمتحف الوطني بشرشال. - إنشاء حساب فرعي رقم 107 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية - المصالح المالية-»	37
05	2010/ 01/ 27	- التسيير المحاسبي للمتحف الجهوي بالمنيعة. - إنشاء حساب فرعي رقم 57 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-».	39
06	2010/ 01/ 28	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-023 «صندوق الضمان للولايات»	41
07	2010/ 01/ 28	إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302-022 «صندوق الضمان للبلديات».	42
08	2010/ 03/ 01	- التسيير المحاسبي لمعاهد التعليم المهني. - إنشاء حساب فرعي رقم 58 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المالية -».	43
09	2010/ 03/ 01	- التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتوات قورارة تديكلت. - إنشاء حساب فرعي رقم 108 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية-».	45
10	2010/ 03/ 01	- التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية لتندوف. - إنشاء حساب فرعي رقم 109 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية-».	47
11	2010/03/01	- التسيير المحاسبي للديوان الوطني للحظيرة الثقافية للأطلس الصحراوي بالأغواط. - إنشاء حساب فرعي رقم 110 ضمن الحساب رقم 402 003 «المؤسسات العمومية الوطنية- المصالح المالية-».	49
12	2010/03/08	- التسيير المحاسبي للمتاحف الجهوية للمجاهد. - إنشاء حساب فرعي رقم 59 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات ومؤسسات الولايات- المصالح المالية-».	51
13	2010/03/14	كيفية تقييم ناتج الضريبة الجزائرية الموحدة	53
14	2010/05/09	تقييم حاصل حق الطابع.	55
15	2010/05/13	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.122 «صندوق المداخل التكميلية لفائدة موظفي التحقيقات الاقتصادية وقمع الغش».	57
16	2010/05/17	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.067 « الصندوق الوطني لتنمية الاستثمار الفلاحي»	59

# فهرس

الرقم	التاريخ	الموضوع	الصفحة
<h2>المناشير</h2>			
01	2010/03/08	تنفيذ التعليمه الرئاسية رقم 03 المتعلقة بتفعيل مكافحة الفساد.	09
02	2010/05/10	ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة	11
03	2010/05/30	سلامة الأموال العمومية	12
04	2010/06/14	تنفيذ النفقات المقيدة في ميزانية البلديات والمؤسسات العمومية للصحة في إطار تنفيذ ميزانية البلديات والمؤسسات العمومية للصحة تسنى لي ملاحظة تكفل أمناء الخزائن المعنيين بالحوالات الصادرة عن الأمرين بالصرف المعنيين في آجال وتفق أحيانا (02) شهرين.	13
05	2010/06/24	تسيير و سلامة الأموال العمومية	15
06	2010/07/01	- منح المجاهدين وذوي الحقوق - إعادة تقييم الأجر الوطني الأدنى المضمون	16
07	2010/08/10	ترميز الأمرين بالصرف لميزانية الدولة	18
08	2010/08/22	استبدال الأوراق النقدية	22
09	2010/10/11	تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10	23
10	2010/11/02	تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10	24
11	2010/11/25	ف/ي الطباعة المزدوجة لدفاتر الصكوك البريدية.	25
12	2010/08/10	تصويب للمنشور رقم 07 المؤرخ في 2010/08/10	26
13	2010/12/31	توقيف المنح الممنوحة في إطار المادة 129 الفقرتين 3 و 4 من القانون 26/89 المؤرخ في 31 /12/ 1989 المتضمن قانون المالية لسنة 1990.	27



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET  
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية  
المديرية العامة للمحاسبة  
مديرية التنظيم والتنفيذ  
المحاسبي للميزانيات

# مجموعت المناشير والتعليمات

2010